

Le Monde

ÊTRE JUIF

Daniel Buk s'inquiète ; les attentats antijuifs se multiplient, et il invite le gouvernement français à prendre l'initiative d'une action concertée au niveau européen pour lutter efficacement contre eux.

Maxime Rodinson, dont Gilbert Comte analyse un récent ouvrage, se refuse à croire cependant que le peuple juif subisse une perpétuelle damnation : c'est plutôt à la perpétuation d'une entité le plus souvent minoritaire et subordonnée qu'il attribue la perpétuation des agressions contre elle. Quant à André Caquot, il rend hommage à celui qui fut longtemps le maître des études hébraïques en France, Georges Vajda, récemment disparu.

L'année commence bien...

par DANIEL BUK (*)

16 novembre 1981 : après l'attentat terroriste contre la synagogue d'Anvers - 3 morts, 95 blessés, - le Renseignement juif posait une dramatique question : « Où et quand le prochain attentat ? »

15 janvier 1982 : attentat terroriste à Berlin-Ouest contre un restaurant israélien, 2 morts, vingt-cinq blessés dont plusieurs grièvement.

L'année commence bien pour le terrorisme antijuif !

Depuis le drame de l'Holocauste, les juifs d'Europe ont vécu en sécurité jusqu'en 1978.

Depuis, le terrorisme antijuif tue.

En 1979 :

- Attentat contre le restaurant universitaire des étudiants juifs rue Médicis à Paris : 30 blessés dont plusieurs grièvement handicapés à vie ;

- Attentat à Anvers contre un groupe d'enfants juifs qui se rendaient en vacances : 1 mort, 17 blessés ;

- Attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris, un vendredi soir au moment où les fidèles étaient réunis pour la prière de sabbat : 4 morts, 10 blessés ;

- Attentat contre une agence de voyages dirigée par un couple juif, rue Taubert à Paris : 2 morts.

En 1980 :

- Attentat à Vienne contre une synagogue : 2 morts, 19 blessés ;

- Attentat à Rome contre une agence de voyages : 4 blessés ;

- Attentat contre la synagogue d'Anvers : 3 morts, 95 blessés.

A chaque fois, des objectifs civils - de préférence des lieux de culte - où sont réunis de nombreux juifs, à chaque fois, des objectifs et des moyens soigneusement choisis par les auteurs pour faire le maximum de morts parmi les juifs.

Généralement les tueurs ne sont pas arrêtés (Médicis, Copernic, Taubert, Rome, Anvers II, Berlin) ; mais, quand ils le sont (Anvers I, Vienne), il s'agit de terroristes arabes membres de groupes palestiniens. Quant aux

enquêtes policières, elles ont toujours mis en évidence deux pistes : la piste néo-nazie et la piste palestinienne, et souvent ces deux pistes se rejoignent, naturellement. Car c'est dans les camps de l'O.L.P., près de Beyrouth, que s'entraînent les terroristes néo-nazis. Ou il soit le fait des néo-nazis ou bien le fait de groupes palestiniens, c'est la même haine des juifs qui inspire le terrorisme : la haine des juifs en tant que peuple ou bien la haine des juifs en tant que nation.

Or ce terrorisme ne peut plus frapper impunément les juifs de l'État d'Israël, là où ils sont organisés en nation, car ils se sont dotés de moyens antiterroristes efficaces.

Aussi ce terrorisme frappe désormais là où les juifs ont choisi, en tant que citoyens de pays européens, de remettre leur sécurité, comme tous les autres citoyens, entre les mains de gouvernements démocratiques, là où le laxisme de ces gouvernements de l'Europe occidentale à l'égard du terrorisme, en général, et du terrorisme antijuif en particulier, accroit la vulnérabilité de l'homme face au chantage de la terreur.

Et les grands moyens d'information contribuent à cette vulnérabilité et à ce laxisme en acceptant désormais la banalisation de ces attentats.

Le terrorisme n'est pas un fait divers qui ne doit occuper la « une » des journaux écrits, parés ou vidés que pendant quelques jours, voire quelques heures. Le terrorisme est un fait politique grave qui peut conduire à la déstabilisation du monde libre.

Le terrorisme est un cancer qui ronge lentement mais sûrement l'état des quelques pays encore démocratiques.

Souvenez-vous aussi de Bologne : 86 morts, 17 blessés ; de Munich : 12 morts, 150 blessés.

Qu'on y prenne garde ! L'histoire du vingtième siècle nous enseigne que la haine de l'homme juif n'est que le prélude à la haine de l'homme

et de la liberté. Et quand l'homme juif est visé, c'est la stabilité des démocraties occidentales qui est en cause.

Les gouvernements occidentaux ne doivent pas laisser le terrorisme s'installer dans nos rues. Or le terrorisme n'est pas une fatalité, parce qu'il est le fait de groupes organisés et donc identifiables. Ce sont des groupes inspirés par des idéologies, financés et entraînés par un même réseau : l'O.L.P. et ses prétendus dissidents, Kadhafi, les néo-nazis. Le terrorisme est un moyen efficace mis en œuvre par les ennemis du monde occidental.

Et contre le terrorisme, les gouvernements ont les moyens d'agir !

Monsieur Defferre, ministre de l'Intérieur, Monsieur Henru, ministre de la Défense, Monsieur Badier, ministre de la Justice, vous détestez démocratiquement les moyens policiers, de renseignements, judiciaires de cette lutte antiterroriste en France.

Nous en appelons à votre sens des responsabilités face à l'histoire en vous demandant de prendre la décision politique de mettre en œuvre ces moyens non seulement en France, mais de proposer une action concertée au niveau européen.

Car en cette période où des gouvernements occidentaux nous ont montré qu'ils étaient prêts aux pires compromis quand il s'agit de la Pologne ou de l'Afghanistan, la France, pays de la liberté, doit montrer à nouveau l'exemple en prenant l'initiative de cette lutte antiterroriste en Europe et en organisant rapidement une conférence européenne de lutte contre le terrorisme, avec pour objectif que les pays européens coordonnent leurs moyens judiciaires, policiers et de renseignements.

Il y a des compromis dangereux pour la liberté ; il y a un compromis mortel.

Nous ne pouvons plus accepter, avec résignation le développement du terrorisme antijuif en Europe.

(*) Membre du bureau politique du Renouveau juif.

La mémoire de Georges Vajda (1908-1981)

par ANDRÉ CAQUOT (*)

Le 7 octobre 1981, à la veille du Kippour, s'éteignait brusquement le maître incontesté des études juives en France et l'un des orientalistes les plus notables de ce pays (1). Si ombreuses que fussent sa modestie et sa discrétion, Georges Vajda a trop honoré l'Université française pour que l'on ne revienne pas devant l'opinion sur son nom et son œuvre.

Né à Budapest en 1908, il reçut en cette ville une formation classique et orientale à laquelle il devait une culture d'une ampleur stupéfiante. C'est là qu'il fut initié par Bernard Heller à la discipline rigoureuse de la philosophie et de l'histoire de la « science du judaïsme » illustrée depuis le milieu du XIX^e siècle par de grands maîtres de langue allemande. En 1928, il quittait la Hongrie pour la France. Son premier article en français parut en 1931, dans la *Revue des études juives*. Le Séminaire israélite de Paris eut le premier la sagesse de mettre à son profit son immense érudition en lui confiant un enseignement dès 1936. Diplômé de la section des sciences religieuses de l'Ecole pratique des hautes études, pour un travail d'islamologie, il donna des conférences dans cet établissement à partir de 1937.

Pendant l'occupation allemande, il fut de ceux qui trouvèrent asile au Chambon-sur-Lignon. C'est là, dans le malheur des temps, qu'il conçut l'*Introduction à la pensée juive du Moyen Âge*, une synthèse magistrale publiée en 1947. En 1946, il soutenait sa thèse de doctorat sur le philosophe marseillais Juda ben Nissim Ibn Malka. En 1954, il était élu directeur d'études à la section des sciences religieuses de l'Ecole pratique des hautes études et, en 1970, il devenait le premier titulaire d'une chaire de littérature juive post-biblique créée à l'université de Paris-III. Tout en assurant ses ensei-

gnements et en élaborant de multiples travaux, il n'a cessé de mener un patient travail d'investigation des manuscrits arabes et hébraïques déposés à la Bibliothèque nationale et en d'autres fonds. Il fut le fondateur de la section hébraïque et arabe de l'Institut d'histoire des textes créé par le C.N.R.S. et la dirigea jusqu'à sa retraite.

Il est impossible de dégager ici l'essentiel d'une œuvre qui compte près de trois cents titres. Rappelons seulement que ce lecteur assidu des manuscrits orientaux leur a consacré une foule de notices descriptives et historiques. Orientaliste au sens le plus large, dont la compétence s'étendait jusqu'au domaine ottoman, il s'est particulièrement intéressé aux contacts entre les cultures hébraïques et arabes. C'est ainsi qu'il a rédigé pour la dernière édition de l'*Encyclopédie de l'islam* les notices relatives aux traditions musulmanes sur les personnages bibliques, et il était un connaisseur incomparable des œuvres juives écrites en arabe ou conçues dans l'univers intellectuel et spirituel de l'Islam. Car l'historien des textes était aussi et surtout un historien de la pensée. Il était attiré par les aspects les plus hauts de la réflexion religieuse et philosophique, par ces confins de la théologie et de la mystique qu'il s'efforçait d'éclairer dans son livre sur l'*Amour de Dieu dans la théologie juive du Moyen Âge* (1957). Pour ne faire allusion qu'à quelques-uns de ses travaux, il a su définir et mesurer le retentissement de l'averroïsme dans la pensée juive médiévale et celui du néoplatonisme dans la Kabbale.

La mystique juive réhabilitée

Avec Gershom Scholem, Georges Vajda fut de ceux qui réhabilitèrent et portèrent très haut l'étude de la mystique juive qui gênait le rationalisme parfois étroit de la « science du judaïsme » du siècle dernier et qui, d'un autre côté, suscitait trop de curiosités d'un aloi douteux. Sur ce point, Georges Vajda était d'une sérénité rigoureuse. Il entendait traiter avec tout le détachement qu'exige la science de cette foisonnante littérature mystique qui fut témoin d'un mouvement capital dans l'histoire du judaïsme.

Servi par une extraordinaire puissance de travail, Georges Vajda a été de surcroît un enseignant exemplaire, exigeant envers ses élèves, mais bien moins qu'il ne l'était envers lui-même. Sa véritable consécration à son métier de chercheur ne le dédaignait pas de tâches qui le détourneraient pas de tâches que d'autres auraient dédaignées. Il a été l'âme de la Société des études juives et de la *Revue des études juives* et c'est par préférence dans ce périodique qu'il a donné des centaines de comptes rendus critiques, incisifs et brillants, dont le verdict était justement redouté. Devenu professeur d'Université, il avait le plus grand souci de la préparation des candidats à l'agrégation d'hébreu moderne, dont il présida le premier concours. Si austère que fût son abord, si grande que fût sa rigueur, sa science et son abnégation ont fait de lui un personnage rayonnant. Il a eu ainsi le bonheur d'accomplir le précepte du sage et de former de nombreux disciples. Grâce à lui, on est sûr que se poursuivra en France, au plus haut niveau, l'étude d'une culture trois fois millénaire.

(*) Professeur au Collège de France.

(1) Voir le Monde du 10 octobre 1981.

Le grand défi de Maxime Rodinson

par GILBERT COMTE

L'AUSTÈRE critique n'accorde généralement qu'un intérêt mineur aux articles rassemblés en volume. Elle décerne le beau non de livre aux seuls ouvrages surgis dans l'effort d'une inspiration sans relâche. Le dédain, la réserve, s'amplifient quand l'auteur aborde un sujet fuyant, complexe, dangereux, par exemple la question juive. Dans l'embarras, chacun suspend son verdict et laisse l'aus-

cieux atteindre comme il pourra le bout de son aventure.

En 1980, Pierre Vidal-Naquet releva brillamment le défi. Avec une quinzaine de préfaces, d'études, rassemblées dans *Les Juifs, la mémoire et le présent* (1), il analysa en profondeur les rapports qu'Israël entretient avec son histoire, et mena patiemment la tâche à son terme.

Universitaire juif comme lui, Maxime Rodinson réunit à son tour huit textes anciens ou nouveaux, et propose à partir d'eux « une réflexion sur les problèmes juifs qui n'est pas judéocentrique, qui se veut même critique de l'optique judéocentrique » (2).

Débat rempli de pièges ! Le sang, la fure, la fièvre et les flammes en jaillissent depuis si longtemps qu'il semble symboliser parfois les déchirements, l'angoisse et l'indestructible grandeur du genre humain. Comment parler de ce drame d'une voix claire, en homme libre ? Mélanco-

liquement, l'auteur en admet les obstacles, jusqu'à l'incompréhension totale rencontrée souvent par les siens, où des extrémistes lui attribuent « l'auréole satanique du traitre », voire « une solide réputation d'antisémite juif ».

Un peuple comme les autres

Un père, une mère disparus à Auschwitz, une renommée d'orientaliste mondialement connu, ne préservent pas de ces divagations. Depuis l'effondrement du III^e Reich, le soupçon d'antisémitisme frappe ceux qu'il atteint d'une infamie paralysante. Parfois, l'insinuation seule suffit à discréditer. Lorsqu'un mot disqualifie à ce point, la mauvaise foi, le parti pris, résistent mal au besoin de l'utiliser. Mais quel deuil pour l'intelligence !

Envers le racisme, Maxime Rodinson n'éprouve bien sûr qu'un infini-

ment de gêne, d'aversion, pour ne pas dire davantage. Il n'estime cependant pas que, à bientôt quarante ans d'Hitler, son spectre exorcise, ou doive empêcher, toute réflexion philosophique sur l'État hébreu, ni sur ses rapports moraux de métropole à dépendance, avec la Diaspora.

Chacun tire des révélations de l'histoire, traumatisantes pour la société entière ou pour lui-même,

des leçons à sa mesure, observe-t-il. De la révélation de l'horreur des grands massacres, que je me refuse à appeler religieux, holocauste, certains ont conclu que désormais les « juifs » seraient justifiés dans toutes leurs actions et leurs idées.

Ancien communiste, fidèle aux valeurs de la gauche, l'auteur fixe ses choix d'après l'interprétation de l'histoire la plus largement admise.

En effet, le service de l'humanité et, par conséquent, l'internationalisme me semblent plus dignes d'attirer le dévouement que le service d'un peuple au détriment des autres peuples », confesse-t-il. Selon ce credo, la paix du monde prime l'étroit intérêt d'Israël, spécialement au Moyen-Orient.

Hélas ! le bien commun planétaire, ne se définit pas sans peine. Même sous un gouvernement socialiste ! Comme les individus, les peuples considèrent d'abord leur sécurité à court terme, de préférence aux radieuses promesses d'avenir, même s'ils y perdent à longue échéance. Par là, au moins, l'histoire juive contemporaine ressemble bien aux autres, comme Maxime Rodinson s'applique à le prouver dans son livre. « On doit expliquer l'histoire juive par les facteurs historiques habituels », affirme-t-il inlassablement. Mais tire-t-il toutes les conséquences de sa thèse lorsqu'il assure aussi ne voir « aucune nécessité divine ni extrarégionale à la perpétuation de la religion ou du peuple juif en tant que tel » ?

L'impavide objectivité ne le démentira certainement pas. Mais aucun groupe humain n'a pour fonction d'admettre sa mort à l'avance ; Israël peut périr comme Babylone, ou durer comme l'Inde. Sa survie incombe d'abord à la patience, au courage de ses fils. De la reconnaissance abstraite d'une possible disparition au défilé intellectuel, il n'existe souvent qu'un pas. Nous le voyons trop en France. L'instinct de conservation refuse toujours à bon droit la mort, dût-il enfreindre la science des professeurs.

Depuis l'arrivée de M. Begin au pouvoir, Israël s'inscrit sans complexe à cette loi de nature. Il y associe très fermement la Diaspora jusqu'à la compromettre. Dans un très remarquable essai, le *Juif imaginaire*,

Alain Finkielkraut montre qu'en 1967 la guerre de six jours éveilla en elle une immense ferveur. A « ce moment décisif où tout bascula, l'État juif est ce personnage mythique qui conjoint les deux rôles de la victime, du héros. En dépit de ses formes profanes, Sion - orpheline et venger - prouve à tous les juifs du monde que leur aventure n'est pas finie et que leur singularité n'est pas rentrée dans l'ordre... De là vient que les juifs de la Diaspora, dans leur grande majorité, se refusent le droit de prendre du champ. L'instance de la critique est suspendue : tant que la paix n'est pas assurée, l'entreprise israélienne ne tolère ni restriction ni condition : elle est soustraite à tout débat, à tout examen, à tout contrôle rationnel. Les juifs se font une représentation militaire de leur rapport avec l'État hébreu » (3).

Le calvaire se précipite

Comme toute foi collective en incandescence, ce nationalisme vraiment intégral cultive un orgueil redoutablement narcissique. Au vieux mythe du peuple maudit succède celui des nouveaux parfaits. Maxime Rodinson s'en indigna, en bon fils des Lumières : « Ils peuvent commettre comme les autres des fautes et des crimes, ils ne sauraient être toujours et partout innocents. Leurs qualités comme leurs défauts doivent être justiciables des mêmes règles de raisonnement (quant à leur analyse) et de jugement moral que les autres ».

Sans nier le caractère très particulier de l'histoire juive, il refuse pourtant d'admettre qu'elle subisse, depuis trois mille ans, une perpétuelle damnation. La captivité en Égypte ni celle de Babylone, la ruine du Temple ni la réclusion des ghettos, les pogroms d'Europe centrale ni l'écoulement hitlérien ne le persuadent du contraire. « Si ces persécution se sont perpétuées à l'égard de gens issus de la même souche ou se croyant tels au cours de trois millénaires, cela est dû simplement à la perpétuation d'une entité juive, écrit-il, placée la plupart du temps dans une position minoritaire et subordonnée ».

D'un bout à l'autre du monde, toutes les nations avancent effective-

ment dans l'histoire entre des abîmes de misère et des gouffres de sang. Des Polonais, Irlandais d'Europe humiliés, affamés, exterminés par les Anglais et les Russes, aux Indiens d'Amérique presque entièrement disparus, et aux Africains noirs réduits en esclavage de génération en génération, quel peuple traversa le temps sans monter un calvaire ?

A juste titre, Maxime Rodinson le rappelle fortement. Solide, irrefutable, son argumentation mène cependant vers un précipice. L'idée d'une continuelle réparation morale, normalement due à des victimes traquées par des haines ancestrales, garantit depuis 1948 l'existence d'Israël au Proche-Orient, comme elle protège certaines communautés de la Diaspora par une législation ad hoc.

Une dette particulière s'attache, sous l'effet de raisonnements objectifs, les rapports entre les minorités juives et leur entourage ne s'inversent-ils pas brutalement au cas où l'intérêt de certains pays s'opposerait à la politique de M. Begin, ou à la toute-puissante Diaspora des États-Unis ?

Maxime Rodinson a trop d'intelligence pour ne pas le cerner. En subtil mais ferme dialecticien, il admet qu'il énoncé ce principe simple que les Juifs sont des hommes comme les autres est à la fois simple et dangereux. Pour expier indéfiniment Auschwitz ou prévenir un retour de l'antisémitisme, le philosophe, l'historien, doivent-ils arrêter jusqu'à la fin des temps leurs réflexions à l'État des esprits en 1945, même pour juger l'Israël de 1982 ? Comme beaucoup d'autres juifs, et non des moindres, l'auteur ne le pense évidemment pas.

Dans un temps où le verbe inter-

peller se conjugue avec tous les sujets - la jeunesse, la nouvelle philosophie, le pape, Brigitte Bardot en croissant pour les bêtes phoques - nous interpellent - peu d'interpellations retentissent comme celle-là. Jusqu'à présent, personne n'a paru l'entendre. Pourtant, Dieu, qu'elle tonne aux oreilles !

(1) Editions Maspéro.

(2) Editions Maspéro.

(3) Le Seuil.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F
T.O.U.S. PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 561 F 1 241 F 1 626 F
ÉTRANGER
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F
IL - SUISSE-TUNISIE
386 F 567 F 949 F 1 230 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérants : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Claude Jéhu.
Imprimerie
du « Monde »
15, r. de Valenciennes
PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437
I.S.S.N. : 0395-2037.

Je lis le Monde

La Diète a approuvé l'action du général Jaruzelski

Des historiens interviennent en faveur de M. Geremek.

● **Le C.F.D.T.** a appelé ses adhérents à manifester, le 30 janvier, à l'occasion de la Journée de solidarité avec la Pologne organisée par la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.), la Confédération internationale des cheministes (C.I.C.) et des Hbres (C.I.S.I.) et la Confédération mondiale du travail (C.M.T.). Le conseil national de la centrale a appelé, le lundi 25 janvier, « tous les travailleurs de France » à poursuivre leurs actions en faveur des peuples polonais, à préciser que le montant des collectes organisées par la C.F.D.T. pour soutenir ces actions s'élevait actuellement à 3 128 820 francs.

Quarante mille procès politiques sont en cours en Turquie où quatre-vingt mille personnes restent détenues sur les quelque deux cent mille arrêtées à la fin de l'été 1980. Le 11 septembre 1980, selon une avocate de la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) de retour d'une mission d'information en Turquie, les juges ont condamné la presse comme le C.G.T.-F.S.M. à Monique Brondos a indiqué mardi à Paris que ces chiffres lui avaient été communiqués par un responsable du pouvoir.

Selon les mêmes sources, mille cinq cent personnes sont mortes en prison des suites de tortures, des pratiques systématiques pour obtenir interrogatoire et appliquées à des milliers de personnes détenues. Ils ont également indiqué que des avocats ayant dénoncé

ces pratiques sont poursuivis pour « dénonciation calomnieuse ».

Les droits de la défense sont « grossièrement bafoués » en Turquie où les avocats « ne peuvent rencontrer leurs clients que dans des bureaux grillagés avec de plusieurs mètres en présence de militaires ».

Les délégués ont assisté, en l'absence des avocats de la défense, à une séance du procès de la Dik Yagci, accusée de la peine de mort pour tentative « d'établir la dictature du prolétariat (...) en tant que membres d'une organisation marxiste-léniniste ».

Ils ont déploré n'avoir pu visiter des prisons où, selon eux, les détenus sont « maltraités » et « très pénibles » (surpopulation, saleté, manque de chauffage).

**ÊTRE FEMME SOUS LE
III^e REICH**

Par
RITA THALMANN

La situation de la femme
dans un système qui est,
par essence, un "ordre
masculin" ...

Un apport neuf à
l'histoire de la société
national-socialiste et
à l'histoire de la
condition féminine
dans l'époque
contemporaine.

ROBERT  **LAFFONT**

EUROPE

U.R.S.S.

La disparition de M. Souslov risque de modifier les équilibres fragiles au sein du bureau politique

De notre correspondant

Moscou. — L'agence Tass a annoncé, mardi 28 janvier, en début d'après-midi, la mort de M. Michel Souslov, membre du secrétariat et du bureau politique du P.C. de l'Union soviétique, à l'âge de cinquante-deux ans, d'une « brève et grave maladie » (« le Monde » du 27 janvier).

En début de soirée, un bulletin médical donnait des précisions inaccoutumées sur les causes du décès de M. Souslov. Celui-ci, qui souffrait d'une arthérite chronique généralisée affectant principalement les vaisseaux du cœur et du cerveau, sur un fond de diabète sucré, a été atteint le 21 janvier

(M.M. Grichine, Felche, Tchernenko et Kirilenko, n'ont pas été précisés).

La nécrologie de M. Souslov, signée, comme celle de l'ancien premier ministre, de tous les dirigeants du parti à commencer par M. Brejnev, a été lue d'une voix solennelle, mardi soir, à l'ouverture du journal télévisé et publiée le lendemain, selon la tradition, en page 2 de la Pravda. Elle rend hommage, dans des termes également rituels, à ses qualités de « remarquable organisateur », de « combattant infatigable pour la grande cause de Lénine, pour le succès de la construction communiste », mais elle ajoute que « étant un éminent théoricien du parti, il a beaucoup fait pour le développement créatif de la théorie marxiste-léniniste. Il a fermement défendu sa vérité ». Le texte souligne aussi que « la question du renforcement de la solidarité fraternelle entre les pays de la communauté socialiste, la lutte de notre pays pour la cause de la paix, tenaient une place importante dans ses activités ».

La biographie de M. Souslov est inscrite sur la part prise par celui-ci aux purges des années 30 comme inspecteur de la commission centrale de contrôle du parti, puis aux grandes campagnes idéologiques menées par Staline à la fin des années 40 et au début des années 50. De moins rien n'est dit sur le rôle qu'il a joué auprès de Khrouchchev.

M. Souslov avait été consacré il y a un peu plus d'un mois comme le numéro deux du régime au cours d'une de ses dernières apparitions publiques : c'est lui qui avait remis à M. Brejnev, au nom des plus hautes instances de l'Union soviétique et de l'ordre de Lénine qui étaient attribués pour la quatrième fois au secrétaire général du P.C.U.R.S. à l'occasion de son anniversaire, selon les coutumes soviétiques. L'honneur ainsi fait à celui qui était en même temps le membre le plus ancien du bureau politique n'était pas une promotion, mais à tout le moins une éclatante confirmation du rôle majeur qu'il était le sien à la direction du parti.

Une sorte d'arbitre suprême

Numéro deux, M. Souslov ne s'était pas en titre, cette fonction étant dévolue selon les circonstances, soit à M. Kirilenko soit à M. Tchernenko, mais il était en fait, il n'était pas seulement le grand maître de l'idéologie, gardien reconnu de l'orthodoxie communiste. Il n'était pas seulement le chef d'une faction, mais aussi patron d'une clientèle placée par ses soins à d'importantes postes de responsabilité. Il était aussi et surtout, à la fois par son ascendant personnel et par le respect de la discipline qu'il s'était créé pendant sa longue carrière, une sorte d'arbitre su-

prême, investi d'une autorité suffisante pour régler les conflits, notamment en période d'inter-règne.

Sa disparition devrait donc bouleverser les équilibres fragiles qui se sont peu à peu insensiblement au sein du bureau politique. Dans le domaine idéologique, en libérant d'un joug pesant les exécutifs, elle peut favoriser des remises en question et du même coup des querelles qui ne se limiteront pas à des batailles d'idées. Dans le jeu des rapports de forces, elle va priver de protecteurs les hommes qui passent pour ses proches ou cite en général les noms de M.M. Pomomarev, Kapitonov, Solomennikov, Demichev et parfois celui de M. Gorbatchev) et contraindra ainsi à des réajustements. Enfin, dans la perspective de la succession, elle risque de provoquer de sérieux affrontements entre les postulants au pouvoir suprême et l'absence d'une personnalité capable d'imposer son choix, comme l'avait fait M. Souslov avec M. Khrouchchev puis avec M. Brejnev.

Il serait trop simple de percevoir dans cet événement une victoire des « modernes » sur les « anciens », ou des « libéraux » sur les « durs ». M. Souslov, qui fut l'artisan de l'élection de Khrouchchev avant d'être celui de sa chute, a apporté un soutien appuyé à la politique de M. Brejnev. Il semble même avoir joué le rôle d'un rem-

part contre certains « ultras », partisans d'un plus net durcissement du régime.

Dans son dernier discours théorique prononcé en octobre devant les responsables des chaires de sciences sociales (le Monde du 16 octobre 1981), il avait certes réaffirmé la nécessité d'insister aux étudiants le juste ligne marxiste-léniniste pour assurer le développement de l'économie, mais il s'en était pris également à ceux qui contestent l'importance des stimulants matériels. Il visait par là un courant favorable à une reprise en main plus musclée du système sous prétexte de l'assainissement et de lutte contre la corruption. Ce courant néo-stalinien, que ses adversaires jugent « populistes » voire « fascistes » et qu'ils soupçonnent de songer à une militarisation à la polonoise, pourrait apparaître lorsque s'ouvrira la succession de M. Brejnev comme un des pôles du débat. M. Souslov représentait probablement une garantie contre ce type de déviation. A l'inverse, il est bien vrai que les membres de la direction considérée comme des « réalistes » par opposition aux « dogmatiques » dont M. Souslov était l'incarnation, vont avoir les choses plus faciles.

Une dynamique nouvelle pourrait ainsi se créer. La mort du numéro deux soviétique apparaît en tout cas comme le premier élément de déboisement d'une situation politique longtemps figée par le vieillissement de l'équipe au pouvoir.

THOMAS FERENCZI.

Dans la presse

LE MATIN DE PARIS : une haute qualité d'homme.

« Une haute qualité d'homme : celle pour qui vivre, c'est vivre pour les autres. En d'autres termes, M. Souslov, qui a été à la tête de l'Union soviétique, est peut-être le plus saint. Comme Torquemada. Et comme lui peut-être, M. Souslov n'est pas un homme, mais un être divin. »

« Lorsque je fus exclu du P.C. souslov, cet ami fraternel de longue date, est des paroles très dures à mon égard et qui, venant de lui, me blessaient au cœur. Mais n'est-ce pas à cet homme que je dois tout ? Si je tiens pour un seul roquet son adjoint (probablement son successeur), Boris Pomomarev, je dis à M. Souslov, c'est un homme, un vieux camarade. Je sais ce que tu as donné. Je sais aussi ce que tu as abandonné, et cela l'emporte sur tout. Ce que tu ont donné, plus que tout, j'en tiens la première pierre. »

(ROGER GARAUDY).

LE QUOTIDIEN DE PARIS : il n'y a plus de contre-pouvoir à l'arbitraire de Brejnev.

« M. Souslov, le dernier obstacle qui séparait son pouvoir de la royauté absolue. Mais l'homme qui a été à la tête de l'Union soviétique, est peut-être le plus saint. Comme Torquemada. Et comme lui peut-être, M. Souslov n'est pas un homme, mais un être divin. »

« Lorsque je fus exclu du P.C. souslov, cet ami fraternel de longue date, est des paroles très dures à mon égard et qui, venant de lui, me blessaient au cœur. Mais n'est-ce pas à cet homme que je dois tout ? Si je tiens pour un seul roquet son adjoint (probablement son successeur), Boris Pomomarev, je dis à M. Souslov, c'est un homme, un vieux camarade. Je sais ce que tu as donné. Je sais aussi ce que tu as abandonné, et cela l'emporte sur tout. Ce que tu ont donné, plus que tout, j'en tiens la première pierre. »

(ROGER GARAUDY).

LE QUOTIDIEN DE PARIS : il n'y a plus de contre-pouvoir à l'arbitraire de Brejnev.

Belgique

Le roi Baudouin lance un grave avertissement aux milieux politiques

De notre correspondant

Bruxelles. — Le roi Baudouin a prononcé, le mardi 26 janvier, un des discours les plus marquants de son règne en établissant un diagnostic sans complaisance et même sans pitié du « mal belge ». S'adressant aux corps constitués à l'occasion du nouvel an, le souverain a tenu un particulièrement ferme et même de reproche à l'égard du monde politique, qui a ressenti ces discours comme un sérieux avertissement.

La crise est partout, elle est mondiale, a dit en substance le roi, mais l'image d'un navire Belgique menacé par les vagues déferlantes de la crise mondiale est plus fautive que vraie. Elle risque d'entraîner l'illusion qu'il ne nous reste qu'à attendre que le vent change, que les grands pays nous envoient les remèdes adéquats et qu'ils nous entraînent les événements en essayant d'éviter le naufrage. Ce serait une dangereuse erreur.

La Belgique n'est pas simplement victime de la crise économique mondiale, a dit le roi.

« Le fait, sans complaisance, en mesurer la gravité mais aussi en situer l'importance par rapport aux responsables politiques, qui assument les quatre cinquièmes de l'humanité, c'est la crise belge, il faut vouloir les moyens politiques de la résoudre. Ce n'est pas le résultat d'une incapacité d'agir, fruit d'un blocage trop fréquent de nos institutions. Les autorités sur les deux rives de la mer du Nord ne nous ont pas manqués, ni les analyses autorisées, et ni les diagnostics nomades. Ce qui nous a manqué, c'est la capacité d'agir. »

Pour le roi, l'économie belge s'est peu à peu installée dans un triple déséquilibre fondamental, et elle court le risque d'un quatuor. Il s'agit de l'emploi, des finances publiques, de la balance des paiements et, en quatrième lieu, de l'inflation.

Il faut, estime le roi, et en dépit de leur gravité, savoir restituer aux problèmes belges leur juste place.

Le souverain a également évoqué la mise en place de nouvelles institutions. « Voilà », a-t-il dit, « ce que l'Europe des nations réelles encourage l'expression renouvelée des solidarités et un consensus entre les Belges de nos communautés et de nos régions. »

« A défaut de quoi, nous aurions mis en place des causes de blocage supplémentaires de décisions dont on a vu l'urgence. »

« Aucun Etat à structure de type fédéral ne peut fonctionner sans une conscience aiguë des enjeux nationaux communs. »

PIERRE DE VOS.

PROCHE-ORIENT

LA VISITE DE M. HAIG A JÉRUSALEM

M. Begin maintient ses réserves sur la participation européenne à la force du Sinai

De notre correspondant

Jérusalem. — Pour la deuxième fois en deux semaines, le secrétaire d'Etat, M. Haig se rend en Israël et en Egypte où il compte poursuivre ses efforts pour tenter de sortir de l'impasse les négociations sur l'autonomie palestinienne. Mais à Jérusalem, où il est attendu mercredi 27 janvier, il lui faudra ajouter au programme de ses discussions la question de la participation européenne à la force de paix du Sinai.

Le gouvernement de M. Begin n'a toujours pas mis un point final à la polémique qui dure depuis plus de deux mois à ce sujet. Contre toute attente, il ne s'est pas encore prononcé sur les documents qui lui ont été adressés le 13 janvier par les ambassadeurs en Israël des quatre pays (France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas), disposés à participer à la force du Sinai. Le premier ministre israélien continue de faire des difficultés. Il voudrait que cette participation oblige les Européens à soutenir un serment à leurs critiques contre la partie des accords de Camp David concernant la promesse un terme à leurs critiques contre la partie des accords de Camp David concernant le problème palestinien. Il considère que les « quatre » doivent formellement accepter tous les termes de ces accords, tandis que les Européens ne s'estiment liés que par les clauses du traité de paix entre l'Egypte et Israël.

La note remise le 13 janvier par les ambassadeurs était un compromis suggéré par Washington, qui attache une grande importance à la participation européenne. Pour M. Begin, cette réponse n'est pas encore satisfaisante, car elle ne fait pas expressément référence à la déclaration conjointe israélo-américaine du 3 décembre définissant les « conditions » de cette participation. Mais il y a une autre lettre des « quatre » fait de nouveau allusion à la déclaration européenne de Venise (juin 1980) en faveur de l'autodétermination (et non de l'autonomie) des Palestiniens et d'une participation de P.O.L.P. à de futures négociations.

An ministre israélien des affaires étrangères, on déclare qu'il ne s'agit que de « clarifications » et que la constitution de la force du Sinai avec participation européenne n'est pas remise en cause. Mais, dans les milieux diplomatiques européens à Tel-Aviv, on souligne que les changements demandés par Israël concernent à mettre à l'épreuve la patience des gouvernements concernés. De part et d'autre, on compte sur l'intervention de M. Haig pour mettre un terme au débat.

FRANCIS CORNU.

Egypte

M. Mubarak fait des avances aux pays arabes

Correspondance

Le Caire. — Le président Hosni Mubarak a lancé, mardi 26 janvier, la balle dans le camp arabe, l'invitant implicitement à faire les premiers pas en vue de la normalisation des relations avec l'Egypte, détachée à la suite de l'accord de paix avec Israël. Le nouveau bras à souligné que « les intérêts stratégiques de l'Egypte étaient étroitement liés à ceux des pays arabes, islamiques et enfin africains ».

Il a ajouté, dans son discours devant le parti national démocratique (majorité) qui venait de l'élection à sa présidence (1), que son pays « était ouvert à l'entente et à la coopération avec tous les peuples disposés à tendre la main à l'Egypte ». Il a toutefois laissé entendre que l'Egypte n'est pas disposée à se défaire de « l'acquis de la paix » et ne saurait tolérer des pressions en vue de réaliser ce rapprochement estimant que la coopération internationale et la liberté de choix de l'Egypte en fonction de ses intérêts devaient être respectées.

Le chef de l'Etat, qui a réaffirmé l'attachement de son pays au non-alignement, a toutefois estimé que celui-ci n'était pas en contradiction avec l'étroite

coopération égypto-occidentale. Il a estimé à ce propos que la participation de quatre pays européens (France, Italie, Royaume-Uni et Pays-Bas) aux côtés des Etats-Unis à la force multinationale du Sinai constituerait une contribution positive renforçant les chances de paix au Proche-Orient ».

Au sujet de la situation intérieure, le roi a indiqué qu'il ne cherchait pas à « ébranler le changement pour le changement », mais que les mesures (notamment de libération d'oppression) qu'il a prises étaient dictées par l'évolution de la conjoncture. Enfin, en ce qui concerne la situation économique, le chef de l'Etat a réaffirmé qu'il poursuivait la politique de libéralisme économique et que si des changements de détail devaient intervenir, ils seraient décidés après un congrès économique qui doit réunir en février les personnalités économiques égyptiennes de différentes tendances.

(1) N.D.L.R. — Cette fonction était occupée par Sadat, mais son successeur avait d'abord donné l'impression de ne pas vouloir l'accepter pour lui-même afin de prendre ses distances avec la politique « politicienne ».

CINQUANTE-ONQ OPPOSANTS SONT LIBÉRÉS

Le chef de l'Etat égyptien a ordonné, mardi 26 janvier, la libération immédiate de cinquante-cinq opposants politiques appartenant à la plupart au groupe de quelque mille cinq cents « opposants » incarcérés pour « sédition » et « trahison », et qui avaient été arrêtés en septembre. Ces mises en liberté font suite à celles déjà décidées par le général Mubarak depuis son accession à la présidence en octobre, et qui avaient principalement bénéficié à des politiciens marxistes, nasséris, intégristes et libéraux, au premier chef des Frères musulmans et à deux prêtres coptes orthodoxes.

La nouvelle série de libérés comprend, pour la première fois, des éléments du mouvement islamiste : le cheikh Abdelhamid Klich, le virulent prédicateur avertisseur de la mosquée Soufeyr-Vie au Caire (Nasser déjà avait dû l'incarcérer), devenu l'un des figures de proue du fondamentalisme populaire, le journaliste Gaber Rizk, auteur d'un ouvrage à grand tirage sur la répression contre les Frères musulmans à l'époque nassérienne et l'avocat Charaf El-Chennawi. Treize étudiants intégristes arrêtés à Alexandrie en septembre lors de manifestations contre Sadat font aussi partie du dernier groupe de prisonniers libérés, de même que deux évêques, trois prêtres et une dizaine de laïcs chrétiens dont l'identité n'a pas été encore révélée. Parmi le clergé copte, compte tenu de précédents libérations, outre le pape Chénouta III, demeurent en prison quatre évêques et sept prêtres.

Parmi les opposants libérés, mardi 26 janvier, on relève le nom d'un avocat vétéran (nationaliste libéral), M. Ahmed Nassar qui s'était fait connaître par ses philippiques contre les accords de Camp David.

Iran

L'ATTAQUE DE GROUPES D'OPPOSITION CONTRE UNE VILLE DU NORD AURAIT FAIT PLUS DE CINQUANTE MORTS.

Téhéran (A.F.P.). — Au moins cinquante-cinq personnes ont été tuées dans une ville du nord le mardi 26 janvier, lors d'une attaque de grande ampleur lancée par des groupes d'opposition armés contre les bâtiments officiels de la ville d'Amol, au nord de l'Iran, a annoncé mercredi matin, la presse de Téhéran.

Trente-trois « contre-révolutionnaires » ont été tués, ainsi que huit agents des forces de l'ordre et quatre habitants de la ville, indique la République islamique, qui précise que les insurgés se sont enfuis dans les forêts voisines, mais ont été encerclés à l'intérieur d'un verger par les forces de l'ordre.

Huit « contre-révolutionnaires » ont, en outre, été arrêtés et les affrontements ont fait d'assez nombreux blessés des deux côtés, a précisé la presse iranienne.

L'assassinat d'un diplomate algérien à Beyrouth

M. RABAH KHEROUA A ÉTÉ TUÉ A L'INSTIGATION DE SA FEMME

Alger (A.F.P.). — Le parquet d'Alger a indiqué, lundi 25 janvier, que l'enquête menée à la suite de l'assassinat à Beyrouth dans la nuit du 18 au 19 janvier de M. Rabah Kheroua, conseiller politique à l'ambassade d'Algérie au Liban, a conduit à la culpabilité de sa femme (« le Monde » du 15 janvier). Selon les informations de sources officielles algériennes, les auteurs de l'assassinat sont trois jeunes libanais, qui ont agi à l'instigation de Mme Kheroua. Celle-ci a fait des aveux complets après des serments de police algériens et a été présentée au juge d'instruction, qui a ordonné son incarcération.

DIPLOMATIE

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. ATTALI L'incident franco-saoudien est « passager mais regrettable » estime l'ambassadeur d'Arabie Saoudite

M. Hejailan, ambassadeur d'Arabie Saoudite, a qualifié l'incident franco-saoudien de « passager mais regrettable » les déclarations faites le 17 janvier au milieu d'Europe 1 par M. Attali, conseiller spécial auprès du président de la République (dont il n'a d'ailleurs pas cité le nom).

Reçu pendant près d'une heure mardi 26 janvier par M. Mitterrand, M. Hejailan a déclaré en quittant l'Elysée : « Je suis fermement convaincu que les relations bilatérales entre la France et l'Arabie sont trop solides pour qu'un incident passager mais regrettable puisse perturber ces relations. » L'ambassadeur a ajouté : « Chaque fois que je viens à l'Elysée, je ne viens qu'en tant que porteur de messages très amicaux. »

« Au Club de la Presse » d'Europe 1, M. Attali avait notamment déclaré : « Il faut bien avoir conscience que nous sommes d'une dépendance mutuelle à l'égard d'autres pays. Je ne veux pas créer d'incident diplomatique auprès d'eux, donc je n'en citerai pas, mais j'ai dit à l'Arabie qu'un incident passager mais regrettable ne peut pas perturber ces relations. » L'ambassadeur a ajouté : « Chaque fois que je viens à l'Elysée, je ne viens qu'en tant que porteur de messages très amicaux. »

L'entretien entre le président de la République et l'ambassadeur a également porté sur la situation au Proche-Orient avant la visite de M. Mitterrand en Israël. A ce propos, M. Hejailan a déclaré : « Nous sommes tout à fait convaincus que le président de la République n'a jamais que l'intérêt de la paix dans cette partie du monde qui est malheu-

reusement déchirée depuis des années. »

Le journal saoudien du soir Al-Jazira a invité, d'autre part, le monde arabe, dans son éditorial, à adopter la devise « un pour tous, tous pour un » à l'égard de la France qui a cessé d'appuyer Israël, même après l'annexion du Golan. Le journal souligne que le « penchant des Etats arabes vers la France marquerait la reconnaissance envers celle-ci pour son attitude équilibrée à l'égard de la nation (arabe) lors de la défaite de juin 67 ». « Au cas d'un éventuel changement de cette attitude, affirme le journal, des intérêts français dans la région seront affectés. »

A Paris, le ministère de la défense a officiellement annoncé mardi que le ministre, M. Herrou, accompagné d'une importante délégation civile et militaire, se rendrait en Arabie Saoudite du 30 janvier au 2 février.

la « Collection Croisière »

Daniel Grimm

est actuellement chez

MEREDITH

14, rue de Passy

Jeudi 28 janvier 1982

LE DÉFI FRANÇAIS DU PRINTEMPS

Au Printemps, on ne vend ni l'Airbus, ni le TGV. Mais on distribue chaque année 200.000 autres produits français. Nous voulons faire mieux encore et le Printemps, en tant que grand distributeur de dimension nationale, a décidé d'agir. En effet, la reconquête du marché intérieur est devenue une vaste ambition pour la France. Elle concerne chacun d'entre nous et doit mobiliser toutes les énergies.

Le au long des mois à venir, le Printemps se propose de multiplier les initiatives et d'engager diverses actions ayant pour objectif principal de développer la vente des articles de fabrication française en :

- mettant en valeur des produits français sur le lieu de vente afin de faciliter leur repérage par le consommateur,
- concentrant sur ces produits les principales actions promotionnelles,
- recherchant avec ses principaux fournisseurs toutes solutions susceptibles d'éviter le recours à certaines importations,
- mettant à la disposition des producteurs qui le désirent, l'infrastructure de l'organisation Printemps et de sa centrale d'achat afin de faciliter l'exportation de produits français auprès de grands distributeurs étrangers.

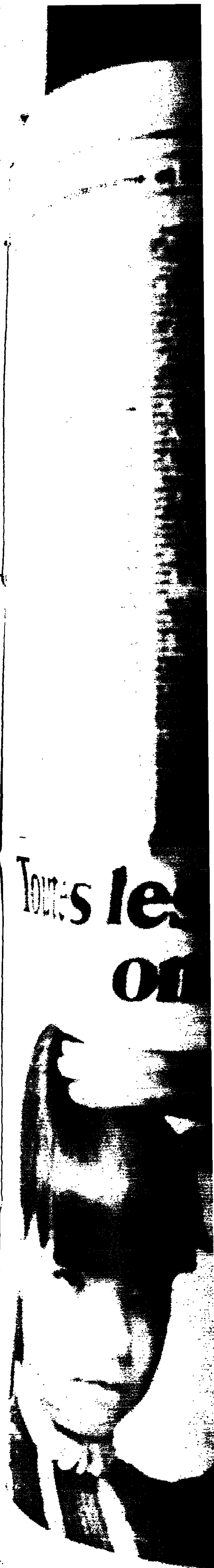
La première de ces actions débute dès aujourd'hui par la "GRANDE QUINZAINE DES PRODUITS FRANÇAIS", opération de Prix concentrée sur des produits français, remplaçant notre grande quinzaine de février.

Bien entendu nous ne sommes ni xénophobes, ni protectionnistes, et dans le monde d'aujourd'hui il n'est pas question pour le Printemps de renoncer à la présentation d'articles achetés hors de nos frontières, ni à ses fameuses expositions étrangères qui permettent à chacun de découvrir d'autres styles de vie et d'autres cultures.

Il s'agit bien d'un défi d'une autre nature : celui qui donne toutes leurs chances à la créativité, aux idées et aux produits français de se développer sur le marché national et international.

C'est bien là le DÉFI FRANÇAIS DU PRINTEMPS.

LE PRINTEMPS



Je suis là

Le Maghreb entre le modernisme et l'intégrisme

III. - ALGÉRIE : défendre l'islam authentique

par DANIEL JUNQUA

Après deux premiers articles consacrés à l'intégrisme au Maghreb et à la situation particulière de la Tunisie, D. Junqua analyse le cas de l'Algérie (le Monde des 26 et 27 janvier).

Alger. — « *Alfataha* ou *Uqba* » : amplifié par une « sono » poussée au maximum, la formule sacrée qui appelle dans le monde entier les musulmans à la prière éclate dans le silence de la nuit et rappelle que « Dieu est le plus grand ». La voix du muezzin insiste longuement sur la seconde syllabe qui résonne comme une plainte, des hauteurs, dans tous les quartiers de la capitale.

L'Algérie compte aujourd'hui quelque cinq mille mosquées. Mais ce chiffre sera bientôt dépassé. Partout s'ouvrent des chantiers.

Pour se convaincre de la pensée islamique, il suffirait de se rendre le vendredi matin dans les grands ensembles, à la périphérie de la capitale. Les mosquées, souvent aménagées dans des appartements ou des garages, sont trop petites pour recevoir tous les fidèles et ceux-ci s'alignent en longues files sur les chaussées provisoirement interdites à la circulation et amoncelées par des jeunes gens en robe blanche. Mais, bien d'autres signes témoignent de ce renouveau de l'islam : installation de salles de prière dans les usines, les administrations, les universités ; apparition dans les rues de « *seurs musulmanes* » ; engouement pour le pèlerinage à La Mecque auquel participent chaque année plusieurs dizaines de milliers d'Algériens ; renouement d'un certain nombre d'hommes aux boissons alcoolisées, etc.

Ces phénomènes spontanés et profondément populaires se sont accentués ces trois dernières années sous l'influence, notamment, de la révolution iranienne, encore que le peuple ait conscience de renouer avec une vieille tradition. « *Jusqu'à la colonisation française*, nous rappelle M. Meziane, recteur de l'université d'Alger, l'islam algérien, a exercé une grande influence. Son rôle a été particulièrement important en Afrique. La Tijana, confrérie très active aujourd'hui au Sénégal, en Gambie, au Tchad, au Niger et au Nigeria, a eu pour point de départ au XIII^e siècle un mouvement populaire de spiritualité qui avait pris son essor dans la région de Laghouat. (...) Autre confrérie impor-

tante, la Senoussia est partie de Mazouna, au nord d'El Asnam, dans la massif du Djurdj. (...) L'audience de l'islam algérien tient aussi, pour une grande part, à la façon dont il a résisté à la colonisation et a prêché le Djihad. L'influence d'Abd. el-Kader s'est fait sentir sur tout le Maghreb et sa résistance a constitué un modèle pour l'ensemble du monde musulman. Il a laissé aussi un message spirituel. En Orient, il est connu comme l'homme qui a protégé les Druzes et les chrétiens contre les massacres. La colonisation a occulté tout ce riche passé, mais l'islam n'en est pas moins resté une réalité vivante dans le peuple, l'un des ressorts les plus solides de l'âme algérienne. »

Fausse modernité et coutumes rurales

Pendant cent trente ans, la foi musulmane a constitué le noyau central de la résistance à la francisation, à la déperditionnalisation. L'islam joue aujourd'hui le même rôle devant une menace qui n'est plus politique ou militaire mais qui est plus insidieuse parce qu'elle est d'essence socioculturelle : l'industrialisation, massive, l'urbanisation, le développement de la scolarisation, la confrontation brutale avec l'univers nationaliste de la science et de la technologie, la découverte, grâce aux revenus pétroliers - de la société de consommation, ont provoqué un gigantesque chambardement éprouvant les valeurs et les structures traditionnelles, lorsqu'elles n'étaient pas bafouées.

« L'injection dans les circuits économiques de moyens financiers importants a contribué à créer une nouvelle classe sociale d'entrepreneurs de cadres et de courtiers dont le mode de vie choque les croyants, estime un sociologue. Ils se sentent agressés par une fausse modernité. La société algérienne est encore profondément imprégnée de traditions rurales. Elle réagit plus moralement que politiquement. Devant les phénomènes de gaspillage, de corruption, de mépris du bien public, de dégradation des mœurs, de développement des inégalités sociales, se produit un phénomène de rejet et un retour à l'islam. Il y a là un signe de santé morale qui n'a rien d'inquietant, bien au contraire, et qui ne contient aucune trace de fanatisme. »

Mais l'islam peut être aussi un refuge : « *Nous voyons arriver*, nous dit un professeur de l'université des sciences et techniques de Bab El-Zouar près d'Alger, des jeunes gens issus de milieux modestes et pèrils de valeurs traditionnelles. Ils découvrent une jeunesse qui fait référence, elle, à la culture occidentale, fredonne les derniers « tubes » en vogue à Paris ou à Londres, s'habille de vêtements importés, s'exprime en français, boit de l'alcool, organise des « *boums* ». Le choix est simple. Il faut ou accepter une marginalisation vécue comme une infirmité, ou bien refuser en bloc et affirmer sa propre identité, ce qui passe par la valorisation de la langue arabe et l'exercice de la religion. Ce sont ces jeunes qui ont réquisitionné trois salles de cours pour les aménager en salles de prière. Les deux types de jeunes se méprennent, quand ils ne se haïssent pas. Mais le fossé entre eux est culturel avant d'être politique. »

Houari Boumedienne avait sous-estimé ce type de problème. Il avait certes développé une conception progressiste de l'islam. Son discours célèbre à la conférence islamique de Lahore en témoigne parmi bien d'autres textes : « Si la mosquée, avait-il dit, est utilisée pour défendre l'injustice, l'exploitation, l'esclavage et la féodalité, elle ne devient plus la mosquée de l'islam, mais la mosquée qui détruit l'islam. »

Mais l'ancien chef de l'État ne semblait pas croire à l'islam en tant que facteur d'évolution de la société algérienne. S'opposant avec vigueur aux intégristes, il était employé, non sans succès, à l'écarter la vie publique en édifiant un État moderne de type occidental. Il n'a pas pris les moyens de promouvoir sur le terrain sa conception de l'islam, laissant ainsi un vide que d'autres ont exploité. Le ministère des affaires religieuses ne pouvait accorder qu'une subvention de 10 000 dinars (1 D.A. = 1,25 F) aux associations désireuses de construire une mosquée, puis nommait un imam. Cette fonction est donc bureaucratisée, et les imams ont fini par constituer un corps de fonctionnaires souvent plus soucieux d'obtenir un nouvel salaire que de diffuser la bonne parole. Sur les cinq mille actuellement en fonction, trois mille ont une forma-

tion insuffisante et certains même sont analphabètes, reconnaissent les responsables des affaires religieuses. Le corps des imams a donc vieilli, malgré une tentative de rejuvenescence en 1973. Actuellement, le ministère ne dispose que de deux centres de formation : l'un à Meftah (ex-Rive), près d'Alger, avec une centaine d'élèves ; Tamarassett, ouvert en janvier 1981, avec cinquante élèves, dont vingt Algériens. « Le problème de la formation, nous a dit M. Chibane, ministre des affaires religieuses, est au centre de nos préoccupations. Il n'est pas facile à résoudre. »

La coexistence d'un vide spirituel et doctrinal et d'une immense soif de connaissance doublée d'une exigence de pureté laisse la porte ouverte à toutes les influences et à toutes les manipulations. Cette situation est mise à profit par les tendances intégristes - dont certaines sont financées par l'étranger, qui ne répugnent pas à recourir à l'intimidation et à la force. Les heurts ont été parfois brutaux dans les universités et les instituts. A plusieurs reprises, l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA) a dénoncé dans les termes les plus vifs les « agissements » de ceux qu'elle nomme globalement les « frères musulmans ». En 1979 et en 1980, les intégristes, souvent alliés aux nationalistes, ont tenté de constituer dans certaines cités universitaires des comités de vigilance et ont « arrêté » pour les juger, des militants progressistes accusés de « marxisme » ou de « *berbérisme* ». Des jeunes ont été poignardés ou mutilés et des filles virées parce qu'elles ne portaient pas la « tenue islamique ».

Les groupes fondamentalistes agissent aussi en direction des mosquées « officielles ». Ils contestent les imams nommés par le gouvernement et parviennent, parfois, à les chasser pour les remplacer par l'un des leurs. Le cas s'est produit récemment à Laghouat où la police a dû intervenir contre un groupe qui avait annexé une mosquée. D'autres groupes installent des lieux de cultes « sauvages », échappant à tout contrôle, où les prières du vendredi sont des philippiques à peine voilées contre le gouvernement et les options progressistes du régime.

Les autorités algériennes ont pris la mesure du danger politique incarné par le wahabisme, importé d'Arabie Saoudite, et la pensée du Pakistanais Al Mawdoudi qui touche surtout les milieux universitaires. Le président Chadli Bendjedid, qui a effectué deux fois le pèlerinage à La Mecque depuis son accession au pouvoir, ne manque pas une occasion de réaffirmer qu'il n'a de leçon d'islam à recevoir de personne. Et pour la première fois, au mois d'octobre, à la suite des heurts de Laghouat au cours desquels un policier a été poignardé, la presse a rompu le silence. L'hebdomadaire *Algérie Actualité* écrit ainsi sous le titre « Défendre l'islam authentique contre les faux prophètes » : « Ce n'est pas l'islam pur, généreux et tolérant pour lequel on de tous temps combattu nos ancêtres et nos aïeux que veulent nous inculquer ces prétendus « messagers » par l'intimidation et l'agression. L'islam authentique, celui de la justice sociale, n'entre pas dans leur perspective historique et rebours. La charte nationale et les immenses acquis de notre peuple et notamment de notre jeunesse sont bannis de leur langage. Est-ce un pacte avec le diable qu'on conclut ces « prédicateurs » haineux qui véhiculent au moyen de généreux subsides dont les sources sont connues une phraséologie absurde et veulent promouvoir des intégrismes contraires aux principes mêmes de l'islam. »

On ne joue pas impunément avec l'islam

Le ministre des affaires religieuses, M. Chibane, refuse d'entendre parler d'un islam « progressiste » opposé à un islam « traditionnel » ou « intégriste ». « Je récusé tous ces qualificatifs, nous a-t-il dit. Il n'est pas question de parler non plus d'islam à l'algérienne. Nous ne tenons pas l'islam, c'est l'islam lui-même qui nous tient. Le progressisme, c'est l'islam qui le contient. Ce n'est pas nous qui lui avons donné ce contenu. Tout ce qui est dit dans le socialisme est dans l'islam. Je défie quiconque de citer une valeur sociale qui ne s'y trouve pas. La marche en avant vers le progrès économique et social, vers le développement, fait partie de notre religion. Contrairement à ce qu'en pensent nombre de ses détracteurs qui dénoncent son

prétendu « fatalisme », le rôle de la destinée constitue un facteur positif. Si nous réussissons notre entreprise, la croyance au destin nous protège de la tentation du désespoir. C'est un encouragement à l'action et non une incitation à la passivité. »

Pour défendre la « pureté originelle » du message islamique, le gouvernement a décidé d'être présent sur le terrain. Une série d'opérations ont été inscrites au plan quinquennal : construction de cent soixante mosquées « pilotes », une par *daïra* (sous-préfecture), et d'autant d'écoles coraniques ; réalisation à Oran et à Alger de deux « académies islamiques » de dimension nationale, édification de vingt-six centres culturels islamiques dans toutes les wilayas (départements) qui n'en possèdent pas encore ; implantation enfin à Tiemcen, à Mascara et à Medea de trois instituts des sciences islamiques.

Mais le contrôle de cet appareil va lui-même devenir un enjeu. Les courants intégristes occupent, en effet, déjà quelques positions dans les rouages de l'État, les administrations, et même dans certaines entreprises nationales. Ils arrivent à faire entendre leur voix dans la presse, à la télévision et dans l'édition ainsi qu'en témoigne en 1980 la publication par la très officielle Société nationale d'édition et de diffusion (SNE) d'un ouvrage du Cheikh Abdellatif Ali Solmani tout à fait contraire à la doctrine du pouvoir. Ils ont, semble-t-il, inspiré l'avant-projet de code de la famille élaboré par le ministère de la justice.

En descendant dans l'arène religieuse, le pouvoir prend un grand risque. « Le gouvernement, nous disait un jeune enseignant, veut bien de l'islam, mais d'un islam aseptisé, contrôlé, conforme à ses vues. Or l'islam est un torrent. Et il ne se sépare pas le temporel du spirituel. Si l'État se proclame réellement musulman, il devra mettre ses actes en accord avec ses déclarations et renoncer à la pratique du double langage. On ne joue pas impunément avec l'islam. »

Prochain article :

MAROC : A l'abri du commandement des croyants.

Toutes les bonnes choses ont une fin.



« A l'aéroport, la dame du comptoir m'a laissé monter sur la balance à bagages. Je fais 25 kg. Dans l'avion, le monsieur très gentil avec la veste rouge m'a donné une grande pochette pleine de jeux et d'illustrés. Pour manger, il y avait un repas chaud et l'hôtesse qui a un joli accent m'a même aidé à découper ma viande. Papa a bu tout son vin et un peu de celui de maman. Maman a dit que c'était bête, parce qu'il pouvait demander une autre bouteille à l'hôtesse. »

Le film était très bien. Même mieux qu'au cinéma, parce qu'on avait joué des écouteurs super, comme pour la stéréo de papa. Maman avait peur que je m'ennuie, mais finalement, je voulais plus descendre !

Selon Air Canada, un voyage en avion doit être un plaisir.

Pour le goûter, rien de tel que l'hospitalité canadienne. Elle se manifeste par une profusion de petites attentions qui adoucissent les longs vols : repas chaud, rafraichissements sans suppléments*, programmes musicaux et film de premier ordre, confiseries, serviettes rafraichissantes, le tout dispensé par un personnel de bord aussi chaleureux qu'est charmant son français.

Mais l'hospitalité canadienne ne se paie pas forcément au prix fort : les tarifs « Meilleures Aubaines » Air Canada vous offrent des vols réguliers vers Montréal et Toronto à des prix à peine supérieurs à ceux d'un charter. Et si vous voulez visiter l'Ouest Canadien, Air Canada vous réserve aussi d'autres bonnes surprises.

Pour votre prochain vol au Canada, renseignez-vous auprès d'Air Canada ou de votre agent de voyages.

Toutes les bonnes choses ont aussi un commencement.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

* boissons alcoolisées, vins et liqueurs sont en vente dans l'avion.

Delta Street Bureau, 24, bd des Capucins 75001 - Tél. (1) 202.14.15 Lyon, 55, place de la République 69522 - Tél. (7) 60.017

Air Canada se réserve le droit d'apporter des modifications à ces conditions de transport

AIR CANADA

RAIS

Mais on aime que cha-

pos, en fait, que grand

que une route ambi-

us et doit mobiliser

se de multiplier les ini-

ectif principal de déve-

n

de vente afin de facili-

promotionnelles,

s solutions suscepti-

rent, l'infrastructure

ann de faciliter l'ex-

buteurs étrangers.

par la "GRANDE

Prix concentrée sur

aille de février

ctionnismes, et

ur le Printemps de

nos frontières, ni à

à chacun de décou-

ne toutes leurs

ais de se développer

DU PRINTEMPS

TEMPS

delia 101.50

Le Monde

politique

LE NOUVEAU PROJET DE NATIONALISATION A

Un compromis entre le gouvernement et la majorité

Dans ses conséquences, la décision du Conseil constitutionnel apparaît aujourd'hui, à l'issue du débat sur le texte corrigé du projet de nationalisation, habile et ambiguë : elle n'exécute pas tous les vœux de l'opposition mais le gouvernement peut y puiser des motifs d'une légitime satisfaction. Insistant sur la sanction des juges constitutionnels sur l'air de « on vous l'avait bien dit », les porte-parole des groupes R.P.R. et U.D.F. n'ont pu toutefois dissimuler leur déception, sachant que si, d'un point de vue formel, ils ont obtenu une victoire politique, celle-ci sera de courte durée. Sur le fond, la haute juridiction a fait droit aux thèses de la gauche quant à la « nécessité publique » des nationalisations. M. Mauroy a souligné cet

aspect essentiel de la controverse, et M. Millon (U.D.F.), ainsi que — à un moindre degré — M. Couve de Murville (R.P.R.) ont paru en éprouver quelque amertume.

Pour un peu, le député U.D.F. aurait taxé de « politique » la décision du Conseil constitutionnel, rejoignant en cela les conclusions, à partir d'une analyse différente, de M. Lajoie (P.C.). M. Millon s'est donc contenté de saluer l'indépendance de cette juridiction, tout en estimant qu'elle a pratiqué une « sorte d'autocensure ». Belle indépendance que celle de l'autocensure !

Plus prudent, voire sibyllin, M. Couve de

Murville s'est borné à constater que le Conseil constitutionnel a fait passer l'« intérêt national » avant le « principe d'égalité », sans que l'on sache si, pour l'ancien premier ministre, la seconde exigence doit s'imposer à la première, ou vice versa. De même pouvait-on s'interroger sur la justification de la « question préalable » défendue par M. Noir. Le député R.P.R. a expliqué qu'il s'agissait de répliquer à la procédure de l'engagement de responsabilité du gouvernement, mais il a surtout consacré son propos à dénoncer l'« intolérance » des députés de gauche. M. Noir avait, en effet, oublié que, s'agissant du recours à l'article 49-3 de la Constitution, le précédent gouvernement était orfèvre et que, en ce qui concerne l'intolérance,

lui-même et M. Vivien (R.P.R.) n'ont pas été en reste.

Le rejet prévisible, jeudi 28 janvier, de la motion de censure déposée par l'opposition ne mettra pourtant pas un terme au débat sur les nationalisations. D'une part, parce que la minorité de l'Assemblée nationale a laissé planer la menace d'un nouveau recours devant le Conseil constitutionnel, d'autre part, parce que les négociations entre le gouvernement et le groupe socialiste se sont déroulées avec une certaine apaisement, et que, de ce fait, elles peuvent laisser des séquelles. Si amertume de l'opposition il y a eu, celle de M. Joxe, président du groupe socialiste, n'était pas moindre.

Mardi 26 janvier, l'Assemblée nationale examine le nouveau projet de loi de nationalisation (ce texte a été analysé dans le Monde des 22, 23, 24-25 et 27 janvier).

M. Charzat (P.S., Paris), rapporteur de la commission spéciale, souligne que celle-ci a estimé devoir ne pas suivre « mécaniquement » l'injonction du Conseil constitutionnel. Il ajoute : « En effet, l'intention du législateur n'a jamais été de faire entrer dans le secteur public les banques à caractère coopératif et mutualiste, bien au contraire. Justifiant la non-nationalisation des trois banques concernées, il observe : « L'intérêt général et notre conception du pluralisme social, du libre jeu des intérêts associés dans un but non lucratif, exigent la consolidation et le développement du secteur d'économie sociale ».

M. Charzat insiste auprès du gouvernement pour que celui-ci réduise le délai, fixé au 1^{er} janvier 1983, pour la nationalisation des banques non cotées.

M. Noir (R.P.R., Rhône) défend

ensuite une question préalable dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre. Évoquant la « censure grave » du Conseil constitutionnel et le refus du gouvernement et de la majorité « d'entendre le point de vue de l'opposition », il estime que le gouvernement est placé « dans cette position peu brillante d'accusé pour tentative de violation de nos principes constitutionnels et de spoliation du petit épargnant ».

Parlant de l'engagement de la responsabilité du gouvernement, le député du Rhône déclare que celui-ci « essence de la façon la plus expéditive qui soit » le débat, et stigmatise une campagne « de manipulation des faits » visant à persuader les Français que la décision du Conseil va coûter plus cher aux contribuables. Critiquant le principe des nationalisations, il indique notamment : « Votre horreur idéologique, presqu'irrationnelle des sociétés nationales, vous conduit à vous faire hara-kiri avec les meilleures armes de la force de frappe économique de la France ».

M. JOXE (P.S.) : la volonté souveraine du peuple

M. Joxe (P.S., Seine-et-Marne) s'oppose à la question préalable. Il souligne l'« extraordinaire alchimie de circonstances juridiques et politiques » qui fait que la première loi de nationalisations, votée par le Parlement, ne sera pas promulguée, alors que la seconde, à l'inverse, promulguée, n'aura jamais été votée par l'Assemblée. Le président du groupe socialiste se livre ensuite à une réflexion sur le rôle et la légitimité du suffrage universel. Il souligne que la gauche a été élue pour le changement et indique que le système institutionnel définit trois instances juridiques pour mettre en œuvre ce changement : l'action du gouvernement, la loi, le référendum. Mais, précise-t-il, « l'élément commun à ces trois instruments, celui qui les forge et désigne qui pourra les manier, c'est le suffrage universel ». « La souveraineté », dit-il, « est manifeste, inscrite à l'ordre du jour, depuis l'écroulement, le débris même lui obéit ».

Évoquant l'éventualité d'interroger de nouveau le suffrage universel, il observe : « Si depuis quelques mois — ou si dans l'avenir — il fallait constater que l'application de la volonté souveraine du peuple était systéma-

tiquement entravée, cette idée, à l'évidence, viendrait au centre de l'actualité ».

M. Joxe dresse ensuite la liste des concessions déjà acceptées. Quant à l'ampleur des nationalisations, il observe : « On nous demande à présent d'entreprendre une nouvelle et interminable discussion de cette loi, qui est déjà l'aboutissement de tant de concessions... Alors là, nous ne sommes plus d'accord ! » C'est pourquoi, note-t-il, nous approuvons l'engagement de responsabilité du gouvernement. Il ajoute enfin : « Il est de votre responsabilité de sortir cette loi du passage exposé où elle est arrêtée ».

M. Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de l'extension du secteur public, rappelle que le principe des nationalisations a été « validé » par le Conseil constitutionnel. « Un terme », ajoute-t-il, « a été mis à cette controverse ». Parlant de l'indemnisation, il assure que celle-ci opérera de telle sorte qu'aucune contestation sérieuse ne puisse dominer l'ère suivante tant en France qu'à l'étranger.

Mise aux voix, la question préalable est repoussée par 228 voix contre 182.

Dans la discussion générale, M. Goux (P.S., Var) insiste sur les conséquences économiques de la décision de la haute juridiction. Après avoir souligné que « la propriété des moyens de production est la clé de tous les pouvoirs », le président de la commission des finances fait part du regret que l'on n'ait pas procédé aux nationalisations « avec plus de détermination dès le milieu de 1981 ». Il indique ensuite : « C'est d'abord la situa-

M. COUVE DE MURVILLE (R.P.R.) : vous l'avez bien cherché !

M. Couve de Murville (R.P.R., Paris), évoquant la décision du Conseil et les avertissements de l'opposition, observe : « Vous l'avez bien cherché ! L'ancien premier ministre dénonce l'« attitude dominatrice et méprisante » adoptée à la fois par le gouvernement et la majorité au cours du précédent débat, et ne se déclare pas « surpris » que le gouvernement tire les conséquences de la décision des juges constitutionnels. Il ajoute : « Seuls des partisans irresponsables — ils existent malheureusement et en nombre — peuvent sans cesse répéter que le Conseil constitutionnel est « l'ennemi » du peuple ».

Le député R.P.R. évoque cependant les « condamnations sans appel portées dans le passé contre un système qui n'était pas autre chose que le coup d'Etat permanent (1) ». Il ajoute qu'un refus de respecter la Constitution

M. LAJOIE (P.C.) : une décision politique

M. Lajoie (P.C., Alier) déclare que les nationalisations répondent à la volonté majoritaire des Français et qu'il n'appartient à personne de remettre en cause ce qui a été décidé. « L'obstruction » de l'opposition et du patronat, il souligne : « Leurs opérations démagogiques en direction des petits actionnaires, comme preuve de leur mauvaise foi, ont été dénoncées par M. Couve de Murville, ont été surmontées par certains de nos députés socialistes ». Il évoque l'« action des sociétés nationales », le président du groupe communiste affirme d'autre part :

M. MILLON (U.D.F.) : l'autocensure du Conseil

M. Millon (U.D.F., Ain), rappelle que le Conseil dans le passé, a fait droit à certains recours déposés par la gauche. Il observe : « Vérité avant le 10 mai, erreur après ? C'est une démarche intellectuelle qui n'est pas tolérable ». Pour lui, le Conseil — qui est une juridiction « indépendante » — a pratiqué une sorte d'autocensure, se refusant, en fait, à contrôler la conformité de la loi qui lui était soumise aux grands principes qu'il avait lui-même définis. « Après avoir noté l'« aveuglement partisan » et le « mépris de l'état de droit » dont fait preuve la majorité, M. Millon souligne que, pour l'opposition, la notion de « nécessité publique » des nationalisations est « à la fois plus large et plus exacte que celle dont le Conseil

constitutionnel a fait passer l'« intérêt national » avant le « principe d'égalité », sans que l'on sache si, pour l'ancien premier ministre, la seconde exigence doit s'imposer à la première, ou vice versa. De même pouvait-on s'interroger sur la justification de la « question préalable » défendue par M. Noir. Le député R.P.R. a expliqué qu'il s'agissait de répliquer à la procédure de l'engagement de responsabilité du gouvernement, mais il a surtout consacré son propos à dénoncer l'« intolérance » des députés de gauche. M. Noir avait, en effet, oublié que, s'agissant du recours à l'article 49-3 de la Constitution, le précédent gouvernement était orfèvre et que, en ce qui concerne l'intolérance,

lui-même et M. Vivien (R.P.R.) n'ont pas été en reste.

Le rejet prévisible, jeudi 28 janvier, de la motion de censure déposée par l'opposition ne mettra pourtant pas un terme au débat sur les nationalisations. D'une part, parce que la minorité de l'Assemblée nationale a laissé planer la menace d'un nouveau recours devant le Conseil constitutionnel, d'autre part, parce que les négociations entre le gouvernement et le groupe socialiste se sont déroulées avec une certaine apaisement, et que, de ce fait, elles peuvent laisser des séquelles. Si amertume de l'opposition il y a eu, celle de M. Joxe, président du groupe socialiste, n'était pas moindre.

« crèverait une crise institutionnelle d'une gravité suprême et serait, lui, véritablement un coup d'Etat ».

Selon le député R.P.R., en ne relevant pas l'exclusion des banques étrangères, le Conseil constitutionnel « a fait passer l'intérêt national avant les objectifs de la loi avant le principe d'égalité ». Il affirme ensuite : « Ceux qui détiennent le pouvoir économique en 1982, ce ne sont pas les capitalistes, mais cette classe de technocrates, faite d'abord de fonctionnaires qui déjà se trouve à la tête de la plupart des sociétés nationalisées et qui le restera à l'avenir, même si les hommes changent et si les nouveaux seront intronisés parce que, au préalable, ils auront pris allégeance au parti socialiste ».

« Le Conseil constitutionnel, dont les membres ne sont pas élus par le peuple, a rendu une décision politique ».

M. Lajoie souligne que ce sont les « privilèges de la fortune » qui doivent payer les charges nouvelles. A cet égard, il observe que « le gouvernement ne prévoit pas en compte la création d'une nouvelle tranche de l'impôt sur les grandes fortunes, « tous ceux qui ont voté pour le changement ont voté pour le caractère préalable, ils auront pris allégeance au parti socialiste ».

M. PIERRE MAUROY : le caractère légitime de notre démarche ne peut plus être contesté

M. Mauroy insiste sur la nécessité de « maîtriser les processus industriels dans leur ensemble » et

rappelle que l'objectif profond des nationalisations est d'introduire « plus de cohérence et de rationalité », la dimension « politique et éthique » de cette démarche, au-delà du souci économique, ajoute-t-il, est d'introduire « plus

de démocratie » dans les entreprises. Le premier ministre souligne que nul n'a proposé le retour dans le secteur privé des entreprises nationales et faisant référence à la décision du Conseil, il note : « Le caractère légitime de notre démarche ne peut plus être contesté ».

M. Mauroy rappelle que la Constitution — en a souvent souligné les défauts, « y compris en ce qui concerne le Conseil constitutionnel ». Il déclare cependant : « Il n'est pas envisageable de traiter un problème aussi essentiel que celui des institutions au détour d'un texte de loi, même d'une loi de nationalisation. Ce serait un mauvais service à rendre au pays. De même qu'à l'inverse un mauvais service à rendre au pays serait d'utiliser les recours constitution-

nels pour prolonger indéfiniment les controverses juridiques ».

Le premier ministre constate simplement que les actionnaires des sociétés qui doivent être nationalisées « ont su trouver des moyens actifs et efficaces », et insiste sur la nécessité « d'en terminer avec une période d'incertitude néfaste ». Il souligne également l'« étendue » des dispositions qui n'ont pas été jugées contraires à la Constitution.

ALIÉNATION DES FILIALES

M. Mauroy explique ensuite le dispositif retenu par le gouvernement : concernant la faculté d'aliénation des filiales ou succursales, il indique que le choix a été de supprimer les articles 4, 16 et 30. Le gouvernement, ajoute-t-il, proposera au Parlement un projet de loi « définis-

La leçon... entre socialistes

Tout est bien qui finit bien. Tel paraissait être le sentiment dominant des socialistes, qu'ils soient membres du gouvernement ou députés, à l'issue de la réunion du groupe, mardi après-midi, au cours de laquelle M. Pierre Mauroy avait présenté la dernière mouture du texte sur les nationalisations. Présentation qui a valu au premier ministre d'être approuvé à l'unanimité moins deux voix : celles de MM. Bockel et Elcher. L'attitude du groupe socialiste, au sein duquel M. Joxe a expliqué par des considérations locales : « leurs fédérations se sont, en effet, prononcées contre la nationalisation des banques du secteur mutualiste ».

Cette satisfaction ne saurait masquer la réalité. Même si dans l'entourage du premier ministre on parlait mardi soir de « transaction honnête » entre le gouvernement et le groupe, c'est le point de vue du premier ministre, l'essentiel, l'a emporté : le critère retenu pour la nationalisation des banques n'a pas été modifié. Que le gouvernement impose son point de vue, fût-ce au prix de quelques concessions, ne saurait surprendre sous la République. Surtout lorsque l'« accord » emploie une procédure dont la finalité n'est pas seulement d'aller vite, mais aussi de contraindre le groupe majoritaire.

Mais cela n'a pas été obtenu sans mal. Au risque de laisser quelques traces. Car il y a eu « débat démocratique », donc affrontement à tous les niveaux du nouveau pouvoir : au sein du bureau exécutif, où l'on s'est opposé, par moments, aux points de vue des groupes, et de courants, au sein du groupe, où le mécontentement à l'égard du gouvernement a parfois pris un tour assez vif ; à l'hôtel Matignon, où l'on a en-

tendu M. Pierre Joxe demander à M. Marceau Long, secrétaire général du gouvernement, de quitter le bureau du premier ministre afin que ce dernier et le président du groupe puissent parler « entre socialistes » (peut-être M. Joxe considérait-il que les affaires de l'Etat ne peuvent être traitées qu'« entre socialistes ») ; à l'Elysée, enfin, où le même M. Joxe a mené l'offensive contre l'entourage du premier ministre et contre le secrétaire général du gouvernement, coupables à ses yeux d'être borborygmes sur le contenu de la décision du Conseil constitutionnel.

Sans doute faut-il prendre la juste mesure de cette turbulence qui vient de secouer le couple pouvoir-majorité : celui-ci n'est pas en péril ; la prééminence du gouvernement a prévalu. Sans doute faut-il aussi considérer comme normal que le groupe socialiste ait pris des positions allant au-delà de ce que le gouvernement pouvait accepter : c'est dans la nature du régime. Faut-il jouer la surenchère ? Ce qui était en question — à savoir l'évaluation du risque pris à l'égard du Conseil constitutionnel — aurait pu être résolu d'un commun accord.

Les socialistes devraient donc en tirer au moins une leçon : l'économie d'un tel conflit était réalisable au prix d'une meilleure coordination, d'une concertation, prônée d'ailleurs comme le maître-mot de la politique gouvernementale. M. François Mitterrand ne se propose-t-il pas de jeter les bases d'un « Etat contractuel » ? Quels que soient les clivages, réels, qui ont toujours traversé le P.S., le gouvernement gagnerait peut-être à passer contrat avec ses propres amis avant de s'engager. — J.-M. G.

Décentralisation : le Sénat satisfait de M. Defferre

Le Sénat a adopté, mardi 26 janvier en troisième lecture, par 179 voix contre 3 (communistes, socialistes et radicaux de gauche s'abstenant), l'ensemble du projet de loi sur la décentralisation.

Comme en témoignage de scrutin, c'est un texte sensiblement différent de celui voté par l'Assemblée nationale qui a été adopté. Sur proposition de son rapporteur, M. Michel Girard (R.P.R., Val-de-Marne), les sénateurs, en effet, ont repris un grand nombre d'articles dans la rédaction qui avait fait l'objet, en seconde lecture, d'un accord entre eux et le ministre d'Etat, M. Gaston Defferre, accord que le groupe socialiste de l'Assemblée n'avait pas toujours ratifié.

M. Girard, rendant compte de ce fait et se déclarant aussi, « déçu » par les députés socialistes qui, en C.M.P. (commission mixte paritaire) ont repoussé un amendement que le ministre avait lui-même soumis au Sénat, a tenu, toutefois, à rendre hommage « à la fermeté » de M. Defferre, grâce à qui, a-t-il dit : « Les députés ont néanmoins accepté sur plu-

sieurs points essentiels de se rallier aux thèses du Sénat ».

Dans la discussion générale, M. Salvi (Un. centr., Val-d'Oise), adressant « au gouvernement plus qu'au ministre », a déploré le « dévoiement de la procédure des C.M.P. ». En six mois, plus de la moitié d'entre elles ont, en effet, abouti à des constatations de carence. « Nous pâtissons aujourd'hui, a-t-il affirmé, des dissensions qui existent entre le gouvernement et la majorité ». « Il n'y a pas de dissensions », a répliqué M. Defferre.

Indiquant les raisons de l'abstention des socialistes, M. Dreyfus-Schmidt (Gauche) a estimé que « c'est la représentation du Sénat à la C.M.P. qui a conduit au blocage ». « Mais, a-t-il ajouté, il est normal, après tout, que le dernier mot revienne à l'Assemblée ».

Avant lui, M. Ogbe (Basse-Normandie) avait annoncé l'abstention des communistes, tout en « prenant acte des satisfactions des modifications notables apportées au projet du gouvernement grâce au ministre, et qui a ainsi manifesté son souci du dialogue ». — A.G.

SKIEZ TOUT COMPRIS
à partir de **1549 F**



LA PLAGNE
Une semaine en pension complète, location skis et chaussures, forfait remontées et assurance comprise.

nouvelles frontières
nous lutrons pour le droit au voyage

37, rue Violet 75015 PARIS 578 65 40
2, rue Auguste-Brizeux 44000 NANTES 20 24 61

remise de caisse* de **30%** jusqu'au 15 mars

TAPIS D'ORIENT
Atighetchi

DEPUIS 1884, SPÉCIALISTE DU TAPIS PERSAN

4, RUE DE PENTHIEVE
Paris-8^e - Métro : Miromme - 265.90.43
du lundi au samedi inclus, de 10 à 19 heures
OUVERT DIMANCHE 31 JANVIER



NATIONALISATION A

et la majorité

La loi sur la nationalisation des entreprises d'Etat, votée par l'Assemblée nationale, est le fruit d'un accord entre le gouvernement et la majorité. Ce texte, qui vise à renforcer le rôle de l'Etat dans l'économie, a été adopté après de longues négociations. Les socialistes, qui ont obtenu la majorité absolue, ont accepté de soutenir le projet de loi du gouvernement, à condition que celui-ci apporte des modifications substantielles. Ces dernières ont été intégrées dans le texte final, qui prévoit notamment la nationalisation des entreprises d'Etat, la création d'un fonds de garantie pour les entreprises publiques, et la mise en place d'un système de contrôle des investissements étrangers.

Le projet de loi, qui a été adopté par l'Assemblée nationale, est le fruit d'un accord entre le gouvernement et la majorité. Ce texte, qui vise à renforcer le rôle de l'Etat dans l'économie, a été adopté après de longues négociations. Les socialistes, qui ont obtenu la majorité absolue, ont accepté de soutenir le projet de loi du gouvernement, à condition que celui-ci apporte des modifications substantielles. Ces dernières ont été intégrées dans le texte final, qui prévoit notamment la nationalisation des entreprises d'Etat, la création d'un fonds de garantie pour les entreprises publiques, et la mise en place d'un système de contrôle des investissements étrangers.

La leçon... entre socialistes

La leçon... entre socialistes. Le débat sur la nationalisation des entreprises d'Etat a été l'occasion pour les socialistes de se réunir et de discuter de leur position. Les membres du parti ont exprimé leurs opinions sur le projet de loi, et ont souligné l'importance de maintenir la majorité absolue. Ils ont également discuté des moyens de renforcer le rôle de l'Etat dans l'économie, et de mettre en place des mesures pour protéger les entreprises publiques. Les socialistes ont convenu de soutenir le projet de loi du gouvernement, à condition que celui-ci apporte des modifications substantielles. Ces dernières ont été intégrées dans le texte final, qui prévoit notamment la nationalisation des entreprises d'Etat, la création d'un fonds de garantie pour les entreprises publiques, et la mise en place d'un système de contrôle des investissements étrangers.

La leçon... entre socialistes. Le débat sur la nationalisation des entreprises d'Etat a été l'occasion pour les socialistes de se réunir et de discuter de leur position. Les membres du parti ont exprimé leurs opinions sur le projet de loi, et ont souligné l'importance de maintenir la majorité absolue. Ils ont également discuté des moyens de renforcer le rôle de l'Etat dans l'économie, et de mettre en place des mesures pour protéger les entreprises publiques. Les socialistes ont convenu de soutenir le projet de loi du gouvernement, à condition que celui-ci apporte des modifications substantielles. Ces dernières ont été intégrées dans le texte final, qui prévoit notamment la nationalisation des entreprises d'Etat, la création d'un fonds de garantie pour les entreprises publiques, et la mise en place d'un système de contrôle des investissements étrangers.

Le Sénat satisfait de M. Deffieux

Le Sénat satisfait de M. Deffieux. Le Sénat a voté la loi sur la nationalisation des entreprises d'Etat, après avoir examiné les amendements proposés par le gouvernement. Les sénateurs ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité du texte, et ont souligné l'importance de maintenir la majorité absolue. Ils ont également discuté des moyens de renforcer le rôle de l'Etat dans l'économie, et de mettre en place des mesures pour protéger les entreprises publiques. Les sénateurs ont convenu de soutenir le projet de loi du gouvernement, à condition que celui-ci apporte des modifications substantielles. Ces dernières ont été intégrées dans le texte final, qui prévoit notamment la nationalisation des entreprises d'Etat, la création d'un fonds de garantie pour les entreprises publiques, et la mise en place d'un système de contrôle des investissements étrangers.

L'ASSEMBLEE NATIONALE

à l'avantage du premier

Officiellement, les socialistes affirment que les amendements proposés ou acceptés par le gouvernement sont l'aboutissement de concessions mutuelles. En réalité, tant en ce qui concerne l'ajournement du prélèvement supplémentaire sur l'impôt sur les grandes fortunes (dont le gouvernement tiendra compte - de la manière la plus appropriée -), que l'évaluation de l'indemnisation des actionnaires des banques non cotées (qui reste confiée à une commission), ou la nationalisation immédiate des banques à caractère mutualiste ou coopératif (M. Joux a qualifié de « spécialement tardive » le système proposé par M. Mauroy qui vise sans erreur - à dénationaliser juste après la nationalisation effective -), les socialistes, c'est

le moins que l'on puisse dire, ne se sont pas taillé la part du lion.

M. Mauroy a donc réussi à convaincre le groupe socialiste qu'il ne fallait prendre strictement aucun risque quant à la constitutionnalité du nouveau texte. Pour le reste, en dressant la liste des multiples concessions déjà acceptées par la majorité à propos des nationalisations, M. Joux a confirmé la permanence d'un fait politique lié au système majoritaire. Pour le groupe socialiste, il s'agit encore d'un apprentissage. Celui-ci s'effectue rarement sans quelques renoncements.

LAURENT ZECCHINI.

Les règles de transfert d'entreprises du secteur public au secteur privé.

BANQUES A CARACTERE MUTUALISTE OU COOPERATIF

M. Mauroy indique que le gouvernement s'exposerait à un risque important de non-conformité à la Constitution s'il devait ignorer la décision du Conseil visant à faire entrer dans le champ de la nationalisation les trois banques concernées. Il ajoute : « J'espère que l'opposition tirera de cet épisode les leçons qu'il s'impose et qu'elle ne prendra plus le risque de nouvelles nationalisations en s'opposant à nouveau au Conseil constitutionnel. Pour ma part, il est vrai que je trouve absurde de devoir nationaliser ces établissements. D'abord techniquement, car leur fonction fait que leur existence, séparée des réseaux auxquels ils appartiennent, n'aurait aucun sens. »

Quant à la procédure relative au dépôt de tout le projet de loi de nationalisation ou des seuls articles litigieux, M. Mauroy souligne qu'aucune jurisprudence ne permet d'avoir une certitude sur ce point, mais fait remarquer que le gouvernement n'a pas voulu prendre, sur une simple question de procédure, de risque constitutionnel, d'autant que le Conseil d'Etat a estimé qu'il fallait présenter l'ensemble du texte au vote du Parlement. En conclusion, le maire de Lille indique : « Nous respectons les juridictions de ce pays, qu'il s'agisse du Conseil constitutionnel ou du Conseil d'Etat, mais aussi du Conseil d'Etat tout en reconnaissant que les lois, parfois divergentes, de ces deux hautes instances ne facilitent pas toujours la tâche du gouvernement. »

BANQUES NON COTEES

M. Mauroy déclare que le gouvernement maintient le principe d'une commission chargée de procéder à l'évaluation des banques concernées, et souligne la nécessité de reporter à la fin de ses travaux la date de prise d'effet de la nationalisation des établissements concernés. Afin de perdre le moins de temps possible, indique-t-il, le gouvernement vous propose d'adopter du 1^{er} janvier 1983 au 1^{er} juillet 1983 la date de la nationalisation des banques non cotées. Durant cette période, il est bien évident que les dirigeants de ces banques ne pourront agir à leur guise. Conformément à l'article 19 du projet de loi, les commissaires du gouvernement, avec droit de veto, seront donc mis en place.

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES

Pendant enfin du souhait de la commission d'augmenter le taux de l'impôt sur les grandes fortunes, M. Mauroy déclare : « Le projet de loi motive que nous nous proposons d'adopter pas d'augmenter des finances publiques en 1982 et c'est en 1983 que le problème se posera. Nous en tiendrons compte, dans le sens que vous souhaitez, de la manière la plus appropriée, dans la préparation du budget 1983. »

29 janvier
un
"Apostrophes"
exceptionnel

RAYMOND
ARON

Le
spectateur
engagé

ENTRETIENS AVEC
JEAN-LOUIS MISSIKA
et DOMINIQUE WOLTON

JULLIARD

Le Sénat satisfait de M. Deffieux. Le Sénat a voté la loi sur la nationalisation des entreprises d'Etat, après avoir examiné les amendements proposés par le gouvernement. Les sénateurs ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité du texte, et ont souligné l'importance de maintenir la majorité absolue. Ils ont également discuté des moyens de renforcer le rôle de l'Etat dans l'économie, et de mettre en place des mesures pour protéger les entreprises publiques. Les sénateurs ont convenu de soutenir le projet de loi du gouvernement, à condition que celui-ci apporte des modifications substantielles. Ces dernières ont été intégrées dans le texte final, qui prévoit notamment la nationalisation des entreprises d'Etat, la création d'un fonds de garantie pour les entreprises publiques, et la mise en place d'un système de contrôle des investissements étrangers.

LA CENSURE DE L'OPPOSITION : « L'ABSOLUTISME D'UN DOGME »

Le texte de la motion de censure déposée par le groupe U.D.F. et à laquelle s'est associé le groupe R.P.R., est le suivant : « Le Conseil d'Etat a estimé qu'il fallait présenter l'ensemble du texte au vote du Parlement. En conclusion, le maire de Lille indique : « Nous respectons les juridictions de ce pays, qu'il s'agisse du Conseil constitutionnel ou du Conseil d'Etat, mais aussi du Conseil d'Etat tout en reconnaissant que les lois, parfois divergentes, de ces deux hautes instances ne facilitent pas toujours la tâche du gouvernement. »

Considérant que, faute d'avoir voulu tenir compte des mises en garde de l'opposition, tout au long du précédent débat parlementaire, le gouvernement se voit contraint de déposer, dans la précipitation, un nouveau projet de loi, qui tire les équilibres de la République à sa destruction, et qui expose la France à de graves conséquences, le Conseil constitutionnel qui, aux termes de l'article 62 de la Constitution, s'impose aux pouvoirs publics.

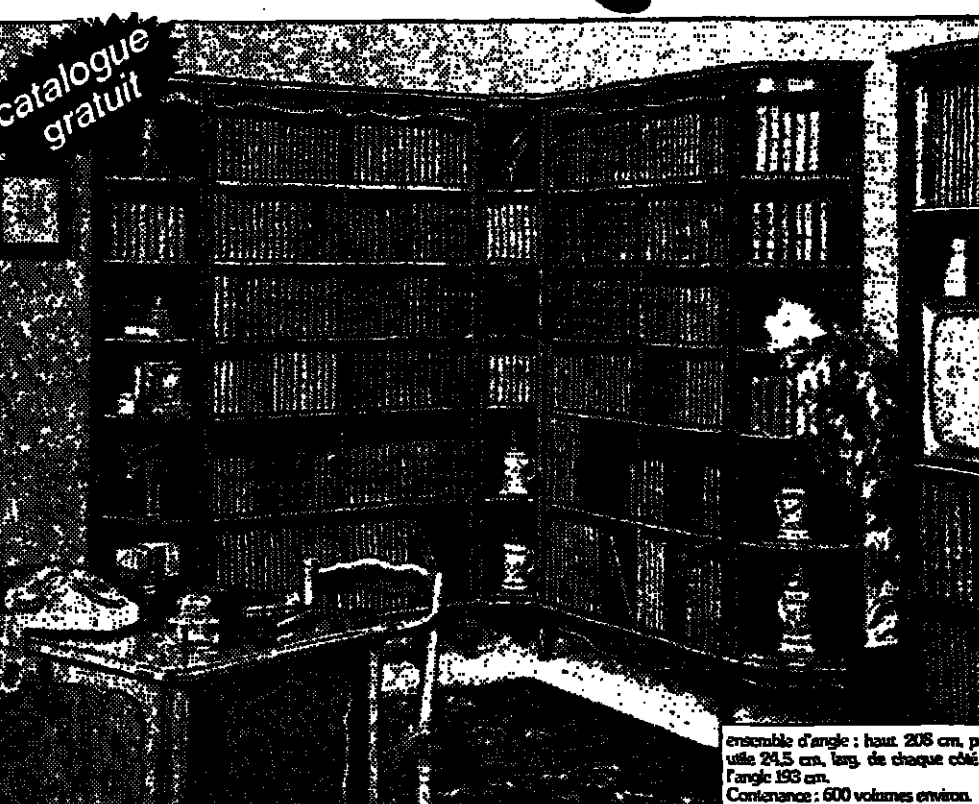
Considérant que les nationalisations prévues par le projet de loi, et qui, selon les propres déclarations du gouvernement, ne garantissent même pas l'emploi dans les entreprises concernées, ne répondent ni aux difficultés actuelles de la France, ni aux préoccupations concrètes des Français et, n'étant inspirées que par l'absolutisme d'un dogme, aggravent au contraire la situation économique, financière et sociale de notre pays.

Les députés soussignés, en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, demandent à l'Assemblée nationale de censurer le gouvernement.

Du meuble individuel... au grand ensemble

La maison des BIBLIOTHEQUES RUSTIQUES

Paris • Bruxelles • Genève • Rome • Rotterdam • Vienne



RUSTIQUES - VITRÉES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.
7 hauteurs - 5 largeurs - 3 profondeurs
Description générale : Ventes mixtes, selon usage. Sur les montants en laque, module de style, étagères en métal, montants en aggloméré, pliage à angle droit, vissés. Dessus et pieds démontables, frontons avec découpe de style. Pieds en forme, vitres claires coulissantes avec angles, disposition, par simple pose, sans fixation grâce à notre système exclusif de moulures amovibles. Placage chêne ou noyer en option.

50 MODELES VITRÉS

COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE PAR SIMPLE POSE

Paris : 61, rue Froidevaux, Paris 14^e.

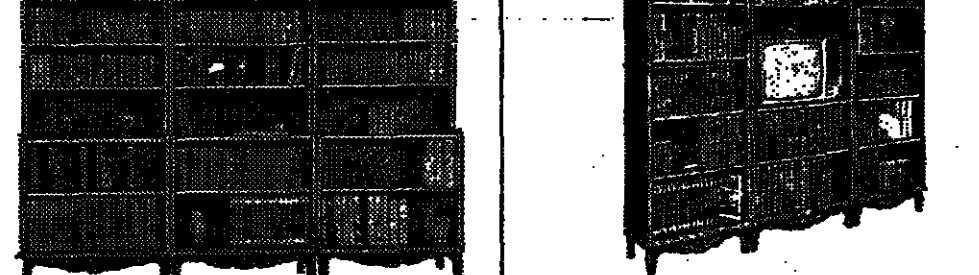
Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. Métro : Denfert-Rochereau - Gaité - Edgard Quinet. Autobus : 28-38-58-68.

- | | |
|--|--|
| BOULVAARD 10, r. Boudard, tél. (56) 44.39.42 | NANTES 16, r. Gambetta (près rue Coulmiers), tél. (40) 74.59.35 |
| CLERMONT-FERRAND 22, r. G. Clémenceau, tél. (73) 93.97.06 | NICE 8, r. de la Bouchette (Vieux Vieux), tél. (93) 80.14.89 |
| GRENOBLE 59, rue St-Laurent, tél. (76) 42.55.75 | RENNES 18, quai E. Zola (près du Musée), tél. (93) 30.26.77 |
| LILLE 88, r. Esquermoles, tél. (20) 55.69.39 | ROUEN Front de Seine 2000, 43, r. des Charrattes, tél. (50) 71.95.22 |
| LIMOGES 57, r. Jules-Nortet, tél. (55) 79.15.42 | STRASBOURG 11, av. du Gal-de-Gaulle (Esplanade), tél. (88) 61.06.24 |
| LYON 9, r. de la République, tél. (7) 828.38.51 | TOULOUSE 1, r. des Trois Renards (près place St-Séverin), tél. (61) 22.92.40 |
| MAIRIE 109, r. Paradis (métro Esplanade), tél. (91) 37.60.54 | TOURS 5, r. H. Barbusse (près des Halles), tél. (47) 61.03.28 |
| MONTPELLIER 6, r. Sévère (près Gare), tél. (67) 58.19.32 | |
| NANCY 8, r. Saint Michel (près du Palais Ducal), tél. (33) 332.84.84 | |

Ouverts du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h et de 14 h à 19 h.

Installez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement!

A DES PRIX IMBATTABLES!



JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES TOUTS FORMATS
Ensemble obtenu par la juxtaposition de 3 bibliothèques à moulures amovibles.
Hauteur de l'ensemble : 203,5 cm • Largeur : 275 cm • Profondeur : 42,5 cm, haut : 39 cm • Contenance : 360 vol club + 120 grands formats environ.

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES GRANDE PROFONDEUR
Hauteur de l'ensemble : 203 cm • Largeur : 241 cm • Profondeur : 44 cm • Contenance : 250 gros vol. environ. Peut être augmentée par l'utilisation de 1/2 tablettes.

Pour ranger tous vos livres et disques, encastrer votre télévision et votre chaîne Hi-Fi... dans TOUS LES STYLES

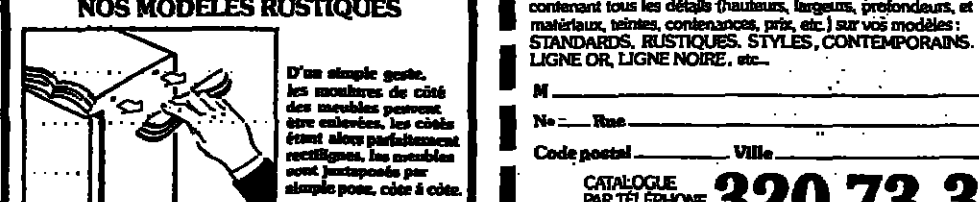
consultez notre CATALOGUE GRATUIT en couleurs ou figurent nos modèles : STANDARD • RUSTIQUES • CONTEMPORAINS aluminium • LIGNE OR • LIGNE NOIRE • STYLE • DIRECTOIRE, etc.

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS : 61, rue Froidevaux, 14^e.

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO - DES MILLIERS DE REFERENCES

COMMENT JUXTAPOSER NOS MODELES RUSTIQUES



D'un simple geste, les modules de côté des modules peuvent être enfoncés, les étagères sont alors parfaitement rectangulaires, les modules sont juxtaposés par simple pose, côté à côté.

à retourner à : LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 Paris CEDEX 14. Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, et matériaux, teintes, contenances, prix, etc.) sur vos modèles : STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES, CONTEMPORAINS, LIGNE OR, LIGNE NOIRE, etc.

N° _____ Rue _____ Code postal _____ Ville _____

CATALOGUE PAR TELEPHONE 24 H SUR 24 H 320.73.33

REpondeur AUTOMATIQUE

APR 1982

VOICI LA LETTRE DES FRANÇAIS QUI DÉCIDENT

LA LETTRE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE

DIRECTEUR: GUY SORMAN

pas de rumeurs, des faits
pas d'états d'âme, des informations

La Lettre Politique et Parlementaire : des informations sur les projets, les initiatives, les décisions aux différents niveaux des pouvoirs : à l'Élysée, à Matignon, au Parlement, dans les ministères, dans les régions, dans les partis, dans les syndicats.

La Lettre Politique et Parlementaire est un organe de presse précis, technique, professionnel. C'est une synthèse hebdomadaire de 10 pages ; pour chaque nouvelle : un bref exposé, son contexte, ses implications et sa portée.

La Lettre Politique et Parlementaire est éditée chaque vendredi par le Centre d'Information des Collectivités Locales (autres publications : la Lettre du Maire, la Lettre du Personnel Communal, la Lettre des Techniques Municipales).

La Lettre Politique et Parlementaire n'est servie que sur abonnement (624 F par an).

Directeur : Guy Sorman

EXEMPLAIRE GRATUIT
SUR DEMANDE

Chaque semaine :

- L'événement : commentaire du fait politique dominant.
- La chronique : calendrier des événements.
- A l'Élysée : analyse des décisions du conseil des ministres.
- A Matignon : les initiatives du gouvernement.
- Les ministères : l'état d'avancement des projets.

- A l'Assemblée et au Sénat : synthèse des débats ; travaux des commissions.
- Dans les partis et les syndicats : positions et évolutions ; les hommes.
- Dans les villes et les régions : les décisions locales de portée nationale.
- Au Journal Officiel : brève analyse des textes et de leurs conséquences.

NOM : _____
Fonction : _____
Adresse : _____

La Lettre Politique et Parlementaire
13, rue d'Uzès. 75002 PARIS

Je tiens à...

Le Monde

Société

SELON L'UNICEF

Deux millions d'enfants sont victimes d'une exploitation sexuelle

Genève. — Deux millions d'enfants sont sexuellement exploités dans le monde. Cette évaluation nous a été fournie par l'UNICEF (Organisation des Nations unies pour l'enfance). Jusqu'à il y a deux ans environ, cet organisme s'intéressait essentiellement aux problèmes de la nutrition, de la santé et de l'éducation des enfants. Ce n'est que depuis l'Année internationale de l'enfant (1979) qu'il s'est attaqué à ce fléau de la prostitution enfantine, répandue aussi bien dans les pays pauvres que dans les pays industrialisés. Ainsi lit-on dans le dernier numéro de *Forum d'idées*, publié par l'UNICEF, sous la signature de MM. Densen-Gerber et Hutchinson, qu'aux États-Unis l'enfant prostitué, « entre l'abus de drogues et d'alcool, est souvent battu par les proxénètes, en butte aux violences des clients et soumis à des conditions d'exploitation ». D'autres articles donnent des détails effrayants sur les abus sexuels dont sont victimes les enfants de pays pauvres, notamment au Bangladesh.

Dans une déclaration faite en 1977 devant le Congrès à Washington, le docteur Densen-Gerber estime à 600 000 le nombre d'enfants des deux sexes prostitués aux États-Unis. La prostitution peut revêtir des proportions cauchemardesques. M. Peter David, rédacteur en chef de *Forum d'idées*, nous a signalé le cas, en Thaïlande, d'une petite fille de douze ans qui a déclaré que, depuis deux ans, elle se fait vendre, elle pense avoir

De notre correspondante

eu des rapports avec quatre mille hommes. Selon l'UNICEF, l'exploitation sexuelle des enfants entraîne des maladies et de nombreux troubles psychiques. Pour Mme Aida Gindy, directeur général de l'UNICEF pour l'Europe, c'est le Bureau international du travail qui fut le premier à donner l'alerte dans ses rapports sur l'exploitation du travail des enfants, laquelle peut prendre deux formes : la prostitution et la pornographie. L'UNICEF a été en mesure d'établir des statistiques concernant les pays industrialisés grâce à leurs travailleurs sociaux, à leur appareil judiciaire et à des associations privées. Une évaluation de la situation dans le tiers-monde est plus délicate à formuler. La Société anti-esclavagiste, dont le siège est à Londres, ou encore l'Agence catholique aux Philippines, ont défriché le terrain. Leurs informations confirment que le phénomène s'est amplifié avec les arrivées massives de touristes et l'organisation de la prostitution enfantine au profit de ces derniers.

Affectivité et pauvreté

Mme Gindy nous a indiqué que des concertations en vue d'une solution dans le cadre de l'ONU sont menées par l'UNICEF avec des responsables du B.I.T. et de la commission des droits de l'homme des Nations unies, avec

la collaboration d'organisations non gouvernementales. « L'année internationale de l'enfant », nous a-t-elle déclaré, a permis une prise de conscience. Des campagnes d'information ont été lancées en direction de tous les États et un programme d'action préventive est en cours en dépit des immenses difficultés que cela représente. Il convient en premier lieu d'aider et d'éduquer les communautés et les familles, ces dernières étant souvent fautes. L'école a un rôle primordial à jouer et il faut que les enseignants comprennent que les enfants ne nécessitent pas seulement une instruction et des soins, mais qu'ils ont aussi des besoins affectifs. Le manque de tendresse les pousse, autant que la peur, à suivre des étrangers, ou à tomber dans les pièges que leur posent les proxénètes. Il faudrait chercher à mieux connaître les aspirations des enfants des taudis et de ceux de la rue. Lorsque des progrès seront réalisés au stade de l'information et de l'éducation, on pourra mieux agir, au stade législatif, sans perdre de vue la lutte contre la misère, qu'elle soit matérielle ou morale ».

Déjà des Comités d'action pour l'enfance ont été créés dans divers pays. « C'est dans le tiers-monde, où l'urbanisation et le développement industriel anarchiques rendent le problème de plus en plus aigu, que ces comités sont le plus nécessaires », estime Mme Gindy.

ISABELLE VICHNIAC.

Le ministère du temps libre lance une grande consultation auprès des associations

M. André Henry, ministre du temps libre, vient d'adresser aux associations nationales régies par la loi de 1901 un texte d'hypothèses fondamentales pour préparer la concertation sur le futur projet de loi concernant « la promotion de la vie associative ». Ce texte est le résultat d'une première série de discussions avec vingt-cinq ministères concernés durant le dernier trimestre de 1981.

Le premier ministre, s'adressant de l'ensemble des propositions, a confirmé, dans une lettre du 13 janvier, que les orientations définies au niveau interministériel devaient être la base d'une très large consultation du mouvement associatif dans son ensemble. D'ici la fin du mois d'avril, le ministère se donne pour tâche de recueillir, le plus possible, les observations des associations nationales (d'ici le 15 mars) et des associations locales et régionales, par le biais des directions départementales et régionales du temps libre, jeunesse et sports.

Le plus important concerne la reconnaissance d'une « utilité sociale », complétant l'ancienne notion d'utilité publique. La « clé » du changement, nous l'indiquons récemment M. André Henry. Actuellement 1 800 associations (dont 330 fondations) bénéficient du statut d'utilité publique, sur 350 000 associations, selon les estimations officielles. Un « tri » est nécessaire entre des associations de nature très diverses. Un nouveau statut peut le faciliter. La reconnaissance d'utilité sociale pourrait être accordée pour dix ans, renouvelable, par l'État. Une commission nationale (État, magistrats, représentants d'organismes sociaux tels que la Caisse nationale d'allocation familiale) donnerait son avis. Des commissions régionales (composées de élus des départements de l'État et des organismes sociaux, des magistrats) le feraient dans les régions. Il serait institué un « conseil supérieur des associations » pour les litiges. Ce statut donnerait aux associations qui en bénéficieraient de multiples avantages, notamment un accès aux médias audio-

visuels, des facilités de diffusion de leur presse, le droit de recevoir des dons (article 238 bis du code général des impôts), le droit de négocier avec l'administration des « conventions de programme ». Ces dernières pourraient être pluri-annuelles, permettant aux associations d'établir des programmes d'activité à moyen terme et les plans de financement correspondants.

Les associations qui ne pourraient obtenir ce statut auraient toutefois la possibilité de signer avec les pouvoirs publics des « contrats d'action d'utilité sociale », dans des secteurs particuliers où l'intérêt général serait reconnu. Les auteurs du texte ont ainsi voulu équilibrer les actions de soutien de la puissance publique entre les grandes associations et celles, plus modestes, plus nombreuses, qui correspondent à l'émergence d'énergies et de besoins nouveaux.

Sociétés sans but lucratif

Le texte propose d'autre part que soit reconnu à des militants associatifs un « statut de l'État social ». Le souci est ici clair : favoriser l'action bénévole et établir un équilibre entre les permanents (salariés) des associations et les administrateurs (non rémunérés par elles). Ces « élus sociaux » se verraient attribuer un crédit d'heures pris sur leur temps de travail : ils auraient accès à des stages de formation et pourraient bénéficier d'un « congé associatif » qu'ils financeraient par une épargne volontaire.

Ce « statut » correspond à une demande fréquemment formulée dans le monde associatif. Il constitue toutefois un point délicat, qui souligne le texte en parlant de « grandes difficultés d'application ». Car un troisième interlocuteur apparaît alors : les entreprises. Les organisations syndicales sont-elles prêtes à accepter pour les militants associatifs des droits que seuls les « élus » du personnel possèdent actuellement ? Le patronat ne va-t-il pas objecter que l'on crée ainsi un domaine propre de l'entreprise, dont on risque aussi d'aggraver les charges sociales ? Si le projet doit avancer, il faudra qu'il soit pris en compte dans les négociations en cours sur la réduction du temps de travail.

Sur le financement des associations, les orientations présentées sont d'une grande prudence. D'une part parce que les associations ne sont pas d'accord entre elles sur les améliorations souhaitées. D'autre part parce que tout avantage fiscal bute sur les contraintes budgétaires, et renforce les résistances dans les ministères concernés. Le ministère du temps libre propose toutefois que le secteur de l'économie sociale (2) serve de relais financier — indépendant de l'État — pour les associations (travaux, emprunts, garanties...). Relais dont ont surtout besoin les grosses associations gestionnaires d'équipements de loisirs, de vacances, d'éducation permanente, etc.

Le ministère suggère en outre que ces associations puissent obtenir un nouveau statut juridique — de « société sans but lucratif » — qui leur permettrait de réaliser des actes commerciaux sans être pour autant assujetties à l'enregistrement fiscal. Le texte note à ce sujet que « la disparition de l'impôt sur les salaires est difficilement envisageable, mais (son) atténuation est possible dans le cadre général de la réforme de la fiscalité française ».

Les associations, avec ou sans statut privilégié, pourraient aussi disposer de moyens d'expression publics (et pas seulement scolaires) leur serait notamment facilitée, suivant des modalités définies par l'État et les collectivités locales seraient appelées à encourager et soutenir les créations de « maisons des associations » dans les communes de plus de dix mille habitants. Les associations auraient davantage de possibilités légales pour faire connaître leur existence et leurs activités (affichage, accès aux usagers d'établissements publics, etc.).

Les « hypothèses » du ministère du temps libre prévoient encore la possibilité pour les mineurs de seize à dix-huit ans et pour les salariés des associations (sous certaines réserves) d'être élus aux organes dirigeants des associations, ce que ne prévoit pas la loi de 1901.

YVES AGNÈS.

(1) La reconnaissance d'utilité sociale : le statut de l'État social ; les garanties de financement des associations par le biais de l'économie sociale ; l'extension des moyens d'expression des associations ; des allègements fiscaux.

(2) Une société a été créée au mois de novembre 1981 auprès du ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire.

ÉDUCATION

Un appel pour sortir la recherche en éducation de son « sous-développement »

Près de deux cents professeurs d'université, enseignant l'éducation, ont signé un « Appel pour la recherche en éducation » dont l'initiative revient à MM. Gérard Vergnaud, maître de recherche au C.N.R.S., et Pierre Rahardel, chargé de recherche à l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.). Ce texte se présente comme une véritable charte de la recherche

en éducation, dont il dénonce l'actuel « sous-développement ». Ses défenseurs sont intervenus aux récentes journées nationales sur la recherche et la technologie, durant lesquelles fut finalement retenu le principe d'une « mission interministérielle sur la recherche en éducation », dont la création devrait être prochainement proposée aux divers ministères concernés.

Parmi les signataires de l'appel, on relève les noms de plusieurs personnalités qui ont marqué, par leurs travaux et leurs contributions, la recherche en éducation (1). Les responsables du Syndicat national des enseignants du second degré (S.N.E.S.) et du Syndicat national des chercheurs scientifiques (S.N.C.S.) ont également signé cet appel.

« Il faut à la France une recherche en éducation à la dimension des problèmes qui se posent », affirme l'appel, après avoir rappelé que l'importance de la recherche en éducation a été reconnue dans le passé : en 1969, par exemple, le comité consultatif de la recherche scientifique et technique prévoyait la

création d'un grand institut de recherche en éducation qui aurait dû compter huit cents chercheurs en 1980 ; en 1976, cette nécessité était réaffirmée par le ministre de l'éducation et de la jeunesse, qui avait promis de créer un tel institut dans les faits.

Ni les universités, ni le C.N.R.S. n'ont pallié cette absence, tandis que, parallèlement, l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) était mis à mal. Le texte rappelle ainsi « la quasi-disparition des habitations de troisième cycle en sciences de l'éducation et en didactique » et critique aussi « la condamnation politique et l'arrêt de programmes de recherche dont les résultats auraient constitué une mise en cause de la légitimité du système social et de son système éducatif (...). L'indépendance à l'égard du pouvoir politique, notamment l'indépendance scientifique, est une nécessité absolue pour qu'une recherche en éducation de qualité puisse exister, y compris lorsque cette recherche est commandée ministériellement et destinée à éclairer la mise en œuvre de la politique gouvernementale ».

L'appel propose donc la création d'un « institut national de recherche en éducation », sur le modèle de ce que représente pour la santé l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), et par conséquent « doté de ses structures d'enseignement et de coordination propres ». Cet institut ne serait pas exclusif, mais il aurait une application mécanique des résultats de la recherche (...). Il serait doté d'un « conseil scientifique » composé de représentants de toutes les disciplines de la recherche en éducation, et de la documentation pédagogique, confiée à l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.), l'autre au C.N.D.P. (Centre national de documentation pédagogique), ne facilite pas les choses. Dispersion des équipes : des universités aux mouvements pédagogiques, du C.N.R.S. aux écoles normales, les lieux de recherche et d'expérimentation sont multiples. Toute la difficulté est là : comment accroître l'efficacité sans pour autant uniformiser ?

Le ministère de l'éducation nationale attend, pour faire connaître ses intentions, de prendre connaissance à la fin de ce mois, des rapports de « bilan et perspectives » qu'il a demandés aux directions du C.N.D.P. et de l'I.N.R.P. Si ne résout les problèmes techniques et administratifs soulevés par une réorganisation de la recherche en éducation, l'appel, que lancent les premiers concernés par ces décisions, a au moins un mérite : rappeler que l'amélioration de l'école passe par l'innovation, et cette dernière, par la recherche. — E. P.

tionnel de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) était mis à mal. Le texte rappelle ainsi « la quasi-disparition des habitations de troisième cycle en sciences de l'éducation et en didactique » et critique aussi « la condamnation politique et l'arrêt de programmes de recherche dont les résultats auraient constitué une mise en cause de la légitimité du système social et de son système éducatif (...). L'indépendance à l'égard du pouvoir politique, notamment l'indépendance scientifique, est une nécessité absolue pour qu'une recherche en éducation de qualité puisse exister, y compris lorsque cette recherche est commandée ministériellement et destinée à éclairer la mise en œuvre de la politique gouvernementale ».

L'appel propose donc la création d'un « institut national de recherche en éducation », sur le modèle de ce que représente pour la santé l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), et par conséquent « doté de ses structures d'enseignement et de coordination propres ». Cet institut ne serait pas exclusif, mais il aurait une application mécanique des résultats de la recherche (...). Il serait doté d'un « conseil scientifique » composé de représentants de toutes les disciplines de la recherche en éducation, et de la documentation pédagogique, confiée à l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.), l'autre au C.N.D.P. (Centre national de documentation pédagogique), ne facilite pas les choses. Dispersion des équipes : des universités aux mouvements pédagogiques, du C.N.R.S. aux écoles normales, les lieux de recherche et d'expérimentation sont multiples. Toute la difficulté est là : comment accroître l'efficacité sans pour autant uniformiser ?

Le plan intermédiaire pour 1982 et 1983 demande, dans ces conditions, que « l'activité de recherche des enseignants soit : mieux reconnue et mieux organisée » et que les structures de la recherche pédagogique soient « réaménagées » et ses moyens « renforcés ». Si l'objectif est un retour à l'indépendance de la recherche, garant de sa fécondité, et son introduction dans les activités de formation initiale et continue des maîtres — est acquis, sa réalisation est plus complexe. La dispersion est, en effet, actuellement la règle. Dispersion des enseignants : la session, en 1978, de la recherche et de la documentation pédagogiques, confiée à l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.), l'autre au C.N.D.P. (Centre national de documentation pédagogique), ne facilite pas les choses. Dispersion des équipes : des universités aux mouvements pédagogiques, du C.N.R.S. aux écoles normales, les lieux de recherche et d'expérimentation sont multiples. Toute la difficulté est là : comment accroître l'efficacité sans pour autant uniformiser ?

Le ministère de l'éducation nationale attend, pour faire connaître ses intentions, de prendre connaissance à la fin de ce mois, des rapports de « bilan et perspectives » qu'il a demandés aux directions du C.N.D.P. et de l'I.N.R.P. Si ne résout les problèmes techniques et administratifs soulevés par une réorganisation de la recherche en éducation, l'appel, que lancent les premiers concernés par ces décisions, a au moins un mérite : rappeler que l'amélioration de l'école passe par l'innovation, et cette dernière, par la recherche. — E. P.

Alors, dans tout cela, dirait-on, et l'indépendance syndicale ? Plus que jamais, la FEN défend sa totale liberté de décision. Elle redit son refus de tout entraînement des responsabilités ou des mandats. Mais nous ne devons pas tomber dans le piège

des signataires étant favorables à une pluralité de structures (laboratoires propres, laboratoires associés, recherches coopératives sur programmes, groupements de recherches coordonnées), et le système C.N.R.S.-Université étant toujours incité à mener des travaux « potentiellement riches en retombées dans le domaine éducatif ».

Si le texte recommande une « large participation des enseignants à l'émergence des thèmes de recherche » et approuve le principe de « recherches-action » qui impliquent un va-et-vient entre la pratique pédagogique et la réflexion scientifique, il met toutefois en garde contre certaines illusions : « La transformation du système de formation ne découlera pas d'une application mécanique des résultats de la recherche (...). Il serait vain d'attendre de la recherche un ensemble de recettes qui suffirait d'appliquer. La transformation des pratiques éducatives suppose une modification profonde des attitudes à l'égard de l'innovation, ressentie comme nécessaire d'une

part, mais redoutée, d'autre part, parce qu'elle est une remise en cause ».

Enfin, les signataires proposent que deux filières de recrutement permettent d'accéder à cet institut national de la recherche en éducation (aussi bien les diplômés de l'enseignement supérieur que les enseignants de terrain), mais avec la création d'un « statut unique » des chercheurs en éducation, « analogue à celui des chercheurs C.N.R.S. ou à celui des enseignants chercheurs de l'université ».

EDWY PLENEL.

(1) On relève, notamment, les noms de Mme Yvonne Jamet-Jamati, directrice de l'U.E.S. de sciences de l'éducation de l'université Paris-V, et de MM. Jean-Claude Filoux, professeur à l'université Paris-X ; Louis Lagarde, professeur à l'université de Strasbourg ; Antoine Léon, professeur à l'université de Bordeaux ; Gaston Milaret, professeur à l'université de Bordeaux ; Bernard Schwartz, professeur à l'université Paris-IX, et Georges Surdus, professeur à l'université Paris-V.

La stratégie du changement dans l'enseignement

(Suite de la première page.)

La FEN a toutes raisons de le dire avec force, car c'est sa raison d'être depuis toujours. Mais, face à un gouvernement qui ouvre grandes les portes de la concertation, la première forme d'action syndicale est la négociation. Une négociation d'un caractère nouveau puisque nous ne sommes plus seuls sur la table, mais que nous sommes en présence de la réalité concrète du budget la priorité que doit constituer à notre avis l'« investissement éducatif ».

Certes, nous savons bien qu'il y a d'autres priorités et que la grande affaire, c'est d'abord la bataille de l'emploi.

Mais qui pourrait imaginer que sacrifier l'investissement éducatif ferait reculer le chômage ? Qui pourrait imaginer que refuser aux jeunes d'aujourd'hui la formation de qualité à laquelle ils ont droit serait un élément de nature à faciliter leur insertion dans la vie active et à faire reculer le chômage ?

d'imaginer que l'indépendance n'existerait que dans la contestation. Savoir dire librement oui est aussi important que de savoir dire non.

Qu'on ne s'imagine pas pour autant que la FEN se situe dans une perspective idéologique. Nous sommes bien placés pour savoir quelle lutte quotidienne il nous faut mener pour faire reconnaître non seulement dans les mots mais dans la réalité concrète du budget la priorité que doit constituer à notre avis l'« investissement éducatif ».

Chacun comprendra qu'au moment où s'ouvre le grand débat sur l'avenir de l'école je ne puis passer sous silence notre volonté de voir mettre en œuvre dans le cadre de cette législation une profonde réforme de notre système éducatif.

Le président de la République et sa majorité se sont clairement engagés sur la perspective d'un serment unifié et laïque de l'éducation nationale, et la phase de concertation

vient de s'ouvrir avec l'ensemble des parties concernées.

Le débat est public, ces derniers jours, sur les grandes structures de notre système éducatif, qui vont être inévitablement remises en cause. D'autant qu'il faudra inscrire tout cela dans la perspective de la décentralisation.

Comment voudrait-on qu'un tel débat ne rencontre pas un profond écho au sein de notre fédération ? Nul doute que l'expression de la FEN sur un tel thème, à un tel moment, ne soit un événement, remarqué : je le souhaite, clair, seréne et, si possible, unanime.

Voilà donc très simplement évoqués les grands débats qui alimentent la vie de la FEN. Convoqués, plus que jamais, de la nécessité d'un interlocuteur syndical fort et responsable pour mener à bien le changement, nous voulons renforcer encore notre organisation, afin que, tous ensemble, nous fassions passer dans les faits l'immense espoir qu'a soulevé parmi les travailleurs la victoire du 10 mai.

JACQUES POMMATAU.

RÉSIDENCES - CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (03) 80.88.31 (F.N.A.I.M.)

Jeune fille de 15 ans

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Amadeus », de Peter Shaffer

Un blanc à remplir

(R.P.R.) à la
ans l'opposition

Réunir sur une même scène François Périot et Roman Polanski, c'est, en soi, un événement. Le jeune-ensemble, au Théâtre Marigny, Amadeus, de Peter Shaffer, auteur d'Equus, qui avait également été créé à...

Amadeus, c'est la vie de Mozart racontée par son rival Salieri, compositeur de la cour de Vienne, fasciné par cet « enfant obscur », exaspéré par son génie, jaloux au point de rêver de le tuer... François Périot (Salieri) tient le spectacle de bout en bout. C'est la première fois que Roman Polanski joue dans un théâtre parisien.

C'EST aujourd'hui, 27 janvier, l'anniversaire de Mozart. Il est né le 27 janvier 1756 à Salzbourg.

Hier, mardi 26 janvier 1982, à 19 heures, au Théâtre Marigny, à Paris, la présentation de la pièce de Peter Shaffer, Amadeus, dont Mozart est l'un des protagonistes.

Une habitude ancienne des grands quotidiens d'information de Paris, comme des autres capitales, veut que le compte rendu d'une pièce de théâtre paraisse le lendemain de la présentation à la presse.

Il était donc naturel de réserver, sur cette page de ce numéro du 27 janvier de ce journal, un espace libre, afin d'y placer le compte rendu d'Amadeus.

Et même d'y réserver un espace assez étendu, car cette œuvre a été créée en Angleterre en 1979, or, depuis cette date, n'ont été entendus que des éloges d'Amadeus, qui a déjà été reprise dans de nombreux pays — un succès mondial.

Mieux encore : d'y réserver un espace exceptionnellement généreux, puisque à toutes ces circonstances favorables s'ajoute le fait, évoqué ci-dessus, que le compte rendu d'Amadeus, par un hasard heureux, paraît le jour de l'anniversaire de la naissance de Mozart.

Or qu'arrive-t-il ? Il arrive qu'Amadeus, la pièce de Peter Shaffer, telle qu'elle est présentée au Théâtre Marigny, mise en scène par Roman Polanski, traduite par Pol Quentin, décorée par Anthony Powell, jouée par François Périot et Roman Polanski, se révèle une œuvre d'une telle existence, d'une telle « vérité », que elle, à huit lignes supplémentaires, à rendre compte de l'événement, du non-événement.

Comme dirait Emile Ajar : « C'est l'angoisse ». Cet espace blanc, réservé à ce que l'on croyait être une pièce de théâtre appelée Amadeus, comment le couvrir de mots imprimés ?

Le lecteur aura d'ores et déjà constaté que, en tirant fureusement à la ligne, l'énoncé pur et simple de ce contretemps a déjà permis de noircir pas mal de papier.

Continuons. Il est 2 heures du matin. Quand je suis sorti, penaud, du Théâtre Marigny, j'ai eu la chance de rencontrer, sur une allée du jardin des Champs-Élysées, que la pluie rendait un peu boueuse, un ami américain qui m'a accompagné chez moi dans sa vieille auto. Lui aussi avait constaté l'existence objective de la prétendue pièce annoncée sous le titre Amadeus.

A la maison, je me suis fait un café noir avec un filtre en papier, puis me suis assis devant ma machine à écrire italienne fabriquée au Japon.

L'idée d'écrire un « éreintement » de ce que j'ai vu et entendu ce soir (hier soir) ne m'est pas venue. Tout éreintement est éreintement de quelque chose, d'une construction quelconque, d'un dialogue mal écrit, ainsi de suite. Mais, sous le titre Amadeus ne se cachent ni construction ni dialogue, rien à quoi s'en prendre.

Mentir ? Prétendre qu'une pièce est éreintement racontée au Théâtre Marigny ? Inventer une vague histoire ? Jurer sa grande dévotion pour Périot et Polanski, sur scène, font quelque chose ? Ce serait tout de même un peu gros. Et un vieux fond d'honnêteté professionnelle s'y oppose.

Soit dit en passant, Périot et Polanski ne sont pas les seuls comédiens engagés sur la scène du Théâtre Marigny. Ils sont là une trentaine d'acteurs. Par exemple, enfoui dans un manteau gris, Marc Dudicourt.

Dudicourt est l'un des clients fidèles d'une librairie de la rive gauche que je fréquente moi aussi, c'est une librairie particulièrement reposante car on y trouve très peu de livres : la librairie a un caractère de chien, n'admet chez elle qu'un très petit nombre de titres, pas forcément les meilleurs mais chacun est libre de ses goûts.

Cette librairie, je la rencontre tout récemment boulevard Saint-Germain côté numéros impairs, et elle me dit : « Dudicourt est à l'agence, il tient le rôle d'un baron franc-maçon dans Amadeus, mais les journalistes qui sont venus aux répétitions n'ont interrogé que Périot et Polanski, les photographes n'ont photographié que Périot et Polanski, et les trente autres acteurs c'est comme s'ils n'existaient pas ».

Rassurez tout de suite Dudicourt, et je réponds à la librairie, je vous promets de citer son nom dans le compte rendu de la pièce. D'habitude, il est très bien Dudicourt, parfois même c'est lui le meilleur, alors moi l'injustice, ça me bouleave. Dudicourt aura droit à sa quote-part. Voilà c'est fait.

A propos de théâtre, lundi 25 janvier j'ai vu une vraie pièce qui s'appelle Langelique, au Centre culturel de Fontenay-le-Fleury.

J'ai emprunté l'autoroute de l'Ouest, puis l'embranchement de Charente. J'ai quitté l'autoroute à la bretelle de Bois-d'Arcy. Une dizaine de kilomètres dans des bois, et Fontenay-le-Fleury se sont des immeubles locaux récents. Pas gal du tout, la nuit.

Le Centre culturel, c'est très peu de chose, comme locaux, mais très bien tenus, avec des affiches et des images magnifiques. Les gens qui s'occupent de cet endroit font ça avec intelligence et amour, ça se voit.

Langelique, c'est un boulanger qui, devant le public, fait des croissants et des brioches. C'est toujours intéressant de voir, en ce lieu, exactement, le travail des travailleurs.

Pendant qu'il fait ses croissants, le boulanger raconte des choses de son enfance, et aussi comment il a débuté dans le métier.

C'est très beau, on apprend des choses. Les gestes du boulanger et ses paroles forment un tout orga-

nique. Il y a une émotion, un mystère, une prise de conscience de situations que le spectateur connaît mal.

La petite salle était remplie entièrement de jeunes filles et de jeunes gens de cette cité ouvrière. Ils étaient très attentifs. Après le spectacle, ils se sont entretenus avec l'acteur.

Cette pièce est « produite » par la compagnie de Catherine Dasté, qui tourne donc comme cela dans les petites cités sans grande vie. Langelique a été écrite et mise en scène par Philippe Orgabin et Daniel Berlioux. Le théâtre, c'est cela, cette conscience, ce talent, et cette volonté d'aller le soir à la rencontre d'inconnus pas spécialement privilégiés. Mollière déjà ne faisait pas autre chose.

Cette pièce remarquable et sympathique, Langelique, qui était jouée à Fontenay-le-Fleury pour la première fois, ce qui est un événement, peut-être n'en sera-t-il rendu compte qu'ici même, et en peu de mots, comme l'on voit, alors que de cet Amadeus, nous entendons parler beaucoup, sur les ondes et ailleurs, depuis des semaines. Et pourtant, Amadeus, ce n'est rien, en comparaison de Langelique. L'information a de ces injustices.

Avec le secours de la librairie pas commode de Marc Dudicourt et des croissants chauds de la compagnie Catherine Dasté, je crois que je suis arrivé à combler un peu le grand blanc réservé à l'absence de pièce qui a nom Amadeus. Il est 3 h. 30 du matin. Je vais aller déposer cet article au journal, rue des Italiens (toujours cette gêne de déranger le veilleur de nuit), puis je rentrerai me coucher.

J'ai n'aurais rien à dire, sur Amadeus. Je n'aurais rien à écrire. Cet article est au-dessous de tout. J'ai été piégé par les circonstances : le nom de Mozart laissait espérer tant de choses...

MICHEL COURNOT.

* Théâtre Marigny, 20 h. 30.

« Œuvres de cinéma inédites » de Jean Renoir

Un grand voyage vers d'autres rivages

JEAN RENOIR est mort à Beverly Hills, le 12 février 1979. Quelques semaines auparavant Claude Gauthier avait fait publier aux Éditions Veyrier (avec le concours du Centre national des lettres) un scénario entièrement élaboré, découpé, dialogué, Julien et son amour, que Renoir avait écrit, en 1938, pour Jeanne Moreau après l'échec (figurant dans le même livre) d'un autre projet destiné à l'actrice : En avant, Rosalie ! Le film existait réellement sur le papier. On le voyait. On put, alors, se rendre compte que, s'il avait été tourné, il aurait été l'admirable « testament artistique » d'un auteur qui, entre 1929 (Le Capitaine Corcoran) et 1969 (Le Petit Théâtre de Jean Renoir), réalisés pour la télévision, avait dit lui-même — « sept ans de chômage forcé ».

Julienne et son amour avait été tiré des archives conservées par Mme Anne de Saint-Phalle, fondée de pouvoir du cinéaste. Les milieux du cinéma connaissent mieux Mme de Saint-Phalle sous le nom de Ginette Doyel, qui inspira à Truffaut celui de son personnage Antoine Doinel. Dans ses archives, Claude Gauthier a puisé les Œuvres de cinéma inédites (synopsis, traitement, continuités dialoguées, découpages) dont les textes viennent de paraître aux Éditions Cahiers du cinéma / Gallimard, dans la collection dirigée par Jean Narboni. C'est un événement considérable.

La recherche historique, bien sûr, y trouve son compte. On

connaît, maintenant, les projets de films non réalisés par Jean Renoir, entre 1936 et 1969. Deux ou trois seulement avaient été publiés dans les Cahiers du cinéma, au cours des années 50. Claude Gauthier, qui commente ces textes, avec une concision derrière laquelle on sent la jubilation d'un découvreur de trésors, a donné toutes les indications nécessaires pour situer la genèse : les dates de ces projets, dont certains eurent plusieurs versions. L'ordre chronologique était,

indispensable. Car ces films, seulement écrits, doivent être lus, examinés, par rapport à ceux, tournés à la même époque, que nous connaissons. Ainsi, en 1936, une adaptation (en trois redactions successives) de la Séquestre de Poitiers, étrange fait divers réel de la province raconté par André Gide, correspond à La vie est à nous, film électoral pour le parti communiste, et à La Partie de campagne (inachevée), d'après Mau-

passant.

Ainsi va-t-on de surprises en surprises quant à l'inspiration profonde d'un auteur de films dont on croyait tout connaître. C'est un grand voyage vers d'autres rivages, où Jean Renoir, en écrivain, fut le seul à aborder. Christine (1951) est une variation personnelle et moderne sur le thème d'une sorte de « dame aux camélias », femme entretenue et aimée, à Paris, par un jeune Américain de Georgia. Or, cette Christine d'Albanais, a sans que cela se voit, du sang noir dans les veines. Mais sa jeune sœur, pensionnaire de l'Institut de la légion d'honneur, est une « négresse ». Une bisarrerie, issue, peut-être, de fantasmes non révélés ailleurs traversés pratiquement tous les projets dont le traitement dépasse l'ébauche.

Les détours romanesques

On peut, de chapitre en chapitre, reconstituer un tableau des films imaginés accompagnant les films concrets. Mais, si des indications sont fournies sur les circonstances qui ont amené Renoir à concevoir tel projet pour tel autre, rien ne prouve qu'il aurait été le même cinéaste en réalisant ce à quoi il a renoncé. Bien sûr, on retrouve, ici et là, une thématique depuis longtemps recensée par ses exégètes : l'opposition des gens installés socialement aux « irréguliers » (on dirait aujourd'hui « marginaux »), l'éloge de la vie naturelle, instinctive, selon Bondu et quelques autres. Ce n'est tout de même pas ce qui domine. Et, pour les années d'avant-guerre où Renoir fut un cinéaste « engagé », deux textes très développés paraissent pour le moins surprenants : les Millions d'Arlequin (1938) et l'adaptation de Roméo et Juliette (1936). Le pro-

mier tourne autour d'une histoire d'héritage provoquant, dans des paysages méridionaux, des rapports humains très complexes (il y avait même un rôle prévu pour Yvonne Printemps, qui en aurait été sûrement métamorphosée). Le second transposait la tragédie de Shakespeare dans l'Algérie contemporaine, les deux familles ennemies possédant des entreprises de transport concurrentes.

Fus surprenant encore est Magnificat, écrit et déposé à l'Association des auteurs de films en 1940, avant le départ de Renoir pour les États-Unis, via le Portugal, et repris, développé, beaucoup plus tard. C'est, à Mme Dido Renoir que ce recueil d'une longue continuité, écrite en langue anglaise, après deux synopsis préparatoires. Il semble bien que Renoir ait porté ce Magnificat (inspiré par une expédition de missionnaires fran-

çais au Brésil) comme une obsession. Il y manifestait, bien avant Le Fleuve, des préoccupations spiritualistes.

Les cinéphiles se passionneront, en référence au film de Minnelli, pour le long scénario comportant six séquences déjà décomposées et dialoguées d'une vie de Van Gogh. Mais que penser de la Mort sans trêve (1965), prometteuse exotique, sinon fantasmagorique, philosophique en tout cas, à travers les activités de la grande faucheur accomplissant son travail ? Jean Renoir avançait là sur des terres inconnues, poussé par on ne sait quelle force. On ne l'y suit pas sans curiosité ni, surtout, sans émotion.

Dans les dernières années de sa vie, le cinéaste, en retraite forcée, était fait écrivain : un livre sur son père, son autobio-

graphie, et trois romans, dont le premier, Les Cahiers du capitaine Georges, est très beau.

Ses œuvres romanesques laissent transparaître toute une aventure intérieure, des secrets. Mais en lisant aujourd'hui les Œuvres de cinéma inédites, on s'aperçoit que le talent littéraire de Renoir s'est formé là, tout en dévoilant déjà une face cachée de lui-même. La plupart de ces scénarios qui ne sont pas deve-

nus des films sont de véritables nouvelles dont les sujets et l'écriture ont quelque chose de fascinant par la différence presque fondamentale (il y a quelques similitudes, juste anecdotiques) avec les œuvres filmées. C'est comme s'il y avait eu de temps à autre chez ce créateur qui prenait des allures de « bonhomme » tout rond et sans mystère un dédoublement schizophrénique.

L'homme insurgé

Voilà-t-il falloir, à la lumière de cette publication, reconsidérer le cas Renoir ? Avant qu'elle ne paraisse, nous avions reçu un essai de Daniel Serreau : Jean Renoir l'insurgé, qui, venant après beaucoup d'études ou de livres écrits sur le cinéaste, s'appuyait sur une « lecture » nouvelle des images de ses films. Pour Daniel Serreau (qui examine avec beaucoup de pertinence l'expression cinématographique, la mise en scène), Renoir a toujours été un cinéaste historique et politique. « Il a pour ainsi les mêmes lignes de réflexion tout au long de sa vie, et il n'y a pas de coupure dans son œuvre ». La chose, car c'en est une, préface avec enthousiasme par Marc Ferro, dont on déplore le coup de pied décoché à André Bazin, trouve de quoi se soutenir, même si elle ne convainc pas entièrement, dans les films des années 30. L'essai s'arrête à la Règle du jeu — il y aura un second volume. Sans

mésestimer le travail de Daniel Serreau et ses connaissances cinématographiques, on peut se demander comment il pourra garder son propos, sa position, jusqu'au bout de la carrière de Renoir.

Une chose est certaine : le rassemblement des œuvres inédites fait un peu l'effet d'une bombe. Tout cela complet et transforme le portrait du réalisateur, de l'auteur, de l'homme. Et il sera, désormais, impossible de ne pas en tenir compte. C'est comme si, dans une maison connue, familière, on venait d'ouvrir toutes grandes les portes et les fenêtres de pièces contenant les collections d'une cinémathèque dissimulée.

JACQUES SICLIER.

* Jean Renoir — Œuvres de cinéma inédites. — Éditions Cahiers du cinéma / Gallimard, 446 pages. Prix de lancement : 120,00 F jusqu'au 1^{er} mars.

* Daniel Serreau — Jean Renoir l'insurgé (I). — Éditions le Sycomore 270 pages ill., 80 F.

JANVIER 1982

PINA BAUSCH AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Rappel à l'ordre de l'amour

Pina Bausch est au Théâtre de la Ville du 9 au 13 février, avec sa compagnie de l'Opéra de Wuppertal et deux spectacles : *Café Müller* (le Monde du 27 mai 1980), à 18 h. 30, et la *Légende de la chassité* (le Monde du 18 juin 1980), à 20 h. 30.

Il est arrivé à tout le monde, jour ou nuit, d'éprouver une sensation de café d'autre mesure, seul ou en société, devant une glace ou dans un coin, sur une musique ou en silence, de faire un pas de travers, de fléchir sa jambe derrière le genou et de laisser balancer ses bras, comme si on allait s'évanouir, et de se reprendre, de devenir un paquet de linge ou une boule de nerfs, et de faire alterner la mollesse et la vigueur, de s'adonner, pendant quelques secondes, à une gymnastique dégingolée, sans utilité, se dépenser sans but, tracer d'autres gestes dans l'espace, le fouetter, s'appuyer sur lui comme pour y prendre son envol, habiller son corps de postures étrangères, de fièvres lointaines, de réminiscences cinématographiques, devenir la reine de Saba ou Elvis Presley, ou les deux en même temps, les faire lutter, valser en soi au même moment, se mettre dans la peau d'un tigre, d'une gitane, se parer de cuir ou de faibles, respirer différemment, souffler, écouler, nager sous l'eau, alimenter ou homogénéiser, oiseau, tortue, gyroscope, pantin, mécanique.

Pour être que la danse, plus que les larmes, est le sifflet léger d'une

soupage de l'âme. Est l'imploration de cesser d'être l'homme, sociable, réglé, dompté, pour redevenir animal, dieu, eau, feu. Si l'on imagine que la personne qui se met ainsi à dériver, à faire le singe, ne pas forcément pour faire rire la galerie, mais parce qu'elle ne peut plus continuer à faire marcher sa tête si à l'écart de son corps, pour ne pas étouffer, pour ne pas hurler, si cette personne donc, par hasard, et parce que c'est son costume d'usage en cette heure-ci, porte un complet-veston et une cravate, ou un tailleur trois pièces, et c'est ainsi le plus souvent que Pina Bausch habille ses personnages, en endimanchés, en fétards timides, en dresseurs coincés, eh bien ! ces gestes deviennent non seulement cocasses, mais graves, ils disent la perte en nous, le regret de quelque chose de vital. Pina Bausch donne à des enveloppes ordinaires des statuts de héros, de symboles.

Il ne s'agit pas de moquerie, comme dans le *Bal* : la tendresse appliquée ne suffit pas à faire passer la déréliction des comportements petits-bourgeois. Pina Bausch ne raconte pas forcément quelque chose de suivi, elle lâche juste des corps dans un espace (boîte répétitive de la salle des fêtes, du café dansant ou du hall de bord), et les fait tourner, défilier, s'attirer et se repousser, se décoller, s'embrasser, se casser les pieds, se tortiller les chevilles (toujours la même déformation d'humour douloureux), s'étendre et se défaire, selon des principes d'attraction et de répulsion physiques.

Célébration du deuil de la danse

La danse est peut-être la discipline qui impose le moins, qui « bouche » le moins, qui laisse le plus de place possible, de courants, de mouvements d'esprit entre le regard et la scène. Comme une lame de fond qui l'importerait, ou comme un souffle d'air, la conscience vague, balance, décroche, se perd, se reprend, va ailleurs, en soi-même éventuellement, puis revient sur le geste de départ qui l'a inspiré et qui s'est déjà mué en un autre geste, en une autre idée (la chronophotographie, la photographie du mouvement pourrait matérialiser ces ondes, ces zébrures). La gymnastique d'un corps étranger, s'il ne se situe pas dans des clichés, dans des ivresses conventionnelles, s'il est pris par quelque chose d'intense, qui peut être extrêmement joyeux, ou extrêmement douloureux, ou extrêmement sage, se transpose immédiatement en gymnastique du cœur. Ainsi la danse, la « bonne » danse (celle dont la technique est devenue fluide au point d'être invisible, au

point de faire oublier que c'est le corps qui s'agit, mais quelque chose d'autre, à la fois brillant, indolent, recouvert ?), cette danse invite à de petites sautes de conscience, de courts-circuits, minuscules à l'intérieur.

Pina Bausch, inévitablement, semble célébrer le deuil de la danse dans la société (comme pour le fauve en cage l'évocation de la jungle), et rappeler à l'ordre de l'amour, faire la part entre les pulsions vitales et les pulsions moribondes : est-ce que l'âme « bien », est-ce que je ne passe pas à côté d'occasions d'amour, et est-ce que je ne suis pas en train de les détruire de ce que je les saisis ?

De toutes ces questions, qui sont le lot commun, la note la plus vibrante est donnée, en trois quarts d'heure, et sur la seule musique d'un violoncelle, dans *Café Müller*. La mémoire a conservé peu de choses de ce spectacle, sinon la certitude de quelque chose de capi-

tal, quelque chose qu'on se doit de dire, et qui là est dit, une fois pour toutes, mieux que jamais, et si radicalement, qu'on en tremble, qu'on en a la parole coupée, et qu'on sort le cœur blesé et paniqué, baigné d'un effluve de larmes. Ce n'est pas Pina Bausch qui nous blesse le cœur, il était déjà blessé, seulement cette blessure était tombée dans l'oubli, on s'était employé à nous la faire oublier, à la faire passer pour futile, romantique, narcissique, et Pina Bausch, par l'intermédiaire du corps de ses danseurs, nous rappelle à la réalité, à la vitalité de cette blessure. Elle ne nous en tend pas le miroir, ou l'illustration, mais une sorte de radiographie éblouissante qu'elle accompagne en même temps d'émotions, d'une trousse de secours pour brûlés au second degré.

HERVÉ GUIBERT.

BUTOH ARIADONE AU CARRÉ SILVIA MONFORT

Carlotta Ikeda, l'embellie

Le groupe féminin de danse butoh *Ariadone*, dirigé par Carlotta Ikeda, donne une série de représentations au Carré Silvia Monfort, du 5 février au 7 mars, avec un programme Zarathoustra.

UNE petite femme silencieuse, souriante, la bouche grande et émue, le mollet musclé, c'est Carlotta Ikeda, directrice d'Ariadone, la seule troupe de danse butoh féminine existant au Japon. Féministe ? Lui poser la question paraîtrait inouï. En pareil cas, elle laisse la parole au chorégraphe Ko Murobushi. Depuis plus de dix ans ils travaillent ensemble. C'est lui qui lance sur scène les six sorcières grimées qui se jettent au sol, s'entre-déchirent comme des

Bacchantes à moins de minauder sournoisement dans une parodie de Gagaku. C'est lui qui, tel un illusionniste, soumet Carlotta Ikeda aux métamorphoses les plus étranges : travestie de part en part comme un volcan en éruption, crucifiée dans son manteau rouge comme une sainte martyre. Couchée dans son tombeau-miroir, elle alterne savamment le jeu de la séduction et de la répulsion, de l'innocence et de la roquerie dans une ambiguïté délectable.

L'autre soir au Palais des Glaces notre confrère Paul Alain Lequeux pour sa « carte blanche » a tenté de sortir Carlotta Ikeda et Ko Murobushi de leur magie noire, de les projeter devant nous un peu comme des Martiens isolés de leur élément naturel. Spectacle fascinant, où chacun d'eux semblait ignorer l'autre, uniquement préoccupé de sa survie. Lui, abandonnant pour une fois sa nudité de mortel en décomposition, devenant la bête du film de Cocteau, griffu, roulant, des yeux, dépossédé de son pouvoir, pathétique finalement.

Carlotta, où qu'elle soit, c'est la Belle, ou plutôt l'embellie, tout entière dans le moment présent et se livrant au soir-là avec fougue aux délices de l'improvisation. Le corps nu, blanchi, les cheveux hérissés en rayons de soleil rouges, un poignard sur le sexe, muscles rétractés, elle échappe par saccades à l'enroulement fatal. Son visage impassible, d'une transparence de porcelaine, les yeux révéler sur une tranche intérieure, paraît sublimé. Pendant tout le spectacle, elle restera plée. Elle va et vient à quatre pattes avec des impatiences de félin, s'abreuve dans une vasque de cuivre, se précipite sur le musicien comme pour mordre les sons et s'offre le dos cambré à une pluie de sable blanc tombé des cintres. Le Lamento d'Ariadne de Monteverdi exalte son douloureux abandon aux confins de la vie et de la mort. Des visions folles traversent notre imagination : Amazone, femme panthère, fleur marine, sphinx. Carlotta Ikeda crée de toutes pièces sa propre mythologie, qui ne ressemble à rien de déjà vu.

Au sortir des ténèbres

Privée du sortilège de la scène, elle a retrouvé son apparence d'étudiante sage. Elle explique posément son itinéraire : une formation Graham, parce que cette technique, fondée sur la respiration, la contraction-décontraction et le travail du bassin sont très proches des Orientaux. Mais Carlotta Ikeda fait partie de la génération née au temps d'Hitroshima, la génération de l'Apocalypse. Dans les années 70, elle adhère au mouvement Butoh, qui propose le rejet des influences occidentales (« américanisation ») et le dépassement de la tradition japonaise, en particulier du *no*, vidé de sa substance religieuse : « Le Butoh, dit-elle, est comme un vomissement, la plume au-delà du bien et du mal, le retour au chaos originel. Pour cela, le danseur doit dépasser les techniques, s'acharner à sortir de lui-même. Il lui faut casser son unité d'individus ; alors le corps, dénudé, agressé, transgressé, peut plonger au-delà des limites de l'homme pour retrouver la divinité. Le but de la danse, c'est la rencontre entre l'être intérieur et sa représentation extérieure. »

Ko Murobushi, qu'elle rencontre à cette époque, influencé peut-être par le mouvement hippy, insiste sur le caractère messianique du Butoh. Il cher-

che des images fortes, des musiques insolites (surtout pas japonaises pour ne pas retomber dans les clichés traditionnels). Ses choix arbitraires autodidactes et intuitifs, encombrés de gadgets totalement délirants, l'amènent à renouveler les recettes du surréalisme, qui va fortuitement se ressourcer au Japon.

Seulement le Butoh a des relents de souffre dans le Japon d'aujourd'hui, axé sur la compétition économique et le progrès, où les danseuses formées en masse reproduisent comme autant de poupées mécaniques la virtuosité du ballet académique occidental. La compagnie Ariadne est reléguée dans la marginalité du pays intellectuel et étudiant. Le Butoh à Tokyo, c'est un peu comme la post-modern dance à New-York. L'un et l'autre ont la même vertu subversive — d'ailleurs les « rencontres de hasard » chères à Cunningham ne sont pas tellement éloignées de l'attitude orientale. L'un et l'autre ne peuvent être que transitoires.

Si Ko Murobushi semble enfoncé dans le mouvement butoh, Carlotta Ikeda ne semble pas capable de prendre ses distances. Carlotta embellie émerge des ténèbres.

MARCELLE MICHEL.

VIVIAN REED DANS « HARLEM ANNÉES 30 »

La beauté tout simplement

Harlem Années 30 (Bubbling Brown Sugar), comédie musicale présentée en 1978 au Théâtre de Paris, revient à l'Opéra-Comique à partir du 6 février, avec une troupe nouvelle, et sa vedette Vivian Reed.

1978 : Traversant l'Atlantique, les fantômes de Harlem étaient venus danser sur les planches du Théâtre de Paris. Harlem de carte postale, fantômes souriants du bon vieux temps de l'insouciance trépassée. Un monde tout faux, hormis la musique, c'est elle qui compte dans la comédie musicale, Harlem Années 30, jazz années folles, folle de la revue nègre sur l'affiche façon rétro qui pourrait annoncer un hommage à Joséphine Baker.

Harlem Années 30 se promène dans une légende balisée par le néon des enseignes célèbres : Alcazar, Savoy, Cotton Club... L'intrigue suit un fil d'Ariadne fragile, vite oublié : les souvenirs d'un couple de danseurs qui furent jeunes en cet âge d'or.

Ah, on voit arriver une créature courbée, vaguement clocharde, affublée d'un chapeau informel, d'une houppelande comme un sac. Et, comme on s'approche, on voit que c'est une jeune femme, se débarrassant de ses hardes, et voilà qu'apparaît dans une robe blanche éblouissante sur de longues cuisses d'or : Vivian Reed. C'est le choc, c'est la Mariette de

Blonde Vénus émergeant de sa peau de singe, c'est le spectacle qui se rassemble, prend son sens et sa chaleur. C'est la beauté tout simplement, et Vivian Reed chante Sweet Georgia Brown.

Le dossier de presse indique qu'elle a « particulièrement travaillé sa voix à l'école Juillard de New-York, gagnée un Tony, un Drama Desk, le prix de la critique étrangère... ». Elle a chanté et dansé en Europe, a donné son show à l'Espace Cardin. Mais le lieu ne convenait pas. On la préfère plus lampes-paillottes.

Elle a appris la danse — le dossier de presse énumère ses professeurs — elle danse. Et quand, à la fin, en smoking et haut-de-forme blanc, elle se mêle au fabuleux ballet de ciquettes, c'est l'illumination. Des vagues de bonheur irraisonné déferlent, l'énergie se transmet de la scène à la salle, vibronne dans les corps assis des spectateurs qui ne ressentent plus leur lourdeur apathique, bondissent (intérieurement) avec les danseurs, se révoltent partenaires de la divine Vivian.

Magie du music-hall, du musical américain où les interprètes, même au cours de leurs numéros les plus déboussés, semblent garder une formidable réserve de possibilité. C'est la virtuosité de la désinvolture.

COLETTE GORDARD.

FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTRE
Location : 241-82-16
VIE ET MORT DU ROI BOITEUX
Par les 4 Chemins
(Création en France)
Les 20 dernières représentations

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL
LE SONGE D'UNE NUIT D'ETE
de Shakespeare
mise en scène de Stuart Selde
REPRESENTATION EXCEPTIONNELLE
le samedi 30 janvier à 14 h 30
dédiée à la nation polonaise

LA CANNE A SUCRE

NANTERRE AMANDIERS
721.16.81

RADIO-FRANCE (France-Culture), l'Atelier Lyrique du Rhin et la Maison de la Culture de Nanterre présentent

du 2 FÉVRIER au 13 MARS

3^{ème} BIENNALE

VOIX, THEATRES ET MUSIQUES D'AUJOURD'HUI

du 2 au 6 février :

« LA MURAILLE », d'après Toulouz Douzi : musique de Carlos Roque-Alfonso, adaptation et mise en scène de Michel Ruffault par le Théâtre-Opéra Chronique.

Samedi 6 février :

Table ronde : La tradition populaire dans la culture : l'exemple napolitain.

du 9 au 14 février :

« L'OPERA BUFFA DEL GIUDIZIO SANTO », écrit, composé et mis en scène par Roberto De Simone, direction musicale : Gianni Desiderio par le Teatro Comunale Metastasio et l'Ensemble Teatrale de Naples.

du 12 au 14 février :

« LES MOSES », Musique : Igor Stravinsky et Jürgen Tuschling, chorégraphie : Reinhold Hoffmann par le ballet Théâtre de Brême.

du 22 au 28 février :

« LIBERTY, UN OPERA », Musique de Georges Aperghis, texte de Mario-Nelli Bilo ; dramaturgie et mise en scène de Pierre Barrat, direction musicale : Yves Prin. Scénographie et costumes : Yannis Kostas. Par l'Atelier lyrique du Rhin.

du 3 au 6 mars :

« LE DESERT » par le Théâtre d'Amsterdam.

Nombreux spectacles décentralisés dans les Hauts-de-Seine, la région parisienne et Paris même.

« VOIX DU VASSIN MEDITERRANEE », Renseignements : Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92000 Nanterre.

Location : 721-16-81 et 3 FNAC.

NANTERRE AMANDIERS LOCATION : 721.16.81
DU 15 AU 31 JANVIER
LA CHAMBRE D'ECHO
PARCOURS-SPECTACLE réalisé par Henry HOURCADE, texte : Marius ALPHANT
Décor : Didier STEPHAN « Tu entends dans le livre comme dans des chambres »

ALCAZAR DE PARIS

SIDNEY ISRAEL

propose
la nouvelle revue
20 H 30 - DINER-SPECTACLE 295 F
22 H 30 - REVUE CHAMPAGNE 200 F
62, rue Mazarine - 75006 Paris
Métro Odéon
Ouvert tous les soirs sauf mardi
Réservation : 329.02.20
Agences et Hôtels

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE DU ROND-POINT
dernière samedi 30 janvier
L'AMOUR DE L'AMOUR
d'après Apulée La Fontaine Molière
à partir du 3 février
création
ANTIGONE, TOUJOURS
de Pierre Bourgeade d'après Sophocle
décors et costumes André Acquart
musique Jean-Pierre Drout
effets cinématographiques Michel Boyer
en alternance
OH LES BEAUX JOURS
de Samuel Beckett
mise en scène Roger Blin — décor Matias avec Madeleine Renaud
PETIT ROND-POINT
VIRGINIA
Edna O'Brien / Guy Dumur
mise en scène Simone Benmussa
en alternance
DE TOUTES LES COULEURS
Guy de Cointet / Yves Lefebvre
mardi - jeudi - samedi 18 h 30
SAINT-SIMON
C. Dasté / D. Berlioux / S. Meggiani
location
Av. Franklin Roosevelt - tél. 256.70.80 et agences

LE CARRÉ SILVIA MONFORT

Kada, l'embellie

Le carré Silvia Monfort, c'est une œuvre d'art vivante, une œuvre qui se crée et se transforme au fil du temps. C'est une œuvre qui est née de la collaboration entre Silvia Monfort et Kada, une œuvre qui est le fruit d'une longue et fructueuse collaboration. C'est une œuvre qui est le fruit d'une longue et fructueuse collaboration. C'est une œuvre qui est le fruit d'une longue et fructueuse collaboration.

Devenir des téniers

Le carré Silvia Monfort, c'est une œuvre d'art vivante, une œuvre qui se crée et se transforme au fil du temps. C'est une œuvre qui est née de la collaboration entre Silvia Monfort et Kada, une œuvre qui est le fruit d'une longue et fructueuse collaboration. C'est une œuvre qui est le fruit d'une longue et fructueuse collaboration. C'est une œuvre qui est le fruit d'une longue et fructueuse collaboration.

IMPACT RENAUD-BARRAUD

THEATRE DU ROND-POINT

LES BEAUX JOURS
de Samuel Beckett
du Théâtre du Rond-Point
du Théâtre du Rond-Point
du Théâtre du Rond-Point

A LA ROYAL ACADEMY DE LONDRES

Le Japon au superlatif

C'est la plus riche et la plus belle exposition d'art japonais jamais vue en Europe. En Amérique et même au Japon. Préparée pendant cinq ans avec de puissants moyens, organisée par la Royal Academy de Londres et la Japan Foundation, elle est bien dans le style des parades « universelles » du temps de la reine Victoria, qui inauguraient en 1910 une autre grande exposition japonaise. En 1982, les superlatifs sont vrais parce que la manifestation a su s'en tenir à l'art, et même à l'art de la période Edo (1600-1868), alors que celle de 1910 portait plus généralement sur les objets d'art et d'industrie. Cette prudente différenciation s'imposait tant que le choix d'une période où le Japon,

virtuellement encore fermé aux influences étrangères, restait lui-même, mais était les bases de ses prodigieux développements modernes — technologiques puis économiques — grâce peut-être à l'exercice, durant deux siècles et demi, d'intenses activités créatrices. L'exposition n'est donc pas un panorama vide. Fort bien montée, elle nous propose d'examiner une importante question : les causes de la récente explosion industrielle que l'on fait souvent attribuer à des facteurs techniques ou dans les brillantes ténailles de la science et de la technologie. Les causes de la récente explosion industrielle que l'on fait souvent attribuer à des facteurs techniques ou dans les brillantes ténailles de la science et de la technologie.

Peintres et pêcheurs

Contrairement à tant d'expositions, celle-ci ne parle ni de la culture, ni de l'art. Et cependant elle en a dit en mille mots, naturellement. Jamais en effet n'ont été déployées en aussi grand nombre, des pièces de haute qualité : « Celles qui ne sortent jamais » et qui sont là, celles qu'il est si rare de voir à Tokyo, à Kyoto ou dans les collections privées japonaises : celles venues du British Museum (surtout des estampes), ou du Victoria and Albert Museum (objets et livres), etc. L'ensemble est vraiment monumental de plus de quatre cents œuvres et si bien établi qu'il a pu, en raison de la fragilité de beaucoup d'entre elles, être divisé en deux périodes de présentation absolument équivalentes.

Pour une fois le but n'était pas une concentration et sensationnelle en tant que telle, mais une célébration, avancée : celle de l'art et de la civilisation japonaise, celle de l'art et de la civilisation japonaise, celle de l'art et de la civilisation japonaise.

Il faudrait qualifier ce développement chronologique d'intense, comme pour une œuvre d'art, mais aucun poème n'est écrit.

À fait étrange. Aussi les moindres failles de l'isolement historique sont-elles mises en évidence à leur honneur. Par exemple avec les paravents de « porcelaine », ou les assises de perspective occidentale.

Bien entendu, on a veillé au contenu socio-politique en proposant une production votée aux paysans, aux soldats ou aux grands, sans oublier les références à la vie quotidienne. C'est donc un vaste tour dans la société qui va du décor des palais aux costumes des pêcheurs et des pompiers — ces derniers doublés curieusement de grands démons destinés en rouge, — des scènes de drame ou aux jeux typiques ou aux célèbres Netsuka (jouets assurés de trois rangs d'administrateurs). Mais, pour éviter l'enquête totalement didactique, deux domaines sont privilégiés : la peinture et le textile ; dans chaque salle révolution de l'art et des techniques est toujours commentée par un ou plusieurs auteurs, peintres et par un ou plusieurs exemples de costumes s'ajoutant aux autres orationnelles caractéristiques. Ces deux domaines constants, ce sondage critique nous fait voir les deux meilleurs siècles de l'exposition, et tout de solides netu-

res assurant l'unité de l'ensemble bien conçu.

Pour préciser encore l'originalité de l'exposition, ajoutons qu'elle ne fait pas état des grands noms vedettes aux- quels l'Europe, parfois, réduit trop vite l'art du Japon. Si les maîtres de l'estampe — Utamaro, Hokusai et Hiroshige — sont bien représentés, l'ambition de les découvrir n'était plus nécessaire alors que celle de rendre aussi célèbres les grands peintres tels Kōrin, Sōtatsu, Ōkura, Rosetsu, etc., est manifeste. C'est l'apport essentiel.

On découvrira ceux dont on entend parler et que l'on ne voit jamais. Et non seulement grâce à des œuvres célèbres pour leur élégance et « décorative », que la formule du paravent magnifie en alignant les pages et les roses trémières (Kōrin) ou en étalant les traces des plus sur les quatre saisons (Kōchō Tōnyū), mais grâce à des audaces parfois saisissantes, tiges géantes qui bondissent ou énormes grenouilles, révenues et vraies (Rosetsu). On a tout dit sur l'originalité de la mise en page et moins, paré des caprices

d'une extraordinaire liberté (qui s'accommodent bien des conventions concomitantes). Il faut dire qu'il est bien rare d'être en face d'une œuvre entière de paravent, la première, où ne sont représentées que les fines pointes de la montagne du fameux « tigre bondissant ».

Serrée d'ailleurs par la perfection de la description atteint une sorte de présence lyrique : celle de l'étonnante glycine en fleur vue par Ōkura, où le jeu d'encore est si savant qu'il défie la poussée naturelle qui tend les troncs et colore les pétales. Comme si le pinocet imaginaire seul la réalité de l'objet.

Une section spécialement variée donc ! Elle passe d'un impressionnisme doré, celui de Hokusai ou de Shikō (l'admirable pouvoir des cerisiers en fleurs sur le rythme des montagnes), au délire de la couleur chez Jakuchū, cette autre révolution. Là, une espèce d'acidité de la vision, pourtant assortie d'étranges stylisations dont l'Art Nouveau pourra s'inspirer. Est installée sur un ton provocant. La monumentalité règne presque toujours sur cet étrange objet-support qu'est le paravent.

Le code des costumes

Il ne faut pas s'étonner que des montagnes y logent, comme le mont Asama, raconté, avec un socle quasi italien par Dessein. Le miracle spatial est constant dans un art où le costume peut être décoré d'un coup d'eau. Avons que les moindres touffes de graminées peuvent être atteintes de monumentalité. L'important est l'animation de la série des panneaux successifs, une traversée des apparences, souvent d'une déconcertante gratuité : quelques feuilles de lierre qui passent entre deux lourds « dans le » des beaux « chemin étroits » de Rosetsu, ces mêmes feuilles de lierre posées sans raison sur la route d'un cavalier.

Ne nous y trompons pas. Pour le Japonais, les références poé-

tiques, plusieurs fois séculaires et toujours les mêmes (Genji Monogatari), et le commentaire de la calligraphie, viennent ment l'apparence gratuite. Dans nos deux exemples, le lierre était une allusion littéraire précise. Mais si nous ne comprenons pas tout — l'admirable série des costumes liés au drame et aux symboles est particulièrement difficile d'accès pour un Occidental, et il serait bien dommage de n'y voir qu'un chapitre de l'art textile — la part communicable est assez puissante pour nous offrir un spectacle impressionnant. L'importante exposition de Londres en est le reflet spectaculaire.

PAULE-MARIE GRAND.

★ Jusqu'au 21 février, Royal Academy of Arts, Piccadilly, Londres.

LES FILMS D'OSU EN FRANCE

L'art de voir

PASCAL DAUMAN dirige depuis environ six ans une maison de distribution, Paris Films, qu'elle a fondée avec une amie, Anabel Herbot. Aujourd'hui, Paris Films est devenue une coproductrice, qui ne possède pas de salles, qui doit lutter contre l'infatigable des circuits à leur égard, elle estime que, s'il n'y a pas une aide de l'Etat, « c'est la fin ».

Les titres de gloire de Paris Films ce sont Nick's 50 de Wim Wenders, les Chasseurs d'Angelopoulos, le Passe-montagne de Jean-François Stevin et Les Indes sont encore loin de Patricia Moraz. Mais c'est surtout Ōzu, la révélation d'Ōzu en France : quatre films qui ont connu un succès variable, un cinquième qui sort ce mercredi 27 janvier.

« Certes, il y avait eu une coproductive rétrospective à la Cinéma-thèque française, mais c'est à New-York, grâce à Dan Talbot de la compagnie New Yorker, que l'ai fait mes classes, dit Pascal Dauman. Frédéric Mitterrand m'avait parlé des films, je lui dois cette découverte. Ce fut un choc, il y a huit ans déjà ! Je vois coup sur coup le Gout du riz au thé vert, Voyage à Tokyo, Printemps précoce, Fleur d'équinox, Herbes flottantes. Comment les acquérir ? »

Les futurs classiques

Il faut alors passer par les Fourches caudines d'un fameux distributeur allemand, Beta Film, qui dès la fin des années 50 et sans arrêt depuis cette date, a su miser sur les futurs classiques, Ōzu, Mizoguchi, Kurosawa, mais aussi Satyajit Ray pour l'Inde. « Ils se sont arrangés, explique Pascal Dauman, pour acheter un maximum de droits de films pour un maximum de pays et pour une longue durée. Ils ont été bien conseillés, ils ont écrit le Japon pour une bouchée de pain, ils ont pris bien soin d'obtenir chaque fois les droits T.V. S'ils consentent à nous céder les droits commerciaux, pour des prix très raisonnables, c'est parce qu'ils ont les films sont connus du public et accroissent leur valeur marchande auprès des chaînes de télévision. Idée géniale d'hommes d'affaires qui par ailleurs n'ont que faire de l'art d'Ōzu ».

Vieille histoire qui est corroborée par toute la profession, et par les cinéastes eux-mêmes quand ils sont encore en vie, comme Satyajit Ray. Les films choisis, il faut préparer leur sortie avec soin, grader ses effets. Les gens de cinéma savent que la mode japonaise surgit par périodes, entrecoupée de longues silences. Mais aujourd'hui la distribution française a un peu saturé le marché des rééditions japonaises. Dans le cas d'Ōzu, pourtant, rappelle Pascal Dauman, c'est un film de luxe, un film extrême. Je l'ai découvert au Festival de Gand, j'ai été ébloui. »

avons fait 42 000 entrées sur Paris, 70 000 au total sur la France. Ça a payé nos frais, mais pas notre travail. Le film suivant, le Gout du saké, nous a récompensés de nos efforts : 110 000 entrées sur la France. Avec le troisième film, Fin d'automne, nous sommes en baisse, les spectateurs ont le sentiment qu'ils accomplissent un devoir culturel. Le quatrième, Gosses de Tokyo, film muet de 1931, a été un échec (35 000 entrées). Nous sortons à présent Dernier caprice, le cinquième film du lot. Il faut en général attendre de neuf à dix mois entre chaque film, ne pas fatiguer le public. »

Pascal Dauman n'en considère pas moins l'aventure Ōzu positive dans son ensemble, à la fois au plan culturel et au plan commercial : « Les tableaux de Caraccio ne s'émoussent pas. Tout le mal, toute la difficulté de la distribution d'art et d'essai, rappelle-t-elle, vient aujourd'hui du complet divorce entre distributeurs et exploitants : « Les directeurs de salle ne connaissent que leurs trois généraux ! » Pascal Dauman va ressortir un autre film « japonais » très spécial : Anshūan, la dernière œuvre de Josef von Sternberg, tournée au Japon en 1933, qui sera présentée sous le titre choisi par le cinéaste, la Seule Femme sur terre. « Il passera dans une seule salle, précise Pascal Dauman. C'est un film de luxe, un film extrême. Je l'ai découvert au Festival de Gand, j'ai été ébloui. »

LOUIS MARCORELLES.

21-21 JANVIER
BROCANTE
de PARIS
160 antiquaires
et brocanteurs
Porte
Champerret

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
17 bis, av. Daumesnil, 75 - 556-79-15
14 ARTISTES MEXICAINS CHEZ
CLOT, BRAMSEN et GEORGES
Cubans, Gironella, Nieto,
Sotomayor, Toledo, Zarate,
LYTHOGRAPHIES
T.A.J. (et coll.) de 10-18 h., sam. 12-18 h.
Du 6 janvier au 13 février
Mairie d'Anvers, 12^e ARRONDISSEMENT
1, place d'Italie
AUBER
et l'OPÉRA ROMANTIQUE
du 29 janvier au 28 février
Ouvert tous les jours sauf le lundi
de 10 à 18 h.
ENTRÉE GRATUITE

GROUPEMENT DES ANTIQUAIRES DU VEUX-VAL-D'OISE
LES 30-31 JANVIER ET 1^{er} FÉVRIER
12^e Salon d'antiquités
ENGHIEN-LES-BAINS
SALLE DES FÊTES - De 10 h. à 19 h. 30

DESSINS FRANÇAIS CONTEMPORAINS
72 ARTISTES réunis à la
GALERIE DE LA SEITA
12, rue Solfèbre (75) - Métro : Invalides
DU 27 JANVIER AU 10 MARS
Tous les jours de 11 h. à 18 h. (sauf dimanche et jours fériés)
Entrée libre

RIZLA+
Le papier
pour
bien
rouler
vos cigarettes

LE DELTA - OLYMPIC ENTREPOT - STUDIO ST-SÉVERIN
TRANSES
Un film de
Ahmed EL MAANOUNI
AVEC LE CÉLÈBRE GROUPE
NASS EL GHIWANE
— POUR LES SALLES, VOIR LIGNES PROGRAMMES —

**un mélange explosif
de sexe,
d'alcool et de poésie.**

BEN GAZZARA **ORNELLA MUTI**
RÉALISÉ PAR
MARCO FERRERI
**CONTE
DE LA FOLIE ORDINAIRE**
tiré du livre de CHARLES BUKOWSKI

JEAN-PIERRE BISSON
toute honte bue
Atracement génial ! **LIBÉRATION**
« Jean-Pierre Bisson, auteur, metteur en scène, comédien, c'est le théâtre même. » **PAUL-LOUIS MIGNON**
« Notre homme de théâtre le plus « atteints », le plus attachants » **MICHEL COURCELLE - LE MONDE**
« Une tragédie peut-être, mais drôlatique » **LA CROIX**
20 h 30 THEATRE PETIT-FORUM Rens. 297.53.47

U.G.C. ERMITAGE, v.o. - U.G.C. DANTON, v.o. - MIRAMAR, v.o.
MAXVILLE, v.o. - RIO OPERA, v.o. - MISTRAL, v.o.
MAGIC CONVENTION, v.o. - U.G.C. GARE-DE-LYON, v.o.
ARTEL Créteil - ARTEL Nogent - ARTEL Marne-la-Vallée
MELIÉS Montreuil - CARREFOUR Pantin - ALPHA Argenteuil
4 TEMPS La Défense

**Champions du monde
de Judo, Aikido, Karaté, Kendo, Kempo etc...**
Quatre hommes et une femme forment un commando !
FORCE 5
Une production FRED WENTZ/ARTEL/ARTEL
SONY BARRES - RYAN O'NEILL - HARVEY KATZ - EDWARD NORTON
réalisé par FRED WENTZ
Musique de FRED WENTZ
Copyright 1981 Fred Wentz Productions, Inc. - Tous droits réservés. - Réplique interdite.

07/11/2015

Semaine du 29 janvier au 4 février

(Les programmes du mercredi 27 et du jeudi 28 janvier sont en page 28.)

RADIO-TELEVISION

SUR FRANCE-MUSIQUE

En attendant le studio de création radiophonique

Des morceaux d'anthologie

«A cœur ouvert» : les bruits de cette opération sont en ondes qui valent en 1978 le prix Italia au compositeur Jean Koenig et au réalisateur Georges Godebert, qui répète lors de ce relevé physiologique-musical, ces battements «accrédités» ou à pu les entendre, ou les entendre, le 14 janvier dernier. Ce soir-là, sans vraiment prévenir, après la retransmission d'un concert Verdi, une radio non commerciale débarquait dans votre maison. Splendide vacance, quand les silences sensibles agencés d'un son à celui qui suit se font violents. Puis le 21 janvier — entre rediffusion, autre bonheur d'écoute — est venue une œuvre de Maurice Ohana : *Cris*. C'est avec des cadeaux ainsi réitérés que l'on finit avec l'auditeur des «rendez-vous».

Le 28 janvier réserve encore un joli moment : une rediffusion toujours celle de la version initiale de *Leboratoire*, que Luciano Berio enregistrera en 1968 pour honorer une commande de l'ORTF. Dans quelle case seront programmées de telles «grandes réponses» ? Réponse : au menu provisoire du nouveau studio de création radiophonique de France-Musique.

Les stocks sont relativement abondants de ces œuvres commandées à des artistes par la direction des services musicaux de Radio-France, notamment pour l'Atelier de création radiophonique de France-Culture, et qui ne partiront pas d'être repassées ou passées pour la première fois sur l'antenne. Il y a, par exemple, un minimum d'une bonne quarantaine d'émissions correspondant exactement à l'idée de ce que sera une fois défrayée l'attente des «grandes réponses» de France-Musique, le «studio» de création du jeudi soir.

Pour l'instant, Denis Lemery, qui assure actuellement la présentation de ces morceaux d'anthologie d'une radio comme on la réalisait à l'époque du club d'essai de Pierre Sheffer, ne

peut annoncer qu'un seul projet ferme : celui de «cartes postales sonores» qui seraient enregistrées en divers endroits de Paris. Cette œuvre en soi, vantée, revendiquée, et promise par M. René Koenig, directeur des programmes de France-Musique, avant même qu'il ne prenne ses fonctions, est censée à élaborer. En attendant, face aux autres chaînes — et elles en diffuseront, de la musique — elle est l'alternative que seule une chaîne d'état a le moyen de proposer. En Allemagne, on ne regarde pas à ce genre de dépenses. En France ? En France, on garde un silence discret sur les chaînes pratiquées à la radio, on évoque comme une référence le

travail d'un Renaud Gagneux, ou se retranche vers la liste des prix obtenus à l'étranger. On mentionne l'existence de projets : M. René Koenig dit en avoir une quantité, annonce qu'il vient de commander quinze heures d'émissions au compositeur Jean-Claude Eloy.

En attendant... ne manquez pas d'écouter *Leboratoire*. Dans cet hommage à Dante, les architectes sonores de Béro reposent sur un poème d'Eduardo Sanguinetti. D'échos électroniques en dédoublements de voix (ici les Chœurs de Swingle Singers), on se retrouve ailleurs.

MATHILDE LA BARDONNIE.

28 janvier, France-Musique, 21 h 30.

Illustration d'un manuscrit français de la Divine Comédie (XV^e siècle).

Piano, piano, piano

Un dictionnaire sonore

Il est blanc sous les néons multicolores des shows de variété. Il est noir, d'un bel ébène lustré, dans les salons classiques où l'on assiste respectueusement à ses maîtres favoris. Le plus souvent, il est marron ou bistre, tapi comme un grand-père dans l'intimité cosue des salons bourgeois. Dans les «lofts» d'avant-garde, il vire au bleu marine — c'est rare, c'est chic, c'est le «top» : le piano est un canotier, un animal ver-

satile et familier. Emmaloté dans les doudous qui courent sous les portraits de famille où dépotrait quand il se fait bas-tringue de saloon, son apparence communique des révélations inparables sur son propriétaire ; le piano est «jazzy», sérieux ou romantique, «ambiant» ou classique. Tout ce qu'on verra ; il est l'instrument de toutes les occasions, toujours l'instrument de la situation.

ses côtés noceurs, les boléros de fantaisie qui dansent sur les touches, les valseuses guillerettes. On a mis sur le sérieux et les grands noms : on a nommé le côté géologique, les coulisses nautiques et les tristes mercantiles. Les idoles fabriquées, les hit-parades, les tribunes qui distillent le goût, les gloires déchues, balayées et classées par le public changeant, et les impressionnaires calculateurs font aussi partie de l'histoire du piano. Ne sont gardés ici que les heures dorées des stars inoubliables : Glenn Gould, Pollini, Fischer. On ne peut vraiment s'en plaindre.

La couleur du temps

Le piano, ça ne se résume pas : mais à France-Musique, on lui a tout de même confectionné, en forme de dictionnaire, un hommage ; de habits formellement égarés. On épingle proprement les chapitres, qui reviennent en rond pendant quatre après-midi. Il y a l'histoire et la préhistoire, le piano de salon, le piano orchestre, le piano de l'avenir et *tutti quanti*. Denis Lemery commence l'histoire sous les bords du clavier, évoque la batarde du piano-écho, les ardeurs adolescentes de l'âge classique et, pour finir, les furies et les aventures. Comme le guitar, le piano a eu sa période de dérive électrique. Un temps, il a voulu gonfler sa voix.

Car il y a surtout sa voix, cette voix qui a la couleur du temps : algaïque et mal assurée au début, argentine dans les tremolos lillimés, puis, à l'époque du «Pleyel», qui a ses noblesses depuis que, lancée dans les temps d'essai de Frodo, la voix s'est faite inappétissamment métallique.

Entre les sonates de Beethoven et les pièces de Bartok, on aperçoit comment le piano s'est fait pathétiquement échoué, comment il a repoussé sa palette, est devenu pointilliste, s'est adapté au monde impressionniste, concubine il a été, une fois dans les mariages d'acier de Bartok. Denis Lemery fait aussi sa part au répertoire de Weill, de Stravinsky et de Rostrop. Et il faut entendre comment le piano

capte les modes, enregistre les sentiments dans son timbre infini, comment aussi il se réorgane, cristallise les rêves, les émotions, pour figurer enfin un immense palimpseste, une mémoire géante de toutes les attitudes musicales.

Dans le dictionnaire sonore de France-Musique, entre Schubert et Janacek, le piano est un peu noir, un peu gris : on ignore

Pour achever le portrait, on parle avenir : aujourd'hui, le clavier, relevé à la mode, joue avec les bandes magnétiques dans les œuvres contemporaines. Mais le piano en a vu d'autres ; il n'est pas près de quitter la scène.

THIERRY FRESLON.

* Le piano : P.M. du 1^{er} au 5 février, de 14 h à 17 h.

«Rioda» sur A 2

Un si funeste désir

Rioda, de Sylvain Joubert, n'est pas un idéisme comme les autres. Il dépasse la réalité, sociale pour en faire l'effet d'hallucination sur un être fragile et vulnérable. Jean-Marie Pichard, l'appareil mécanicien trépidant, a la bousille de Garrocha. Il est ce qu'on appelle un homme sans qualité, tout juste un individu. Il travaille quotidiennement dans le trou noir d'un garage de province à réparer des voitures de série. C'est un prolétaire aux allures de loubard. Un homme habillé chez Carlin et chaussé chez Carville et une blonde langoureuse tapie dans sa fourrure arrive dans une limousine de rêve : Chevrolet Corvette Turbo. Ses occupants repartent aussitôt pour s'écraser,

contre un platane. A partir de cet instant — où la mort la plus brutale rejoint la vie la plus intense — Jean-Marie Pichard récupère les débris du monstre, devenu objet sacré, pour refaire le trajet funeste de ses occupants. Rioda est l'histoire d'une fascination brutale et absurde où se respire avec délectation l'odeur de la mort. Le talent de Sylvain Joubert, et de Pierre Pouchain, le héros, est d'avoir su imprimer au récit un rythme, une fugacité qui ne sont pas sans rappeler la peinture hyper-réaliste, froide, dure, violente. Un conseil : bien attacher sa ceinture, et regarder, on sera surpris.

MARK GIANNESINI.

Samedi 30 janvier, A 2, 21 h 40.

Vendredi 29 janvier

Un film

L'ANGELOISE DU GARDIEN DE BUT AU MOMENT DU PENALTY

Film allemand de Wim Wenders (1977), avec A. Bruns, K. Fisher, E. Fisher, L. Schwarz, M. Bardischewski, R. Vogler.

A 2, 23 h 5.

* L'errance, la dérive d'un joueur de football devenu assailli. Rencontre d'un roman de Peter Handke et de l'écrivain cinématographique de Wim Wenders dont c'est la deuxième long métrage. Contour d'un film policier selon le cinéaste, suite de situations métaphysiques, c'est à partir de cette œuvre que Wim Wenders apporte du nouveau dans le jeune cinéma allemand.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.

12 h 30 Les valeurs du jour.

13 h Journal.

13 h 25 Émissions régionales.

14 h Télévision sociale.

Émission dominante sciences sociales.

15 h C'est à vous.

15 h 25 L'ère aux enfants.

15 h 45 Questionnement votre.

16 h 50 Les parcs de TF 1.

16 h 55 A la une.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.

20 h Journal.

20 h 35 Téléjournal.

Ballets chorégraphiques d'A. Nikolaïev, M. de Maistre, avec M. Louis, P. Dupuy, J. Guisard.

22 h Téléjournal.

Les émissions de la télévision française : 22 h, C. Dabutin.

Cette nouvelle série d'émissions, présentée par Léon Zitrone, nous

permettra de revoir quelques-unes des premières images de la télévision depuis ses tout débuts en 1928 jusqu'à nos jours. Vues, écrites, etc.

23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 5 Sports : ski.

Championnat du monde à Schladming.

12 h 5 Pensez donc me voir.

12 h 30 Jeu : J'ai le mémoire qui flanche.

13 h 45 Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

13 h 45 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

14 h 50 Série : Les amours des années grises.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

Les Wombles : Vive le village ! Les livres pour nous : Le journal d'un homme.

18 h 55 Tribune libre.

Conférence générale des cadres (O.G.C.).

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 35 Dessins animés : Ulysse St. Xérès ou la vérité engourdie.

20 h Les Jeux.

20 h 30 Le nouveau Vendredi : Carte blanche à Anne Gallard.

Réal. : R. Pieri.

Anne Gallard a défendu les consommateurs sur France-Inter. Écrite en 1979, elle revient sur l'expérience pour une émission mensuelle consacrée à la consommation.

21 h 30 Téléfilm : Chambre vide à louer.

Réal. : M. Rahinovski et Y. Priest.

Un curieux locataire, installé dans une chambre d'hôtel, découvre une agence immobilière, aperçoit dans la tapisserie une jeune femme rousse, éblouie à sa compagnie. Représentation de l'espérance de sa vie !

22 h 25 Journal.

22 h 45 Magazine : Thalassa.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales : Actualité de l'histoire, les multinationales. Dans un libretto : Biographie de l'opéra.

8 h Les chemins de la connaissance : Le territoire quotidien.

8 h 32, Prédiction II, roi de France.

8 h 50, Echoes au hasard.

9 h 7, Matinée des arts du spectacle.

10 h 45, Le texte et la marge : avec X. Kousserov.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musique de matin : Diabaty, Borel, Beethoven, Viviani, Elgar.

6 h 5, Agora : les Chinois, avec le 333. Clavier Laro.

12 h 45, Panorama : avec M. Deleury.

13 h 30, Musiques extra-européennes : racines de la musique africaine.

14 h 5, Sons : Les fêtes de la vigne à Dijon.

14 h 5, Un livre, des voix : «Le Pain de l'étranger», d'E. Troyat.

14 h 45, Les incantations de l'histoire : 14 h 45, Contact.

14 h 45, Pouvoirs de la musique.

14 h 45, Feuilles : «Le Hussard sur le toit», d'A. Blon.

14 h 45, Jazz à l'ancienne.

14 h 45, Les grandes avenues de la musique moderne : la deuxième voie de la navette spatiale.

14 h 45, Relecture : André Suarès.

14 h 45, Black and blue : «L'Homme à la hache», de N. Algren.

14 h 45, Truismes magiques : Varadero 81.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musique de matin : Diabaty, Borel, Beethoven, Viviani, Elgar.

6 h 5, Agora : les Chinois, avec le 333. Clavier Laro.

12 h 45, Panorama : avec M. Deleury.

13 h 30, Musiques extra-européennes : racines de la musique africaine.

14 h 5, Sons : Les fêtes de la vigne à Dijon.

14 h 5, Un livre, des voix : «Le Pain de l'étranger», d'E. Troyat.

14 h 45, Les incantations de l'histoire : 14 h 45, Contact.

14 h 45, Pouvoirs de la musique.

14 h 45, Feuilles : «Le Hussard sur le toit», d'A. Blon.

14 h 45, Jazz à l'ancienne.

14 h 45, Les grandes avenues de la musique moderne : la deuxième voie de la navette spatiale.

14 h 45, Relecture : André Suarès.

14 h 45, Black and blue : «L'Homme à la hache», de N. Algren.

14 h 45, Truismes magiques : Varadero 81.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales : Actualité de l'histoire, les multinationales. Dans un libretto : Biographie de l'opéra.

8 h Les chemins de la connaissance : Le territoire quotidien.

8 h 32, Prédiction II, roi de France.

8 h 50, Echoes au hasard.

9 h 7, Matinée des arts du spectacle.

10 h 45, Le texte et la marge : avec X. Kousserov.

TÉLÉVISIONS FRANCOPHONES

VENDREDI 29 JANVIER

TELE-LUXEMBOURG, 21 h, cinéma : *L'Affaire Dominici*, de C. R. Aubert.

TELE-MONTÉ-CARLO, 20 h 35, cinéma : *Un amour de Tchékhov*, de R. Yovetich.

TELEVISION SUISSE ROMANDE, 20 h 35, cinéma : *Hollywood Story*, de S. J. Turel et G. Ferguson.

TELE 2, 19 h : Arts magazine.

TELEVISION SUISSE ROMANDE, 20 h 35, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

21 h 20 : Les négociations secrètes de Tchékhov ; 23 h, cinéma : *Henriette*, de X. K.

SAMEDI 30 JANVIER

TELE-LUXEMBOURG, 20 h : *Huit ca suiff* ; 21 h, cinéma : *Une soirée japonaise*, de L. K.

TELE-MONTÉ-CARLO, 20 h 35, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

TELEVISION SUISSE ROMANDE, 20 h 35, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

21 h 20 : Les négociations secrètes de Tchékhov ; 23 h, cinéma : *Henriette*, de X. K.

DIMANCHE 31 JANVIER

TELE-LUXEMBOURG, 20 h : *Section* ; 21 h, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

TELE-MONTÉ-CARLO, 20 h 35, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

TELEVISION SUISSE ROMANDE, 20 h 35, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

21 h 20 : Les négociations secrètes de Tchékhov ; 23 h, cinéma : *Henriette*, de X. K.

LUNDI 1^{er} FÉVRIER

TELE-LUXEMBOURG, 20 h : *Section* ; 21 h, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

TELE-MONTÉ-CARLO, 20 h 35, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

TELEVISION SUISSE ROMANDE, 20 h 35, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

21 h 20 : Les négociations secrètes de Tchékhov ; 23 h, cinéma : *Henriette*, de X. K.

MARDI 2 FÉVRIER

TELE-LUXEMBOURG, 20 h : *Section* ; 21 h, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

TELE-MONTÉ-CARLO, 20 h 35, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

TELEVISION SUISSE ROMANDE, 20 h 35, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

21 h 20 : Les négociations secrètes de Tchékhov ; 23 h, cinéma : *Henriette*, de X. K.

MERCREDI 3 FÉVRIER

TELE-LUXEMBOURG, 20 h : *Section* ; 21 h, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

TELE-MONTÉ-CARLO, 20 h 35, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

TELEVISION SUISSE ROMANDE, 20 h 35, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

21 h 20 : Les négociations secrètes de Tchékhov ; 23 h, cinéma : *Henriette*, de X. K.

JEUDI 4 FÉVRIER

TELE-LUXEMBOURG, 20 h : *Section* ; 21 h, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

TELE-MONTÉ-CARLO, 20 h 35, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

TELEVISION SUISSE ROMANDE, 20 h 35, cinéma : *Le chef de famille*, de T. K. K. K.

21 h 20 : Les négociations secrètes de Tchékhov ; 23 h, cinéma : *Henriette*, de X. K.

Chaque semaine
Mondo Dimanche
UNE PAGE
QUALITÉ DU DISQUE

28/1/82

Mardi 2 février

Deux films

LA DESCENTE INFÉRIALE

Film américain de Michael Ritchie (1980), avec R. Redford, G. Hackman, C. Spurr, K.M. Vigler, J. McMullen, C. Doern.

★ Produit par Robert Redford, qui était pas encore une star, un film sur le ski avec séquences de courses et d'épreuves spectaculaires, et description attachante de l'ambiance des champions et de leur psychologie.

PROVINCENCE

Film français d'Alain Resnais (1977), avec D. Bessières, E. Buisson, J. Gleizes, D. Warner, D. Lhomm, E. Stieh, T. Loper.

★ Les autres huchures d'un village breton aux portes de la mort, hanté par les sou-

nirs de sa vie personnelle et par des personnages qui paraissent être ceux de son époque ultime. Tour à tour en anglais — sur un scénario de l'écrivain britannique David Mercer — et très bien doublé en français, le film de scène, superbement maîtrisé, évolue dans le puzzle d'un paysage mental, enchaînant les éléments de réalité et les jeux de l'imaginaire. Méditation sur le processus de la création, la crainte de la violence et de la mort, l'existence fait évidemment penser aux films sauvages d'Ingmar Bergman (1977), mais Resnais, d'une certaine manière, ne s'est pas laissé emporter par le jeu de l'imaginaire. Il demande une attention toute particulière.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h 5 Réponses à tout.
12 h 50 Les visiteurs du jour.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF1 : Familial présent.
A la rencontre de votre enfant : La légende des chevaliers aux cent huitièmes ; 15 h 10 Bon contre un 1984 ; Découvertes (TF1) : Les comètes littéraires ; Les comètes de mon village : Tout ça tout femme.
15 h 15 C'est à vous.
15 h 25 Un, rue Ségur.
15 h 45 Quotidien-matin.
Martine Grima : la belle sœur.
16 h 50 Les paris de TF1.

16 h 5 A la une.
16 h 20 Emissions régionales.
16 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
16 h 50 Dessin animé : Journal.
16 h 55 Variétés : Grand Studio.
17 h 10 Météo.
17 h 15 Les visiteurs du jour.
17 h 20 Les visiteurs du jour.
17 h 25 Les visiteurs du jour.
17 h 30 Les visiteurs du jour.
17 h 35 Les visiteurs du jour.
17 h 40 Les visiteurs du jour.
17 h 45 Les visiteurs du jour.
17 h 50 Les visiteurs du jour.
17 h 55 Les visiteurs du jour.
18 h 00 Les visiteurs du jour.
18 h 05 Les visiteurs du jour.
18 h 10 Les visiteurs du jour.
18 h 15 Les visiteurs du jour.
18 h 20 Les visiteurs du jour.
18 h 25 Les visiteurs du jour.
18 h 30 Les visiteurs du jour.
18 h 35 Les visiteurs du jour.
18 h 40 Les visiteurs du jour.
18 h 45 Les visiteurs du jour.
18 h 50 Les visiteurs du jour.
18 h 55 Les visiteurs du jour.
19 h 00 Les visiteurs du jour.
19 h 05 Les visiteurs du jour.
19 h 10 Les visiteurs du jour.
19 h 15 Les visiteurs du jour.
19 h 20 Les visiteurs du jour.
19 h 25 Les visiteurs du jour.
19 h 30 Les visiteurs du jour.
19 h 35 Les visiteurs du jour.
19 h 40 Les visiteurs du jour.
19 h 45 Les visiteurs du jour.
19 h 50 Les visiteurs du jour.
19 h 55 Les visiteurs du jour.
20 h 00 Les visiteurs du jour.
20 h 05 Les visiteurs du jour.
20 h 10 Les visiteurs du jour.
20 h 15 Les visiteurs du jour.
20 h 20 Les visiteurs du jour.
20 h 25 Les visiteurs du jour.
20 h 30 Les visiteurs du jour.
20 h 35 Les visiteurs du jour.
20 h 40 Les visiteurs du jour.
20 h 45 Les visiteurs du jour.
20 h 50 Les visiteurs du jour.
20 h 55 Les visiteurs du jour.
21 h 00 Les visiteurs du jour.
21 h 05 Les visiteurs du jour.
21 h 10 Les visiteurs du jour.
21 h 15 Les visiteurs du jour.
21 h 20 Les visiteurs du jour.
21 h 25 Les visiteurs du jour.
21 h 30 Les visiteurs du jour.
21 h 35 Les visiteurs du jour.
21 h 40 Les visiteurs du jour.
21 h 45 Les visiteurs du jour.
21 h 50 Les visiteurs du jour.
21 h 55 Les visiteurs du jour.
22 h 00 Les visiteurs du jour.
22 h 05 Les visiteurs du jour.
22 h 10 Les visiteurs du jour.
22 h 15 Les visiteurs du jour.
22 h 20 Les visiteurs du jour.
22 h 25 Les visiteurs du jour.
22 h 30 Les visiteurs du jour.
22 h 35 Les visiteurs du jour.
22 h 40 Les visiteurs du jour.
22 h 45 Les visiteurs du jour.
22 h 50 Les visiteurs du jour.
22 h 55 Les visiteurs du jour.
23 h 00 Les visiteurs du jour.
23 h 05 Les visiteurs du jour.
23 h 10 Les visiteurs du jour.
23 h 15 Les visiteurs du jour.
23 h 20 Les visiteurs du jour.
23 h 25 Les visiteurs du jour.
23 h 30 Les visiteurs du jour.
23 h 35 Les visiteurs du jour.
23 h 40 Les visiteurs du jour.
23 h 45 Les visiteurs du jour.
23 h 50 Les visiteurs du jour.
23 h 55 Les visiteurs du jour.
24 h 00 Les visiteurs du jour.

A force de prendre des claques on apprend la vie.
Belle images microscopiques d'insectes et de plantes exotiques.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 ANTILOPE.
11 h 30 Sports : tél.
Championnat du monde, à Schladming.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 45 Série : Les amours des années grises.
Noli prépare les élections législatives de 1983. Un assassinat est commis près de Poitiers.
14 h Aujourd'hui la vie.
Le logement en question.
15 h 5 Cinéma : La descente infernale.
De M. Ritobio.
16 h 45 Document : Le diable s'en va en fête.
Réal. : C. Lippman.
Les habitants d'un village distants s'interrogent sur l'industrialisation de leur région.
17 h 10 Météo.
17 h 15 Les visiteurs du jour.
17 h 20 Les visiteurs du jour.
17 h 25 Les visiteurs du jour.
17 h 30 Les visiteurs du jour.
17 h 35 Les visiteurs du jour.
17 h 40 Les visiteurs du jour.
17 h 45 Les visiteurs du jour.
17 h 50 Les visiteurs du jour.
17 h 55 Les visiteurs du jour.
18 h 00 Les visiteurs du jour.
18 h 05 Les visiteurs du jour.
18 h 10 Les visiteurs du jour.
18 h 15 Les visiteurs du jour.
18 h 20 Les visiteurs du jour.
18 h 25 Les visiteurs du jour.
18 h 30 Les visiteurs du jour.
18 h 35 Les visiteurs du jour.
18 h 40 Les visiteurs du jour.
18 h 45 Les visiteurs du jour.
18 h 50 Les visiteurs du jour.
18 h 55 Les visiteurs du jour.
19 h 00 Les visiteurs du jour.
19 h 05 Les visiteurs du jour.
19 h 10 Les visiteurs du jour.
19 h 15 Les visiteurs du jour.
19 h 20 Les visiteurs du jour.
19 h 25 Les visiteurs du jour.
19 h 30 Les visiteurs du jour.
19 h 35 Les visiteurs du jour.
19 h 40 Les visiteurs du jour.
19 h 45 Les visiteurs du jour.
19 h 50 Les visiteurs du jour.
19 h 55 Les visiteurs du jour.
20 h 00 Les visiteurs du jour.
20 h 05 Les visiteurs du jour.
20 h 10 Les visiteurs du jour.
20 h 15 Les visiteurs du jour.
20 h 20 Les visiteurs du jour.
20 h 25 Les visiteurs du jour.
20 h 30 Les visiteurs du jour.
20 h 35 Les visiteurs du jour.
20 h 40 Les visiteurs du jour.
20 h 45 Les visiteurs du jour.
20 h 50 Les visiteurs du jour.
20 h 55 Les visiteurs du jour.
21 h 00 Les visiteurs du jour.
21 h 05 Les visiteurs du jour.
21 h 10 Les visiteurs du jour.
21 h 15 Les visiteurs du jour.
21 h 20 Les visiteurs du jour.
21 h 25 Les visiteurs du jour.
21 h 30 Les visiteurs du jour.
21 h 35 Les visiteurs du jour.
21 h 40 Les visiteurs du jour.
21 h 45 Les visiteurs du jour.
21 h 50 Les visiteurs du jour.
21 h 55 Les visiteurs du jour.
22 h 00 Les visiteurs du jour.
22 h 05 Les visiteurs du jour.
22 h 10 Les visiteurs du jour.
22 h 15 Les visiteurs du jour.
22 h 20 Les visiteurs du jour.
22 h 25 Les visiteurs du jour.
22 h 30 Les visiteurs du jour.
22 h 35 Les visiteurs du jour.
22 h 40 Les visiteurs du jour.
22 h 45 Les visiteurs du jour.
22 h 50 Les visiteurs du jour.
22 h 55 Les visiteurs du jour.
23 h 00 Les visiteurs du jour.
23 h 05 Les visiteurs du jour.
23 h 10 Les visiteurs du jour.
23 h 15 Les visiteurs du jour.
23 h 20 Les visiteurs du jour.
23 h 25 Les visiteurs du jour.
23 h 30 Les visiteurs du jour.
23 h 35 Les visiteurs du jour.
23 h 40 Les visiteurs du jour.
23 h 45 Les visiteurs du jour.
23 h 50 Les visiteurs du jour.
23 h 55 Les visiteurs du jour.
24 h 00 Les visiteurs du jour.

La retraite à soixante ans et le député

LES DOSSIERS DE L'ECRAN

LE POUVOIR D'INTERIE

A 2, 20 h 45

Commandé sous l'ancien régime, ce téléfilm, qui servira de prototype aux « Dossiers de l'écran », est tiré du « Mal français », d'Alain Peyrefitte. On y voit un jeune député, Alain Motet (il ressemble assez à son modèle), livrer un combat de trépas pour obtenir la répartition d'une injonction. Depuis 1945, les mineurs de fond ont obtenu la retraite à cinquante ans. Dans les mines d'argile, où les conditions de travail sont pourtant tout

aussi pénibles, la retraite des glaciers est toujours fixée à soixante-cinq ans. Député, bien sûr, Peyrefitte, alias Motet, essaiera au vain de l'avancer à soixante ans. On croit voir arriver enfin, à chaque tournant, la victoire de ces gueules grises. Et puis non, nouveau refus, nouvelles démarches, nouvel espoir : ça rebondit, ça repart, on dirait un film policier. La force d'inertie de l'administration équivaut-elle à un contre-pouvoir ? Ce sera tout l'objet du débat de ce soir. — C. S.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

LE MINISTÈRE DES UNIVERSITÉS

A 2, 20 h 45

10 h 10 Pour les jeunes.
10 h 15 Pour les jeunes.
10 h 20 Pour les jeunes.
10 h 25 Pour les jeunes.
10 h 30 Pour les jeunes.
10 h 35 Pour les jeunes.
10 h 40 Pour les jeunes.
10 h 45 Pour les jeunes.
10 h 50 Pour les jeunes.
10 h 55 Pour les jeunes.
11 h 00 Pour les jeunes.
11 h 05 Pour les jeunes.
11 h 10 Pour les jeunes.
11 h 15 Pour les jeunes.
11 h 20 Pour les jeunes.
11 h 25 Pour les jeunes.
11 h 30 Pour les jeunes.
11 h 35 Pour les jeunes.
11 h 40 Pour les jeunes.
11 h 45 Pour les jeunes.
11 h 50 Pour les jeunes.
11 h 55 Pour les jeunes.
12 h 00 Pour les jeunes.
12 h 05 Pour les jeunes.
12 h 10 Pour les jeunes.
12 h 15 Pour les jeunes.
12 h 20 Pour les jeunes.
12 h 25 Pour les jeunes.
12 h 30 Pour les jeunes.
12 h 35 Pour les jeunes.
12 h 40 Pour les jeunes.
12 h 45 Pour les jeunes.
12 h 50 Pour les jeunes.
12 h 55 Pour les jeunes.
13 h 00 Pour les jeunes.
13 h 05 Pour les jeunes.
13 h 10 Pour les jeunes.
13 h 15 Pour les jeunes.
13 h 20 Pour les jeunes.
13 h 25 Pour les jeunes.
13 h 30 Pour les jeunes.
13 h 35 Pour les jeunes.
13 h 40 Pour les jeunes.
13 h 45 Pour les jeunes.
13 h 50 Pour les jeunes.
13 h 55 Pour les jeunes.
14 h 00 Pour les jeunes.
14 h 05 Pour les jeunes.
14 h 10 Pour les jeunes.
14 h 15 Pour les jeunes.
14 h 20 Pour les jeunes.
14 h 25 Pour les jeunes.
14 h 30 Pour les jeunes.
14 h 35 Pour les jeunes.
14 h 40 Pour les jeunes.
14 h 45 Pour les jeunes.
14 h 50 Pour les jeunes.
14 h 55 Pour les jeunes.
15 h 00 Pour les jeunes.
15 h 05 Pour les jeunes.
15 h 10 Pour les jeunes.
15 h 15 Pour les jeunes.
15 h 20 Pour les jeunes.
15 h 25 Pour les jeunes.
15 h 30 Pour les jeunes.
15 h 35 Pour les jeunes.
15 h 40 Pour les jeunes.
15 h 45 Pour les jeunes.
15 h 50 Pour les jeunes.
15 h 55 Pour les jeunes.
16 h 00 Pour les jeunes.
16 h 05 Pour les jeunes.
16 h 10 Pour les jeunes.
16 h 15 Pour les jeunes.
16 h 20 Pour les jeunes.
16 h 25 Pour les jeunes.
16 h 30 Pour les jeunes.
16 h 35 Pour les jeunes.
16 h 40 Pour les jeunes.
16 h 45 Pour les jeunes.
16 h 50 Pour les jeunes.
16 h 55 Pour les jeunes.
17 h 00 Pour les jeunes.
17 h 05 Pour les jeunes.
17 h 10 Pour les jeunes.
17 h 15 Pour les jeunes.
17 h 20 Pour les jeunes.
17 h 25 Pour les jeunes.
17 h 30 Pour les jeunes.
17 h 35 Pour les jeunes.
17 h 40 Pour les jeunes.
17 h 45 Pour les jeunes.
17 h 50 Pour les jeunes.
17 h 55 Pour les jeunes.
18 h 00 Pour les jeunes.
18 h 05 Pour les jeunes.
18 h 10 Pour les jeunes.
18 h 15 Pour les jeunes.
18 h 20 Pour les jeunes.
18 h 25 Pour les jeunes.
18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 35 Pour les jeunes.
18 h 40 Pour les jeunes.
18 h 45 Pour les jeunes.
18 h 50 Pour les jeunes.
18 h 55 Pour les jeunes.
19 h 00 Pour les jeunes.
19 h 05 Pour les jeunes.
19 h 10 Pour les jeunes.
19 h 15 Pour les jeunes.
19 h 20 Pour les jeunes.
19 h 25 Pour les jeunes.
19 h 30 Pour les jeunes.
19 h 35 Pour les jeunes.
19 h 40 Pour les jeunes.
19 h 45 Pour les jeunes.
19 h 50 Pour les jeunes.
19 h 55 Pour les jeunes.
20 h 00 Pour les jeunes.
20 h 05 Pour les jeunes.
20 h 10 Pour les jeunes.
20 h 15 Pour les jeunes.
20 h 20 Pour les jeunes.
20 h 25 Pour les jeunes.
20 h 30 Pour les jeunes.
20 h 35 Pour les jeunes.
20 h 40 Pour les jeunes.
20 h 45 Pour les jeunes.
20 h 50 Pour les jeunes.
20 h 55 Pour les jeunes.
21 h 00 Pour les jeunes.
21 h 05 Pour les jeunes.
21 h 10 Pour les jeunes.
21 h 15 Pour les jeunes.
21 h 20 Pour les jeunes.
21 h 25 Pour les jeunes.
21 h 30 Pour les jeunes.
21 h 35 Pour les jeunes.
21 h 40 Pour les jeunes.
21 h 45 Pour les jeunes.
21 h 50 Pour les jeunes.
21 h 55 Pour les jeunes.
22 h 00 Pour les jeunes.
22 h 05 Pour les jeunes.
22 h 10 Pour les jeunes.
22 h 15 Pour les jeunes.
22 h 20 Pour les jeunes.
22 h 25 Pour les jeunes.
22 h 30 Pour les jeunes.
22 h 35 Pour les jeunes.
22 h 40 Pour les jeunes.
22 h 45 Pour les jeunes.
22 h 50 Pour les jeunes.
22 h 55 Pour les jeunes.
23 h 00 Pour les jeunes.
23 h 05 Pour les jeunes.
23 h 10 Pour les jeunes.
23 h 15 Pour les jeunes.
23 h 20 Pour les jeunes.
23 h 25 Pour les jeunes.
23 h 30 Pour les jeunes.
23 h 35 Pour les jeunes.
23 h 40 Pour les jeunes.
23 h 45 Pour les jeunes.
23 h 50 Pour les jeunes.
23 h 55 Pour les jeunes.
24 h 00 Pour les jeunes.

FRANCE-CULTURE

A 2, 20 h 45

10 h 10 Pour les jeunes.
10 h 15 Pour les jeunes.
10 h 20 Pour les jeunes.
10 h 25 Pour les jeunes.
10 h 30 Pour les jeunes.
10 h 35 Pour les jeunes.
10 h 40 Pour les jeunes.
10 h 45 Pour les jeunes.
10 h 50 Pour les jeunes.
10 h 55 Pour les jeunes.
11 h 00 Pour les jeunes.
11 h 05 Pour les jeunes.
11 h 10 Pour les jeunes.
11 h 15 Pour les jeunes.
11 h 20 Pour les jeunes.
11 h 25 Pour les jeunes.
11 h 30 Pour les jeunes.
11 h 35 Pour les jeunes.
11 h 40 Pour les jeunes.
11 h 45 Pour les jeunes.
11 h 50 Pour les jeunes.
11 h 55 Pour les jeunes.
12 h 00 Pour les jeunes.
12 h 05 Pour les jeunes.
12 h 10 Pour les jeunes.
12 h 15 Pour les jeunes.
12 h 20 Pour les jeunes.
12 h 25 Pour les jeunes.
12 h 30 Pour les jeunes.
12 h 35 Pour les jeunes.
12 h 40 Pour les jeunes.
12 h 45 Pour les jeunes.
12 h 50 Pour les jeunes.
12 h 55 Pour les jeunes.
13 h 00 Pour les jeunes.
13 h 05 Pour les jeunes.
13 h 10 Pour les jeunes.
13 h 15 Pour les jeunes.
13 h 20 Pour les jeunes.
13 h 25 Pour les jeunes.
13 h 30 Pour les jeunes.
13 h 35 Pour les jeunes.
13 h 40 Pour les jeunes.
13 h 45 Pour les jeunes.
13 h 50 Pour les jeunes.
13 h 55 Pour les jeunes.
14 h 00 Pour les jeunes.
14 h 05 Pour les jeunes.
14 h 10 Pour les jeunes.
14 h 15 Pour les jeunes.
14 h 20 Pour les jeunes.
14 h 25 Pour les jeunes.
14 h 30 Pour les jeunes.
14 h 35 Pour les jeunes.
14 h 40 Pour les jeunes.
14 h 45 Pour les jeunes.
14 h 50 Pour les jeunes.
14 h 55 Pour les jeunes.
15 h 00 Pour les jeunes.
15 h 05 Pour les jeunes.
15 h 10 Pour les jeunes.
15 h 15 Pour les jeunes.
15 h 20 Pour les jeunes.
15 h 25 Pour les jeunes.
15 h 30 Pour les jeunes.
15 h 35 Pour les jeunes.
15 h 40 Pour les jeunes.
15 h 45 Pour les jeunes.
15 h 50 Pour les jeunes.
15 h 55 Pour les jeunes.
16 h 00 Pour les jeunes.
16 h 05 Pour les jeunes.
16 h 10 Pour les jeunes.
16 h 15 Pour les jeunes.
16 h 20 Pour les jeunes.
16 h 25 Pour les jeunes.
16 h 30 Pour les jeunes.
16 h 35 Pour les jeunes.
16 h 40 Pour les jeunes.
16 h 45 Pour les jeunes.
16 h 50 Pour les jeunes.
16 h 55 Pour les jeunes.
17 h 00 Pour les jeunes.
17 h 05 Pour les jeunes.
17 h 10 Pour les jeunes.
17 h 15 Pour les jeunes.
17 h 20 Pour les jeunes.
17 h 25 Pour les jeunes.
17 h 30 Pour les jeunes.
17 h 35 Pour les jeunes.
17 h 40 Pour les jeunes.
17 h 45 Pour les jeunes.
17 h 50 Pour les jeunes.
17 h 55 Pour les jeunes.
18 h 00 Pour les jeunes.
18 h 05 Pour les jeunes.
18 h 10 Pour les jeunes.
18 h 15 Pour les jeunes.
18 h 20 Pour les jeunes.
18 h 25 Pour les jeunes.
18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 35 Pour les jeunes.
18 h 40 Pour les jeunes.
18 h 45 Pour les jeunes.
18 h 50 Pour les jeunes.
18 h 55 Pour les jeunes.
19 h 00 Pour les jeunes.
19 h 05 Pour les jeunes.
19 h 10 Pour les jeunes.
19 h 15 Pour les jeunes.
19 h 20 Pour les jeunes.
19 h 25 Pour les jeunes.
19 h 30 Pour les jeunes.
19 h 35 Pour les jeunes.
19 h 40 Pour les jeunes.
19 h 45 Pour les jeunes.
19 h 50 Pour les jeunes.
19 h 55 Pour les jeunes.
20 h 00 Pour les jeunes.
20 h 05 Pour les jeunes.
20 h 10 Pour les jeunes.
20 h 15 Pour les jeunes.
20 h 20 Pour les jeunes.
20 h 25 Pour les jeunes.
20 h 30 Pour les jeunes.
20 h 35 Pour les jeunes.
20 h 40 Pour les jeunes.
20 h 45 Pour les jeunes.
20 h 50 Pour les jeunes.
20 h 55 Pour les jeunes.
21 h 00 Pour les jeunes.
21 h 05 Pour les jeunes.
21 h 10 Pour les jeunes.
21 h 15 Pour les jeunes.
21 h 20 Pour les jeunes.
21 h 25 Pour les jeunes.
21 h 30 Pour les jeunes.
21 h 35 Pour les jeunes.
21 h 40 Pour les jeunes.
21 h 45 Pour les jeunes.
21 h 50 Pour les jeunes.
21 h 55 Pour les jeunes.
22 h 00 Pour les jeunes.
22 h 05 Pour les jeunes.
22 h 10 Pour les jeunes.
22 h 15 Pour les jeunes.
22 h 20 Pour les jeunes.
22 h 25 Pour les jeunes.
22 h 30 Pour les jeunes.
22 h 35 Pour les jeunes.
22 h 40 Pour les jeunes.
22 h 45 Pour les jeunes.
22 h 50 Pour les jeunes.
22 h 55 Pour les jeunes.
23 h 00 Pour les jeunes.
23 h 05 Pour les jeunes.
23 h 10 Pour les jeunes.
23 h 15 Pour les jeunes.
23 h 20 Pour les jeunes.
23 h 25 Pour les jeunes.
23 h 30 Pour les jeunes.
23 h 35 Pour les jeunes.
23 h 40 Pour les jeunes.
23 h 45 Pour les jeunes.
23 h 50 Pour les jeunes.
23 h 55 Pour les jeunes.
24 h 00 Pour les jeunes.

18 h 30, Bonnes nouvelles, grands comédiens : « L'Alphabète » de G. Leautaud, lu par O. Laure ; « La Fénix », lu par M. Lonsdale.
19 h 25, Jazz à Parisienne.
19 h 30, Sciences : Les cultures vivrières.
20 h, Dossiers : Les inégalités de la santé, avec J. Balit et H. Brun.
21 h 15, Musiques de notre temps : Martine Joly.
22 h 30, Vrais magnétiques : Risques de turbulence ; James Joyce.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : Œuvres de Vivaldi, Mozart, Albinetti ; 7 h 5, Musiques du matin : Œuvres de Mozart, Bachmann, Schubert ; 8 h 2, Quotidien-Musique ; 9 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 10 h 2, Quotidien-Musique ; 10 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 11 h 2, Quotidien-Musique ; 11 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 12 h 2, Quotidien-Musique ; 12 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 13 h 2, Quotidien-Musique ; 13 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 14 h 2, Quotidien-Musique ; 14 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 15 h 2, Quotidien-Musique ; 15 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 16 h 2, Quotidien-Musique ; 16 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 17 h 2, Quotidien-Musique ; 17 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 18 h 2, Quotidien-Musique ; 18 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 19 h 2, Quotidien-Musique ; 19 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 20 h 2, Quotidien-Musique ; 20 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 21 h 2, Quotidien-Musique ; 21 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 22 h 2, Quotidien-Musique ; 22 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 23 h 2, Quotidien-Musique ; 23 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L. ; 24 h 2, Quotidien-Musique ; 24 h 5, D'une oreille l'autre : Œuvres de Lisszt, Liszt, Bartok, Prokofiev, N. O. L.

Mercredi 3 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

9 h 55 Ski : championnat du monde.
11 h Ski : championnat du monde (et à 12 h 25).
12 h Réponses à tout.
12 h 50 Les visiteurs du jour.
13 h Journal.
13 h 40 Un métier pour demain : les juristes d'entreprise.
13 h 55 Les visiteurs du jour.
14 h 55 Les visiteurs du jour.
15 h 10 Bon contre un 1984 ; Découvertes (TF1) : Les comètes littéraires ; Les comètes de mon village : Tout ça tout femme.
15 h 15 C'est à vous.
15 h 25 Un, rue Ségur.
15 h 45 Quotidien-matin.
Martine Grima : la belle sœur.
16 h 50 Les paris de TF1.
16 h 5 A la une.
16 h 20 Emissions régionales.
16 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
16 h 50 Dessin animé : Journal.
16 h 55 Variétés : Grand Studio.
17 h 10 Météo.
17 h 15 Les visiteurs du jour.
17 h 20 Les visiteurs du jour.
17 h 25 Les visiteurs du jour.
17 h 30 Les visiteurs du jour.
17 h 35 Les visiteurs du jour.
17 h 40 Les visiteurs du jour.
17 h 45 Les visiteurs du jour.
17 h 50 Les visiteurs du jour.
17 h 55 Les visiteurs du jour.
18 h 00 Les visiteurs du jour.
18 h 05 Les visiteurs du jour.
18 h 10 Les visiteurs du jour.
18 h 15 Les visiteurs du jour.
18 h 20 Les visiteurs du jour.
18 h 25 Les visiteurs du jour.
18 h 30 Les visiteurs du jour.
18 h 35 Les visiteurs du jour.
18 h 40 Les visiteurs du jour.
18 h 45 Les visiteurs du jour.
18 h 50 Les visiteurs du jour.
18 h 55 Les visiteurs du jour.
19 h 00 Les visiteurs du jour.
19 h 05 Les visiteurs du jour.
19 h 10 Les visiteurs du jour.
19 h 15 Les visiteurs du jour.
19 h 20 Les visiteurs du jour.
19 h 25 Les visiteurs du jour.
19 h 30 Les visiteurs du jour.
19 h 35 Les visiteurs du jour.
19 h 40 Les visiteurs du jour.
19 h 45 Les visiteurs du jour.
19 h 50 Les visiteurs du jour.
19 h 55 Les visiteurs du jour.
20 h 00 Les visiteurs du jour.
20 h 05 Les visiteurs du jour.
20 h 10 Les visiteurs du jour.
20 h 15 Les visiteurs du jour.
20 h 20 Les visiteurs du jour.
20 h 25 Les visiteurs du jour.
20 h 30 Les visiteurs du jour.
20 h 35 Les visiteurs du jour.
20 h 40 Les visiteurs du jour.
20 h 45 Les visiteurs du jour.
20 h 50 Les visiteurs du jour.
20 h 55 Les visiteurs du jour.
21 h 00 Les visiteurs du jour.
21 h 05 Les visiteurs du jour.
21 h 10 Les visiteurs du jour.
21 h 15 Les visiteurs du jour.
21 h 20 Les visiteurs du jour.
21 h 25 Les visiteurs du jour.
21 h 30 Les visiteurs du jour.
21 h 35 Les visiteurs du jour.
21 h 40 Les visiteurs du jour.
21 h 45 Les visiteurs du jour.
21 h 50 Les visiteurs du jour.
21 h 55 Les visiteurs du jour.
22 h 00 Les visiteurs du jour.
22 h 05 Les visiteurs du jour.
22 h 10 Les visiteurs du jour.
22 h 15 Les visiteurs du jour.
22 h 20 Les visiteurs du jour.
22 h 25 Les visiteurs du jour.
22 h 30 Les visiteurs du jour.
22 h 35 Les visiteurs du jour.
22 h 40 Les visiteurs du jour.
22 h 45 Les visiteurs du jour.
22 h 50 Les visiteurs du jour.
22 h 55 Les visiteurs du jour.
23 h 00 Les visiteurs du jour.
23 h 05 Les visiteurs du jour.
23 h 10 Les visiteurs du jour.
23 h 15 Les visiteurs du jour.
23 h 20 Les visiteurs du jour.
23 h 25 Les visiteurs du jour.
23 h 30 Les visiteurs du jour.
23 h 35 Les visiteurs du jour.
23 h 40 Les visiteurs du jour.
23 h 45 Les visiteurs du jour.
23 h 50 Les visiteurs du jour.
23 h 55 Les visiteurs du jour.
24 h 00 Les visiteurs du jour.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 ANTILOPE.
11 h 30 Sports : tél.
Championnat du monde, à Schladming.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 45 Série : Les amours des années grises.
Noli prépare les élections législatives de 1983. Un assassinat est commis près de Poitiers.
14 h Aujourd'hui la vie.
Le logement en question.
15 h 5 Cinéma : La descente infernale.
De M. Ritobio.
16 h 45 Document : Le diable s'en va en fête.
Réal. : C. Lippman.
Les habitants d'un village distants s'interrogent sur l'industrialisation de leur région.
17 h 10 Météo.
17 h 15 Les visiteurs du jour.
17 h 20 Les visiteurs du jour.
17 h 25 Les visiteurs du jour.
17 h 30 Les visiteurs du jour.
17 h 35 Les visiteurs du jour.
17 h 40 Les visiteurs du jour.
17 h 45 Les visiteurs du jour.
17 h 50 Les visiteurs du jour.
17 h 55 Les visiteurs du jour.
18 h 00 Les visiteurs du jour.
18 h 05 Les visiteurs du jour.
18 h 10 Les visiteurs du jour.
18 h 15 Les visiteurs du jour.
18 h 20 Les visiteurs du jour.
18 h 25 Les visiteurs du jour.
18 h 30 Les visiteurs du jour.
18 h 35 Les visiteurs du jour.
18 h 40 Les visiteurs du jour.
18 h 45 Les visiteurs du jour.
18 h 50 Les visiteurs du jour.
18 h 55 Les visiteurs du jour.
19 h 00 Les visiteurs du jour.
19 h 05 Les visiteurs du jour.
19 h 10 Les visiteurs du jour.
19 h 15 Les visiteurs du jour.
19 h 20 Les visiteurs du jour.
19 h 25 Les visiteurs du jour.
19 h 30 Les visiteurs du jour.
19 h 35 Les visiteurs du jour.
19 h 40 Les visiteurs du jour.
19 h 45 Les visiteurs du jour.
19 h 50 Les visiteurs du jour.
19 h 55 Les visiteurs du jour.
20 h 00 Les visiteurs du jour.
20 h 05 Les visiteurs du jour.
20 h 10 Les visiteurs du jour.
20 h 15 Les visiteurs du jour.
20 h 20 Les visiteurs du jour.
20 h 25 Les visiteurs du jour.
20 h 30 Les visiteurs du jour.
20 h 35 Les visiteurs du jour.
20 h 40 Les visiteurs du jour.
20 h 45 Les visiteurs du jour.
20 h 50 Les visiteurs du jour.
20 h 55 Les visiteurs du jour.
21 h 00 Les visiteurs du jour.
21 h 05 Les visiteurs du jour.
21 h 10 Les visiteurs du jour.
21 h 15 Les visiteurs du jour.
21 h 20 Les visiteurs du jour.
21 h 25 Les visiteurs du jour.
21 h 30 Les visiteurs du jour.
21 h 35 Les visiteurs du jour.
21 h 40 Les visiteurs du jour.
21 h 45 Les visiteurs du jour.
21 h 50 Les visiteurs du jour.
21 h 55 Les visiteurs du jour.
22 h 00 Les visiteurs du jour.
22 h 05 Les visiteurs du jour.
22 h 10 Les visiteurs du jour.
22 h 15 Les visiteurs du jour.
22 h 20 Les visiteurs du jour.
22 h 25 Les visiteurs du jour.
22 h 30 Les visiteurs du jour.
22 h 35 Les visiteurs du jour.
22 h 40 Les visiteurs du jour.
22 h 45 Les visiteurs du jour.
22 h 50 Les visiteurs du jour.
22 h 55 Les visiteurs du jour.
23 h 00 Les visiteurs du jour.
23 h 05 Les visiteurs du jour.
23 h 10 Les visiteurs du jour.
23 h 15 Les visiteurs du jour.
23 h 20 Les visiteurs du jour.
23 h 25 Les visiteurs du jour.
23 h 30 Les

CINEMA

LES FILMS NOUVEAUX

DRINKER - CAPRICE, film japonais de Yasujiro Ozu, v.o. Studio. Gil-le-Gour, s. (338-80-25) 45-25.
OLYMPIA, film de J. H. (581-10-80) Olympia-Kinist pôt, 14 (542-97-42). ...

ESPION LIVE-TOP, film, Française d'Yves Boisset : Best, s. (338-63-93) : U.G.C. Opéra, s. (261-50-23) : Artaud, s. (222-57-97) : U.G.C. Odéon, s. (335-71-08) : Normandie, s. (359-41-18) : Helder, s. (770-11-24) : U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-00-59) : U.G.C. : Sobel, 13 (332-52-43) : Michèle, 14 (338-52-43) : Magic-Convention, 15 (220-20-64) : Muraat, 15 (581-93-75) : Paramount-Mallory, 17 (758-24-24) : Cléry-Patin, 18 (522-46-01) : Cinéma 19e (206-

[illegible]

français de Jean - Claude
Bistat : Action-République, 11
(805-51-33).

**MA FEMME S'APPELLE RE-
VINS**, film français de Pa-
tricia Leconte : Gaumont-Pa-
ris, 1^{er} (297-46-70) ; Barlitz, 3^e
(742-33-70) ; Pathé, 2^e (832-
70-38) ; Quintette, 2^e (832-
92-83) ; Concord, 5^e (359-
04-67) ; Nations, 12^e (331-
80-74) ; Montparnasse-Pathé,
1^{er} (323-19-35) ; Convention
Saint-Charles, 15^e (679-33-00) ;
Wepler, 18^e (328-48-01) ; Gau-
mont-Gambetta, 20^e (638-
33-33).

KAMAN TRESE CHIERE, film
americain de Frank Perry,
v.d. : Movies, 1^{er} (285-42-59) :
Paramount-Odéon, 8^e (325-
58-53) : Paramount-City, 8^e
(325-78-78) : Paramount-
Parnasse, 14^e (325-90-10) : v.f. :
Paramount-Opéra, 9^e (282-
50-32) : Paramount-Galerie,
15^e (880-18-63) : Conventions
St-Etienne, 1^{er} (880-18-63) :
Pasey, 1^{er} (225-51-34) : Par-
amount-Montmartre, 1^{er} (805-
34-32).

SAYAT NOVA, film soviétique
de Sergé Paradjanov, v.d. :
Comcoe, 8^e (544-28-80) : Olym-
pic-Luxembourg, 8^e (823-
97-77) : A. Bégin, 12^e (823-
97-77).

SHE DANCES ALONE. Film austro-américain de Robert Dornheim, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3^e (271-52-36) ; Studio Cujas, 5^e (354-89-22) ; Klysée-Litcolin, 8^e (359-36-14).

FRANÇES. Film marocain d'Ahmed El Mhamoudi, v.o. : Saitt-Séverin, 5^e (354-50-81) ; Delta, 8^e (578-02-18) ; Olympic, 14^e (542-87-52).


OLYMPIC-ST-GERMAIN

UN FILM ÉCRIT, PHOTOGRAPHIÉ
ET RÉALISÉ PAR

**JOSEF
VON STERNBERG**
LA SEULE FEMME
SUR TERRE

STAGES d'ANGLAIS à OXFORD

en cours individuels
Formation continue
toute l'année - tous niveaux
une semaine ou moins - 15h, 30h
ou 45h de cours par semaine
séjours également pour scolaires
et étudiants

 **OXFORD**
INTENSIVE
SCHOOL
OF ENGLISH

21, rue Deschêtrasse Renardou
76015 Paris - Tél. (1) 533.13.02

MAQUETTISTES
Copies couleurs
Qualité photographique
professionnelle.
FORMAT 21x29,7 ou 29,7x42
DELAI 24 H - URGENCES: 6 MINUTES
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL
PARIS-12° ☎ 347.21.32

Les festivals

HITCHCOCK (v.o.). Châtelot-Victoria, 1^{re} (508-94-14) 13 h 30
Rebecca, 20 h 15 : Les Oiseaux.
Saint-Ambroise, 1^{re} (700-89-15) 12 h 15 :
J. 23 h 30 : Le Procès Paradine.
Edwards : Boite à films, 17^{re} (822-44-21) J. V. 1^{re} Mar. 14 h 30 :
Black Mail, 16 h 15 : Skin Game.
18 h 15 : Number Seventeen.
20 h 15 : Rich and Strange.

22, h. 15 : Murder.
DOUGLAS FAIRBANKS, Marais (4*) (278-47-86) Mar., V., D., Mar. : le Voleur de Bagdad, J. S., L. : Les Trois Mousquetaires.
BUSTER KRATON, Marais (4*) (278-47-86) Mar. : le Mécano de la Général., J. : Flançais en folie, V. : le Dernier Round., S. : Steamboat Bill Jr. D. : Sharick Jr. L. : les Trois Ages, Mar. : les Lois de l'hospitalité.

MARC BROUERS (v.o.) Michel
BROUERS (v.o.) Michel
nuit à l'Opéra. 3. Explorations
en folie v. Moins de 20. 5.
L'opéra. 20. 10. 15. 20. 25.
un grand magasin. L. : Cherebourg
Ch. Mor. : Plumes de cheval.

LEONARD (v.o.) Michel
DIO (v.o.) Bonaparte. 6 (328-
13-14) 14 L. 1. Le Monde sans pleurs
de la violence. 18. 1. Les Sept
Volontés. 20. 8. Du haut de la
tour.

SÉRIATE DU CINEMA AMERICAIN
(v.o.) Actuel La Pyralite. 5.
L'opéra. 20. 10. 15. 20. 25.
Ice v. Plumes de cheval. 5. Ra-
chisme. Luke. 10. 15. 20. 25.
froide. L. 1. 15. 20. 25.

SÉRIATE DU CINEMA FRANÇAIS
(v.o.) Actuel La Pyralite. 5.
22. 8. 10. 15. 20. 25. 30. 35. 40. 45. 50. 55. 60. 65. 70. 75. 80. 85. 90. 95. 100. 105. 110. 115. 120. 125. 130. 135. 140. 145. 150. 155. 160. 165. 170. 175. 180. 185. 190. 195. 200. 205. 210. 215. 220. 225. 230. 235. 240. 245. 250. 255. 260. 265. 270. 275. 280. 285. 290. 295. 300. 305. 310. 315. 320. 325. 330. 335. 340. 345. 350. 355. 360. 365. 370. 375. 380. 385. 390. 395. 400. 405. 410. 415. 420. 425. 430. 435. 440. 445. 450. 455. 460. 465. 470. 475. 480. 485. 490. 495. 500. 505. 510. 515. 520. 525. 530. 535. 540. 545. 550. 555. 560. 565. 570. 575. 580. 585. 590. 595. 600. 605. 610. 615. 620. 625. 630. 635. 640. 645. 650. 655. 660. 665. 670. 675. 680. 685. 690. 695. 700. 705. 710. 715. 720. 725. 730. 735. 740. 745. 750. 755. 760. 765. 770. 775. 780. 785. 790. 795. 800. 805. 810. 815. 820. 825. 830. 835. 840. 845. 850. 855. 860. 865. 870. 875. 880. 885. 890. 895. 900. 905. 910. 915. 920. 925. 930. 935. 940. 945. 950. 955. 960. 965. 970. 975. 980. 985. 990. 995. 1000. 1005. 1010. 1015. 1020. 1025. 1030. 1035. 1040. 1045. 1050. 1055. 1060. 1065. 1070. 1075. 1080. 1085. 1090. 1095. 1100. 1105. 1110. 1115. 1120. 1125. 1130. 1135. 1140. 1145. 1150. 1155. 1160. 1165. 1170. 1175. 1180. 1185. 1190. 1195. 1200. 1205. 1210. 1215. 1220. 1225. 1230. 1235. 1240. 1245. 1250. 1255. 1260. 1265. 1270. 1275. 1280. 1285. 1290. 1295. 1300. 1305. 1310. 1315. 1320. 1325. 1330. 1335. 1340. 1345. 1350. 1355. 1360. 1365. 1370. 1375. 1380. 1385. 1390. 1395. 1400. 1405. 1410. 1415. 1420. 1425. 1430. 1435. 1440. 1445. 1450. 1455. 1460. 1465. 1470. 1475. 1480. 1485. 1490. 1495. 1500. 1505. 1510. 1515. 1520. 1525. 1530. 1535. 1540. 1545. 1550. 1555. 1560. 1565. 1570. 1575. 1580. 1585. 1590. 1595. 1600. 1605. 1610. 1615. 1620. 1625. 1630. 1635. 1640. 1645. 1650. 1655. 1660. 1665. 1670. 1675. 1680. 1685. 1690. 1695. 1700. 1705. 1710. 1715. 1720. 1725. 1730. 1735. 1740. 1745. 1750. 1755. 1760. 1765. 1770. 1775. 1780. 1785. 1790. 1795. 1800. 1805. 1810. 1815. 1820. 1825. 1830. 1835. 1840. 1845. 1850. 1855. 1860. 1865. 1870. 1875. 1880. 1885. 1890. 1895. 1900. 1905. 1910. 1915. 1920. 1925. 1930. 1935. 1940. 1945. 1950. 1955. 1960. 1965. 1970. 1975. 1980. 1985. 1990. 1995. 2000. 2005. 2010. 2015. 2020. 2025. 2030. 2035. 2040. 2045. 2050. 2055. 2060. 2065. 2070. 2075. 2080. 2085. 2090. 2095. 2100. 2105. 2110. 2115. 2120. 2125. 2130. 2135. 2140. 2145. 2150. 2155. 2160. 2165. 2170. 2175. 2180. 2185. 2190. 2195. 2200. 2205. 2210. 2215. 2220. 2225. 2230. 2235. 2240. 2245. 2250. 2255. 2260. 2265. 2270. 2275. 2280. 2285. 2290. 2295. 2300. 2305. 2310. 2315. 2320. 2325. 2330. 2335. 2340. 2345. 2350. 2355. 2360. 2365. 2370. 2375. 2380. 2385. 2390. 2395. 2400. 2405. 2410. 2415. 2420. 2425. 2430. 2435. 2440. 2445. 2450. 2455. 2460. 2465. 2470. 2475. 2480. 2485. 2490. 2495. 2500. 2505. 2510. 2515. 2520. 2525. 2530. 2535. 2540. 2545. 2550. 2555. 2560. 2565. 2570. 2575. 2580. 2585. 2590. 2595. 2600. 2605. 2610. 2615. 2620. 2625. 2630. 2635. 2640. 2645. 2650. 2655. 2660. 2665. 2670. 2675. 2680. 2685. 2690. 2695. 2700. 2705. 2710. 2715. 2720. 2725. 2730. 2735. 2740. 2745. 2750. 2755. 2760. 2765. 2770. 2775. 2780. 2785. 2790. 2795. 2800. 2805. 2810. 2815. 2820. 2825. 2830. 2835. 2840. 2845. 2850. 2855. 2860. 2865. 2870. 2875. 2880. 2885. 2890. 2895. 2900. 2905. 2910. 2915. 2920. 2925. 2930. 2935. 2940. 2945. 2950. 2955. 2960. 2965. 2970. 2975. 2980. 2985. 2990. 2995. 3000. 3005. 3010. 3015. 3020. 3025. 3030. 3035. 3040. 3045. 3050. 3055. 3060. 3065. 3070. 3075. 3080. 3085. 3090. 3095. 3100. 3105. 3110. 3115. 3120. 3125. 3130. 3135. 3140. 3145. 3150. 3155. 3160. 3165. 3170. 3175. 3180. 3185. 3190. 3195. 3200. 3205. 3210. 3215. 3220. 3225. 3230. 3235. 3240. 3245. 3250. 3255. 3260. 3265. 3270. 3275. 3280. 3285. 3290. 3295. 3300. 3305. 33

HOLLYWOOD ANNEXES 39 (v.a.) :
 Action République, 11* (605-51-39) : Mer, J. 14 h, 22 h : Une tragédie américaine ; V. 14 h, 22 h : Silvia Scarlett ; S. 14 h, 22 h : Les Derniers Jours de Pompeii ; D. L. 14 h, 22 h : Destré ; Mar. 14 h, 22 h : Polcece montés.

ROBE-GUILLET/RESNAIS : Denfert, 14* (321-41-01) : Mer, S. Mar. 14 h, 30 : J.-J. 14 h : V. D. L. 21 h : Je suis avec le feu ; Mer, S. D. L. Mar. 17 h : J. 14 h : S. D. L. Mar. 17 h : Trans-Europ-press ; Mer, S. Mar. 21 h : J. D. L. 14 h, 30 : V. 17 h : Mariel.

UNE HISTOIRE DU FILM NOIR
(v.o.) : Cynopla, 14 (54-87-43) :
M. : Mon Fricar ; J. : Kluva ; V. : les
Nuites rouges de Harlem ; S. : le
Gangster de A bout de po-
sant ; J. : Tqunahard ; M. : la
Sandwich.

PROMOTION DU CINEMA
Studio 26 (54-55-03) : M. :
C. : Les 12 D. : White ; J. : Yoyo
S. : Metal hand ; D. : M. : le
Fausaire.

MIZOGUCHI (v.o.) : 14 Juillet-Par-
cels (54-55-03) : M. : le
VIZO ? Hara femme gais ; J. :
les Amants crucifiés ; V. : l'im-
pasteur Wang Kwei Pat ; S. :
l'Indien du film vague après la
Guerre ; la lune vague après la

Pour tous renseignements
l'ensemble des programmes
- **LE MONDE INFORMATIQUE**
704.70.20 (lignes gratuites)
(de 11 heures à 19 heures)
sauf les dimanches et jours fériés

pluis : L. : Rue de la Honte :
Mar. : le Héros sacrifié.
KUBOSAWA (v.o.) : 14 Juillet-Par-
nasse, 6^e (338-68-00) : Mar. D. L. :
Barberousse ; J. S. : Vivre ; V.
Mar. : Rashomon.
TEX AVERY (v.o.) : Ciné-Beaubourg.
3^e (271-32-36).
CHARLIE CHAPLIN (v.o.). Moutan-
bules, 6^e (344-42-34) : Mar. S. :
les Lumières de la ville ; V. L. :
le Kid ; J. : le Dictateur ; Mar. :
Monsieur Verdoux.

Les séances spéciales
AGATHA ET LES LECTURES ILLI-
MITRES (Fr.) : Ciné-Seine, 5^e
 (325-95-99), 12 h. 18 (af. mer.).
APPEUX, SALES ET MECHANES
 (It., v.o.) : Ciné-Seine, 5^e (325-
 95-99), 22 h. 20.
LES AMOURS D'UNE BLONDE (Tch.
 v.o.) : Ciné-Seine, 5^e (325-95-99),
 14 h. 30 et 18 h. 30.
BABY DOLL (A.-v.o.) : T.E.P., 19^e

[illegible]

Les grandes reprises

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.o.) : Action Christina, 8° (325-85-75).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A. v.f.) : 3-Hausman, 8° (770-47-55).
LE BAL DES VAMPIRES (A. v.o.) (*) : Elyades Point-Show, 8° (325-67-29).
CHUT, CHUT, CHERE CHARLOTTE (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7° (70-4-66).
DÉFENDANT (A. v.o.) (*) : Studio

Galante, S. (354-72-7). : Saint-
Lambert, B. (354-81-58) H. Sp.
S. DERRINHE NARAS (A. v.o.):
Chapman, C. (354-51-50).
DEUX LOUSTICS EN BORDÉE (It.
v.): Cin'Ac Italiana, 2 (389-50-
27).
LES DIX COMMANDEMENTS (A.
v.): Cin'Ac Italiana, 2 (389-50-
27).
DUREASTES (Ang. v.o.): Rade-
lach, 10 (389-04-44).
EST LA TENDRESSÉ. BORDÉ !
(Fr.) Opera-Night, 5 (389-03-58).
FIVE DOLLARS (A. v.o.):
PLUS (It.): Arpea, 5 (327-67-06).
FELICIANI-ROMA (It. v.o.): Studio
Galante, 5 (354-73-71).
Chapman, C. (A. v.o.):
Cotton Christian, 5 (383-22-15).

nements concernant
nmes ou des salles
IONS SPECTACLES -
ppées)
à 21 heures,
s et jours fériés)

LE GRAND FRISSON (A., v.o.)
Studio de la Harpe, 5° (354-34-53)
U.G.C. Rotonde, 6° (633-08-22).
LE GRAND SONNEIL (A., v.o.)
Action-Christine, 5° (335-85-78).
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.)
Templeux, 5° (272-84-56).
**IL ETAIT UNE FOIS LA REVOLU-
TION** (It., v.o.) : Cluny-Palace, 5°
(354-07-78).
**IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUES-
T** (It., v.f.) : 3-Baummann, 9° (776-
47-55).
LES ANGES DU PEUPEL (Fr., v.o.) :
Cluny-Palace, 5° (354-07-78).

LA FANTASIE ROUTE (A. v.o.) :
 Action-La Fayette, 5^e (878-80-50).
INDISCRETIONS (A. v.o.) : Action-
 Christine, 6^e (325-83-78).
JOHNNY GOT HIS GUN (A. v.o.) :
 La Banque de l'image, 5^e (325-
 41-19).
LARRYINTHE (procédé Panarama
(Fr.) : Espace-Gaîté, 14^e (327-
 95-84).
LARRYINTHE MAN (A. v.o.) : Ri-
 voli-Cinéma, 4^e (272-63-32).
LE LAUREAT (A. v.o.) : Saint-Ge-

[illegible]

v.o.) : Studio de la Contrescarpe
5° (325-78-35).
LA SEULE FEMME SUR TERR
(Jap., v.o.) : Olympic-St-Germain
6° (222-87-23).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A
v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 2°
(325-82-52) : Klysse-Point Show
3° (325-87-38) : V.F. : Templiers
4° (272-94-56).
THE ROCKY HORROR PICTURE
SHOW (A., v.o.) (*) : Studio-Ga
landa, 5° (354-72-71).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TO
(A., v.o.) : Champollion, 5° (354-
51-80).
TOUS EN SCENE (A.) : Action

LES SENTIERS DE LA GLOIRE
 (A. V.O.) (P.) : Studio Bertrand, 1
 (783-84-58)
LES FALAISES (Fr.) (**)
 U.G.C. 2022 2 (261-59-32) ; Sin-
 rix, 8 (723-98-23)
VOYAGE AU PAYS DE LA PEUR
 (A. V.O.) : Olympic-Luxembourg
 9 (783-71-77)
YOYO (Fr.) : Spéc de Bols, 5 (257-
 87-47)
WEST SIDE STORY (A.) (V.O.)
 Daumell, 12 (343-58-97).
PARAMOUNT CITY, N.Y.
PARAMOUNT OPERA, N.Y.

PARAMOUNT
BOUSSY-SAINT-ANTOINE
CRÉTEIL

Star éclat

MUR et MURS
DOCUMENTEUR
2 films
d'**AGNÈS VARDA**

Moraine du film : 14 h 15 - 16 h 50 - 19 h 25 - 22 h 05


GAUMONT AMBASSADE - FRANÇAIS PATHÉ - GAUMONT BÉRI
GAUMONT RICHELIEU - ST-GERMAIN STUDIO - HAUTEFEUILLE PA
U.G.C. ROTONDE - MONTFARNASSE 83 - PARAMOUNT BAST
GAUMONT GAMBETTA - ATHÈNA - BROADWAY
ST-LAZARE PASQUIER - WEPLER PATHÉ - GAUMONT HA
GAUMONT SUD - GAUMONT CONVENTION - FAUVETTE
GAUMONT QUEST Boulogne - GAUMONT Évy
BELLE-ÉPINE PATHÉ Tilers - PATHÉ Champigny - ARGENT
ULIS Orsay - AVIATIC Le Bourget - TRICYCLE Amboise
ARIEL Rueil - PARLY II - 4 TEMPS Le Déluge - PARINOR Au
U.G.C. Poissy - ARTEL Villeneuve

ROGER HANIN · CLIO GOLDSMITH · BERNARD GIRAudeau
RICHARD BERRY · ANNY DUFRÉY · JEAN-LOUIS TRINTIGNANT

LE
**GRAND
PARDON**

Un film de
ALEXANDRE ARCADI

CASTING : ALEXANDRE ARCADI · DANIEL MARC HANIN · ALAIN LA VERTUE · DANIEL MARC HANIN
SCÉNARIO : ANDRÉ WASSERMAN · JEAN ROCHEREAU · ALEXANDRE ARCADI
RÉALISÉ PAR : ALEXANDRE ARCADI · JEAN-PIERRE BACH · JAMES ROCHEREAU
MONTAGE : JEAN-PIERRE BACH · JEAN-PIERRE BACH · JAMES ROCHEREAU
DISTRIBUTION : PACTE FILMS · 10, rue de Valenciennes · 75013 PARIS
Production : ATELIER WASSERMAN · Une coproduction : PACTE FILMS PRODUCTION · ALEXANDRE ARCADI · JESSICA FRANK

 **Cinéma mont**

PARAMOUNT CITY, v.o. - PARAMOUNT ODÉON, v.o. - MOVIES LES HALLES, v.o.
PARAMOUNT OPÉRA, v.f. - PARAMOUNT MONTMARTRE, v.f. - PARAMOUNT PASSY, v.f.
PARAMOUNT GALAXIE, v.f. - CONVENTION SAINT-CHARLES, v.f.
BOUSSY SAINT-ANTOINE Bazy - LA VARENNE Paramount - COLOMBES Club
CRÉTEIL Artel - PANTIN Carrefour - ARGENTEUIL Alpha

Star éclatante...mère terrifiante Faye Dunaway est Joan Crawford

Maman très chère

Un film de FRANK PERRY avec PIERRE DUMAS / MAMAN TRÈS CHÈRE : DOMINIQUE GARGIST / STEVE FORREST
 Musique originale de HENRY MANCINI • Production aux studios DAVID KOONTZ et TERENCE O'NEILL
 D'après la Bête de CHRISTINA CRAMFORD • Texte Charles Harnett • Adaptation Pierre Lumbet • Collection: Vingt
 Scénario de FRANK VIELAND & FRANK PERRY et TRACY HUTCHINSON • Réalisé par ROBERT BETCHELL • Produit par FRANK VIELAND
 Révisé par FRANK PERRY

Un film PRIMA CLINT

PRIMA CLINT présente une production FRANK VIELAND

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES** -
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

UNE OCCASION VOLVO GARANTIE PAR VOLVO

A Volvo Paris quelques véhicules exceptionnels vous seront proposés avec la Garantie PASSEPORT valable dans 22 pays avec Mondial Assistance votre meilleure sécurité.

Téléphonez vite pour vous renseigner sur les disponibilités, les coloris.



345 DL - 81 - 7 CV
36500 F

244 GL - 81 - 10 CV
61500 F

244 TURBO - 81 - 10 CV
66000 F

édition R.F.

VOLVO CARDINET 112-114, rue Cardinet
75017 Paris - tél. 766.50.35

VOLVO NEUILLY 16, rue d'Orléans
92200 Neuilly - tél. 747.50.05

ODEON
THEATRE NATIONAL
directeur : Jacques Foa
tel. 22 71 32

du 7 jan. au 7 février

Une production du Théâtre National de Strasbourg

Le Palais de justice

Une audience du Tribunal correctionnel
de Strasbourg

MUSIQUE CH. 21 JANVIER
LES DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h. 30
Régional Bach Festival, dir. L. La-
mouille.
SALLE PLEYEL, 20 h. 30 : Orchestre de
Paris, dir. C. Abbado, sol.
SALLE GAVEAU, 18 h. 30 :
SALLÉ GAVEAU, 18 h. 30 : E. Heitz,
E. Namounoff ; 21 h. : E. de Harves
(C. Vassanelli, Corré, Villa-
lobos).
RADIO-FRANCE, auditorium 106,
Châtelet, 20 h. 30 :
EGLISE ST-ETIENNE DU MONT,
20 h. 30 : Ensemble Bach de Paris,
dir. W. Zumbach.
EGLISE LUXEMBOURG EN ALLE-
MANDE, 20 h. 30 : Chœur de l'Ecole
Saint-Charles, C. Vassanelli, C.
Larigau (Gallus, Schitta, Tallis,
Scarlatti).
SALLE GAUCHENNE, 18 h. 30 : Trio
Desloges (Sonnegger, Jolyet, Car-
lier, Holstein, Caby).
LUXEMBOURG, 20 h. 30 : L. Petrova-
Boisny, A. Perchat, M. Makarenko
(Liviana).
RADIO-CITROÏ, 20 h. 30 : T. Ver-
der (Scarlatti, Puccini).
JEUDI 20 JANVIER
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES,
20 h. 30 : voir le 27.
SALLE PLEYEL, 18 h. 30, 20 h. 30,
21 h. 45 : Trio Desloges, C. Vassanelli,
(Beethoven, Haydn, Schubert).
20 h. 30 : Orchestre de Paris : voir
le 27.
SALLE GAVEAU, 21 h. : Australian
Chamber Orchestra, dir. J. Harding
(Mozart, Schubert).
CENTRE CULTUREL MEXICALAND,
18 h. 30 : J. Van Nieu, G. Van
Nieuwenhuysen.
EGLISE SAINT-MEDARD, 21 h. : En-
semble Instrumental Varenne, dir.
Charles Goussier (Mozart, Couciet,
Schubert).
ASSAS, Faculté de Droit, 20 h. 30 :
27, église Saint-Etienne-du-
Mont.
LUCERNAIRE, 21 h. : voir le 27.
LES DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h. 30 :
FRES, 21 h. : Orchestre de chambre
B. Thomas, chorale Victoria d'Ar-
gentueil, sol. M. Fiquemal (Puccini,
Debussy).
VENDREDI 20 JANVIER
SALLE CITROÏ, 20 h. 30 : M. Ta-
tillefer.
RADIO-FRANCE, Auditorium 106,
18 h. 30 : Ensemble G. Janquin
L'Orchestre de Paris.
EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-
PRES, 20 h. 30 : A. Isoré (Bach,
Mozart, Vivaldi).
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES,
20 h. 30 : Nouvel Orchestre philhar-
monique de Radio-France, dir.
O. Knapik (Schubert, Chausson,
Mendelssohn).
SALLE GAVEAU, 21 h. : B. Ysaie
sol. (L. Janquin, Bach).
EGLISE SAINT-THOMAS D'AQUIN,
20 h. 45 : L. Davis (Bach).
SALLE GAUCHENNE, 18 h. 30, 20 h. 30,
M.-Cl. Chesley (Brahms, Frank,
Gouillon).
RADIO SAINT-LOUIS-EN-VOIE,
20 h. 30 : T. Offord (Bach, Brit-
ten, Farrell, Tarego).
LUXEMBOURG, 20 h. 30 : J. Pons-
collé, J.-P. F. Douchet,
J.-P. Bérand, M.-Cl. Chevalier-
Dumay (Beethoven, Dvorak, S.
Scriabin).
SAMEDI 20 JANVIER
SALLE GAVEAU, 17 h. : Edeloull
Strin Quartet (Mozart, Davies,
Beethoven) ; 20 h. 30 : Ensemble
orchestral de Paris, dir. E. Becal
(Mozart).
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES,
20 h. 30 : Orchestre symphonique
de Radio-France, dir. R.
L. Lewis (Korngold).
LUXEMBOURG, 20 h. 30 :
Chœur d'hommes de Chaillet,
dir. S. Guerlin (Schubert).
LUXEMBOURG, 20 h. 30 :
ESPIRIT, 20 h. 45 : L. Caravallina,
N. Henon-Coruff (L. Mascagni).
LUXEMBOURG, 20 h. 45 : voir le 29 ;
21 h. : voir le 27.
DIMANCHE 21 JANVIER
CENTRE CULTUREL MEXICALAND,
18 h. 30 : M. Cordier,
E. B. Catala.
SALLE CITROÏ, 20 h. 30 : G. Gan-
nass, J. P. F. Douchet, J. P. Bérand,
Chopin, Bachmannoff).
THEATRE DU BOND-POINT, 21 h. :
C. Vassanelli, C. Larigau, W. Zumbach,
mann, Scarlatti, J.-Ch. Bach, Vi-
valdi).
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES,
17 h. 45 : Orchestre des concertos
Pasdeloup, dir. I. Karabatschou,
C. Vassanelli (Tchaikowski,
Wagner).
SALLE GAVEAU, 17 h. 30 : voir le
27.
EGLISE SAINT-MERMI, 16 h. : D.
Laval, T. Lacuna (Mozart, Schu-
bert, Haydn).
CONCERTE, 17 h. 30 : B. Char-
bonnier, J.-P. Candide, G. Glas-
per, J. P. F. Douchet, J. P. Bérand,
Vivaldi, Corelli).
EGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN,
20 h. 45 : voir le 27.
NOTRE-DAME, 17 h. 45 : N. Pien
(Bach, Desnoeuille, Liszt).
LUXEMBOURG, 20 h. 30 :
P. Liebermann, S. Navarrete (Bach,
Schubert, Liszt).
EGLISE SAINT-LOUIS-EN-DE-
VAILLANT, 20 h. 30 : voir le 27.

**DERNIER
CAPRICE**

un film d' **OZU**

PARI FILMS

MADAME DESACHY
Mariages réussis depuis 40 ans
4, place de l'Opéra, 75002 PARIS
Tél. : 742.09.39

service de mise à jour permanente.

State Ville
 Date
 I hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of the original as the same appears in the records of the County of State of

Signature _____

chemisier-habilleur
36, avenue George V

SOLDES

*du Samedi
23 Janvier
au Samedi
6 Février*

de 9 h 30 à 19 h

aux commerçants, les brevets et marques, les distributeurs commerciaux, la faillite, le fonds de commerce, le G.I.E. les relations financières avec le S.A. et S.A.R.L. les sociétés civiles, les participations, les sociétés civiles de moyens, les sociétés commerciales, les ventes à crédit.

Chaque volume est relié en cuir et comprend des des 3 volumes : 340 F Franco T.T.C. peut être souscrite sur une période d'un mois à titre d'essai gratuit.

Service de mise à jour

Par mois, l'abonné reçoit un bulletin qui l'informe des modifications intervenues - Plusieurs fois par an, les feuillets périodiques du Dictionnaire sont remis à jour.

BON D'ESSAI GRATUIT

Don à découper et à retourner aux Éditions Législatives et Administratives,
18, rue Péciot, 75730 Paris cedex 15 - Tél. : 828.40.15

MO

Nom _____ Profession _____

N° _____ Rue _____

Code postal | | | | Ville _____

Téléphone _____ Date _____ Signature _____

DÉFENSE

Une école de gendarmerie remplacera en 1983 le collège militaire du Mans

De notre correspondant

Le Mans. — C'est officiel : le collège militaire du Mans va céder la place à une école de gendarmerie dès 1983. Le Georges Lemaitre, secrétaire d'Etat à la Défense, est venu, mardi 25 janvier, annoncer aux intéressés. Les cinq cent cinquante élèves actuels pourront y terminer leur scolarité, mais on ne recrutera plus : finie donc la bousculade comme celle de la rentrée dernière où l'on a vu cinq cent soixante-cinq candidats pour seize places en classe de troisième, ou cinq cent soixante-cinq pour seize places en classe de seconde technique (1).

Les premiers futurs gendarmes doivent être accueillis dès la rentrée de 1982, mais ce n'est pas avant 1985 que l'école de gendarmerie du Mans tournera à plein régime : l'effectif attendu sera d'environ six cents et on estime pouvoir aller jusqu'à mille deux cents.

Le secrétaire d'Etat à la Défense n'a pas vraiment rassuré lorsqu'il a annoncé le recensement de ces cinq cent cinquante élèves employés actuellement par le collège militaire. Il n'a pas convenu non plus lorsqu'il a insisté sur l'intérêt économique pour la Manche : « Nous estimons que cette présence aura un effet positif dans l'économie locale de 60 millions de francs par an. » Peu plus que lorsqu'il a expliqué : « Il n'est pas normal que l'armée forme des jeunes pour le baccalauréat, puis que ceux-ci quittent la région de formation nationale. Cela ne remet-elle pas en cause notre devoir d'assurer, dans des établissements spécifiques, comme le

Prétend de La Flèche, la formation scolaire des enfants de militaires, en raison de la mobilité de leurs parents et pour les besoins de l'armée. » Le personnel n'a pas accepté d'avoir été mis devant le fait accompli, comme il en a eu aujourd'hui le sentiment. Reste à savoir quel a été le résultat de la réunion. Les personnels du collège militaire du Mans ont les nouveaux élus socialistes auxquels l'armée a réussi à « vendre » un projet contre lequel Joël Le Thevenec, l'ancien ministre de la Défense, des sports et de la jeunesse, s'était battu depuis 1974.

ALAIN MACHEFER.

(1) Les élèves du collège militaire du Mans viennent notamment pour 30 % de la région parisienne, 20 % de la région de la Normandie, 10 % des départements d'outre-mer. Parmi eux 15 % sont fils de militaires, 25 % d'ouvriers, 22 % de fonctionnaires.

Un copain du 3^e régiment d'infanterie de Rouen, M. Luc Lafont, vient d'être sanctionné de trente jours d'arrêt pour avoir incité d'autres appelés de son unité à signer un appel en faveur des libertés démocratiques dans l'armée et du service de six mois. Une dizaine d'autres soldats du même régiment seraient en instance de sanction pour le même motif. C'est à la suite d'une enquête de la gendarmerie que ces mesures disciplinaires ont été prises. M. Lafont a été mis au 4^e régiment d'infanterie à Strasbourg.

Faits et jugements

Un parricide

(De notre correspondant.) Brest. — Que s'est-il passé, le 17 janvier, dans un des petits pavillons tout neufs du quartier blanc qui s'étendait aux immeubles de la ZAC de Brest-Saint-Pierre ? Dix jours après le crime on ignore encore ce qui a pu amener un adolescent de dix-neuf ans à tirer sur ses parents.

C'est à 23 h. 40 que le jeune homme s'est précipité chez les habitants du pavillon mitoyen de la rue D'Alsace-Lorraine pour appeler des secours. Il avait découvert ses parents, tous deux professeurs d'anglais, gisant à côté d'un pistolet. Les vers 23 h. 40, arrivait à la police arrivées sur les lieux. Il attendit en veillant sur son petit frère de dix ans toujours endormi. On fit de la dispute familiale qui aurait pu amener Mme Caron (décédée quelques minutes après les coups de feu) à tirer sur son mari, le blessant grièvement de deux balles dans le dos.

Mais l'autopsie de Mme Caron infirma les déclarations de son fils. Les experts constatèrent, en effet, qu'il avait été impossible à la jeune femme de se donner la mort après avoir fait feu sur son mari. Dès lors, la police, l'unique des fils devenus suspects, garda à vue jusqu'au 21 janvier, fut détenu au parquet deux jours plus tard après avoir avoué. Il est aujourd'hui inculpé de « parricide et de tentative de parricide ».

Si les faits et les acteurs de ce drame sont connus, on en ignore encore le scénario. La police et la justice restent discrètes sur les antécédents de l'adolescent, et les amis de la famille Caron observent un silence absolu. « Il venait d'être expert », affirme seulement le procureur, de déterminer le degré de responsabilité de l'inculpé.

Le 13 de la rue Dante-Alighieri est aujourd'hui vide. Le garçon de dix ans que les coups de feu n'avaient même pas réveillé a été recueilli par des proches. — M.C.R.

Le ministère public

a requis le retour en prison de M. Amselem.

C'est une requête sans précédent qu'a prononcé mardi 26 janvier le procureur M. Jacques Amselem, président du tribunal de la République de Paris. Non seulement il a demandé que soient poursuivies les peines maximales de cinq ans de prison et de 250 000 F d'amende « parce que la place de cet homme est en prison », mais il a ajouté : « Si vous prononcez ces peines en le laissant libre, je crains fort qu'il en profite pour réaliser ce qui reste de son patrimoine et aller en finir sous d'autres cieux. »

An passage, le représentant du ministère public devait dire aussi sa conviction que la pratique des prélèvements de fonds sur les personnes hébétéées était certainement propre à toutes les chaînes de distribution et que « si les magistrats de Paris et les fonctionnaires de la police pouvaient être détachés de toutes les tâches quotidiennes que les occupants y mettent leur nez, ils feraient de belles découvertes... ».

En revanche, M. Graziati s'est montré ouvert à l'indulgence en faveur des deux coproprétaires de l'ancien dirigeant des sociétés qui exploitaient une vingtaine de magasins Primus ou Printania. Mme Jeanne Provins et M. Jacques Paul, en laissant leur cas à l'appréciation du tribunal et en indiquant que le dernier pourrait bénéficier de la loi d'amnistie du 4 août 1981. Cela a facilité la tâche de leurs défenseurs, M^{rs} Jacqueline Christin, Christine Courré et de Guérin, ancien bâtonnier du barreau de Nice. Les débats devaient s'achever ce mercredi 27 janvier après les plaidoiries de M^{rs} André Léard et Georges Kalfon, avocats de M. Amselem.

MÉDECINE

L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ADOPTE DES RECOMMANDATIONS SUR LES MANIPULATIONS GÉNÉTIQUES

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté à l'unanimité le 26 janvier à Strasbourg, une série de recommandations sur les manipulations génétiques. Le texte reprend dans les grandes lignes celui élaboré par M^{rs} Elmqvist et Pettersson, rapporteurs de la commission des questions juridiques et de la commission des sciences et de la technologie (le Monde du 27 janvier).

Plusieurs amendements ont été néanmoins adoptés : le principal concerne les traitements qui, à l'avenir, en utilisant les techniques des manipulations génétiques, pourraient être proposés à l'homme. Il est notamment précisé que « la thérapie des gènes ne doit être pratiquée qu'après avoir été précédée d'une étude approfondie et de la pleine information de l'intéressé ou, en cas d'expérimentation sur des embryons, des fœtus ou des enfants, avec le libre consentement et la pleine information des parents ou des tuteurs ».

Un rapport sera transmis au comité des ministres du Conseil de l'Europe. Ce dernier devrait y donner rapidement suite. Il est toutefois impossible de prévoir quel sera le délai nécessaire à la mise en application des recommandations formulées. L'avis des experts de chaque pays membre du Conseil de l'Europe pourrait notamment être demandé. De la même manière, il semble que

plusieurs années seront nécessaires pour obtenir la modification du texte de la Convention européenne des droits de l'homme reconnaissant « le droit à des caractéristiques génétiques héréditaires n'ayant subi aucune manipulation ».

SPORTS

RÉDUCTION DU PROJET D'AGRANDISSEMENT DU STADE DE SAINT-ÉTIENNE

Saint-Etienne. — Le projet d'agrandissement du stade Geoffroy-Guichard, à Saint-Etienne, a été ramené de cinquante cinq mille à quarante cinq mille sept cents places. Le coût des travaux s'élève à 57 000 000 F. L'équipe apportera 24 500 000 F, le conseil régional Rhône-Alpes 15 000 000 F, la ville 12 500 000 F et le conseil général de Loire 5 000 000 F. — (Corresp.)

TENNIS. — Thierry Tulasne a été battu 7-5, 6-2, par l'Américain Jimmy Connors, mardi 26 janvier à Philadelphie, au premier tour du championnat des États-Unis sur courts couverts, doté de 300 000 dollars.

RELIGION

En Italie

Les autorités civiles limitent la compétence des tribunaux ecclésiastiques en matière matrimoniale

De notre correspondant

Rome. — C'est en invoquant le respect des accords internationaux que le Vatican conteste une décision de la Cour constitutionnelle italienne, prenant effet mardi 26 janvier, qui vise à limiter la compétence des tribunaux ecclésiastiques en ce qui concerne les effets civils des mariages célébrés par le Concordat.

Dans un article non signé, publié lundi 25 janvier, l'Osservatore Romano proteste contre une procédure qu'il estime unilatérale, et qui aurait pour effet de modifier un accord bilatéral de caractère international. En fait, la polémique qui oppose le Vatican à l'Italie semble tenir davantage à une question de forme que de fond. Aux termes des accords du Latran (1929), les mariages célébrés par un prêtre sont automatiquement reconnus par l'État italien ; les tribunaux ecclésiastiques peuvent en outre prononcer l'annulation d'un mariage ; la décision doit, aux termes des accords du Concordat, être automatiquement entérinée par la justice laïque italienne. La décision de la cour d'appel introduit une révision de cette

réglementation en précisant que les jugements des tribunaux ecclésiastiques qui prononcent l'annulation d'un mariage ne peuvent être acceptés par la justice laïque qu'à condition de ne pas contraindre aux dispositions légales italiennes.

L'Osservatore Romano laisse entendre que, en ce qui concerne le fond du problème, un accord peut être trouvé entre les parties dans le cadre des négociations en cours, la révision du Concordat commencée en octobre 1978. L'Église est, en ce domaine, pleinement disponible, souligne le quotidien du Vatican. Ce qu'il conteste en revanche, c'est que la Cour constitutionnelle anticipe un accord qui devrait être approuvé par le Parlement. « Pécunia servanda » (les traités doivent être respectés), écrit l'Osservatore Romano, d'autant plus lorsque des modifications ont été proposées à une des parties et que celle-ci ne s'est pas soumise à la négociation. La décision de la Cour constitutionnelle fait, qu'on observe au Vatican, soustrait à la négociation globale une matière de première importance et précipite ainsi la révision du Concordat. La décision de la cour d'appel introduit une révision de cette

ÉQUIPEMENT

LES COMPAGNIES AÉRIENNES PROPOSENT DE NOUVEAUX TARIFS SUR L'ATLANTIQUE NORD

Après deux semaines de travail, la conférence réunie à Hollywood, en Floride, à la demande de l'Association internationale du transport aérien (IATA), est parvenue à s'entendre sur les nouveaux tarifs à appliquer à l'Atlantique nord, où les compagnies perdent beaucoup d'argent (le Monde du 14 janvier).

En vertu de cet accord, les transporteurs vont solliciter des gouvernements concernés l'autorisation de mettre en application une nouvelle grille tarifaire pour les vols entre les États-Unis d'une part, et de l'Europe, l'Australie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, la Belgique, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse, d'autre part. Les tarifs ne seront pas uniformes, mais varieront d'une classe à l'autre. Les nouveaux tarifs, qui pourraient être mis en application entre le 1^{er} mars et le 1^{er} mai, ne comporteront plus que quatre classes tarifaires : la première

classe, la classe intermédiaire (« business » et « affaires »), la classe économique (« economy ») et la classe « club ». Pour chacune d'elles, des prix plafonds et planchers seront fixés afin de donner quelque latitude aux compagnies pour la gestion de la situation de chacune. De plus, chaque transporteur sera libre d'appliquer l'ensemble des quatre tarifs ou seulement certains d'entre eux. Si cette remise en ordre est supposée améliorer la situation financière des compagnies, les usagers peuvent en attendre quelques désagréments — et notamment ceux qui voyagent à des tarifs réduits — selon l'IATA. Le tarif APEX (admission pour chasse excursion) entre Londres et New-York passerait de 638 dollars à 730 dollars. En revanche, le tarif économique pourrait baisser, passant, par exemple, sur Francfort-New-York, de 1030 dollars à 998 dollars.

Rhône-Alpes

Une priorité pour les Stéphanois : la sécurité

La municipalité stéphanoise avait été l'une des toutes premières, en 1978, à lancer une consultation directe auprès des habitants afin de préparer avec eux le budget de la ville pour l'année suivante (le Monde du 11 octobre 1978). Elle avait reçu à l'époque quatre mille réponses. Pris de ses mille huit cents habitants, au cours du second sondage qu'elle a lancé sur le budget 1982-1983.

Pour les petits équipements ou services de leur quartier, les Stéphanois placent en tête la présence de la police (57,9 %) suivie du développement (49,9 %) et de la création des aires de jeux (26,2 %). Pour les équipements lourds viennent, par ordre décroissant, l'espace vert (23,3 %), la crèche-halle-garage (19,7 %) et le bâtiment socio-culturel (25,1 %). Les parkings de dis-

son, le centre de santé et le vélodrome d'hiver aux respectivement 46,7 %, 42,2 % et 34,8 % des suffrages constituent le tiers dans l'ordre des équipements intéressants l'ensemble de la ville.

Sur les vingt activités municipales à développer pour les deux ans à venir, la priorité est donnée au nettoyage. Puis viennent la santé, l'aménagement des quartiers, les transports en commun et le « soutien » au tourisme.

Le sondage contenait une rubrique « Du tac au tac », consistant à interroger la population sur des questions diverses — 71,6 % des Stéphanois ont souhaité la création d'une « véritable radio » locale, où les habitants et les associations puissent prendre la parole. — (Corresp.)

Faits et projets

UN CARGO A VOILES DE 30 000 TONNEAUX ?

Selon le Lloyd's de Londres, le chantier maritime belge Cockier d'Anvers, envisage de construire le plus grand cargo à voiles de 30 000 tonnes pour le transport de marchandises en vrac à travers l'Atlantique. Le pétrolier à voiles japonais, le Shin-Aitokaze, construit en 1980, ne pèse que 15 000 tonnes. Cockier réaliserait son projet en collaboration avec un chantier suédois qui se chargerait de la conception des voiles, des mâts, des ponts et du système d'orientation de la voile, qui sera déterminé et contrôlé, comme sur le navire japonais, par un ordinateur.

Ce cargo, qui pourrait être mis en chantier vers 1984 ou 1985, mesurerait 167,5 mètres, 27 mètres de large, aurait un tirant d'eau de 14 mètres. Ses 12 000 tonnes carrés de voiles, manœuvrées par un équipage de vingt-sept hommes, lui permettraient d'atteindre une vitesse de 13 nœuds. — (A.F.P.)

CHAMBERY RENOVE LA CASERNE CURIAL

Évacuée par l'armée en 1980 et rachetée par la ville, l'ancienne caserne Curial, construite entre 1904 et 1917, et devenue menacée de démolition (le Monde du 6 juin 1979) va être rénovée. La ville de Chambéry, dont le maire est M. Jean-Pierre Laroche, sera le maître d'ouvrage de l'opération, soit 11 000 mètres carrés : elle cédera ensuite des bureaux aménagés à plusieurs administrations (direction de l'équipement, de l'action sanitaire et sociale, du travail), et équipera des boutiques en rez-de-chaussée.

Une maison de la culture est prévue. Trois équipes d'architectes doivent présenter des projets à la mi-avril : Henri Gaudin, Fabre et Perrotet de l'A.U.A., auteurs notamment du Théâtre de la Ville à Paris, le Suisse Mario Botta. Une antenne de la maison

de la culture sera construite dans le quartier récent de Chambéry-le-Haut ; les architectes Bernard John, de Paris, Jean-Pierre Merlier, de Grenoble, Tailleur, directeur de la station des Ares, et le Romain Alessandro Anselmi, ont été consultés.

Les travaux dans l'ancienne caserne Curial commenceront prochainement ; la maison de la culture devrait être construite en 1983. Un nouveau bâtiment, la Société hôtelière de la Côte-d'Or, acceptée de jouer le jeu de la restauration.

Comparé à l'ancien, le nouvel hôtel est plus petit (quatre-vingt chambres au lieu de deux cent vingt) et d'occupe qu'une façade. L'autre abritant depuis plusieurs années des bureaux. On a tenu compte des contraintes imposées par la taille des fenêtres pour l'agencement des chambres.

L'hôtel (quatre étoiles) compte quatre suites, dont trois en duplex, un jardin d'été et un jardin d'hiver, un grand salon Napoléon III pour les réceptions et un bar royal. Un restaurant de quatre-vingt places, les Caves de la Cloche, est aménagée dans les caves restaurées de l'établissement, qui sont parmi les plus belles de Bourgogne.

RÉSULTATS CONTRASTÉS DU PORT DE MARSEILLE

L'activité du Port autonome de Marseille (PAM) n'a pas échappé en 1981 à la dépression, due à la baisse continue de la consommation pétrolière, qui caractérise l'ensemble de l'économie portuaire européenne. Avec 97,2 millions de tonnes, le trafic du port marseillais a diminué en un an de 6,2 % et de 11,5 % par rapport à l'année record de 1979. La chute de plus de 12 millions de tonnes (moins de 9 %) du trafic des hydrocarbures a heureusement été compensée en partie par l'augmentation de celui des marchandises diverses et par la renaissance du trafic charbonnier.

Sur le plan financier, le PAM enregistre une perte d'exploitation d'environ 25 millions de francs représentant plus de 2 % de son chiffre d'affaires, mais qui ne remet pas en cause les principaux investissements programmés en 1982.

De quoi sera fait l'avenir ? Les responsables du Port autonome ont évité d'afficher un trop grand pessimisme, car les données de la situation marseillaise — à l'inverse de celles du Havre, port « bruno » exclusivement sur l'arrière-pays français — sont complexes. La réduction du trafic devrait, quoi qu'il en soit, se perpétuer en 1982 et dans les années suivantes en fonction même des prévisions des experts européens.

L'excellent niveau du trafic des marchandises diverses (10,07 millions de tonnes, soit une augmentation de 1,9 %) est en revanche un indice de la bonne santé du port marseillais et de sa crédibilité si souvent mise en cause dans le passé. Comme au Havre ou à Anvers, la progression enregistrée est due aux exportations, alors que les importations se maintiennent difficilement aux alentours de 50 % du total des mouvements. — G. F.

370 000 PERSONNES INTERPELLÉES DANS LE MÉTRO.

Interrogé le 26 janvier, au Conseil de Paris, par les édiles de la capitale qui s'inquiétaient de la fraude et de l'insécurité grandissante dans le métro, le préfet de police, M. Jean Ferrier, a indiqué que les rames des stations et les couloirs de correspondance « font l'objet de patrouilles et de surveillance fréquentes » : 340 814 rames et 341 972 stations ont ainsi été visitées en 1981. À l'occasion de ces patrouilles, 370 198 personnes ont été interpellées, soit près de 16 % de plus qu'en 1980.

À propos de la fraude « que n'importe quel voyageur peut constater en franchissant les portillons automatiques », le préfet a précisé « qu'en raison du nombre important de stations et de la mission générale impartie aux fonctionnaires du service de protection et de sécurité, il n'est pas envisageable que ces derniers se substituent aux contrôleurs de la Régie pour assurer la surveillance ».

Le préfet de police s'est donc contenté d'affirmer qu'il est fréquent que les équipes de surveillance interpellent des individus qui franchissent ou tentent de franchir frauduleusement les portillons automatiques. Il a ajouté : « Ceux-ci sont alors conduits devant un agent assermenté de la S.T.P.P. qui leur adresse procès-verbal. » Et le préfet de police conclut : « Ces interventions, certes nombreuses, ne font l'objet d'aucune statistique au niveau des services de police, les infractions de cette nature relevant de la compétence exclusive de la Régie. »

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

Sulka

COSTUMES, VESTES, PANTALONS, IMPERMEABLES, VÊTEMENTS DE LOISIRS, PULLS, CHEMISES, ACCESSOIRES

SOLDES

derniers jours jusqu'au 30 janvier

2 rue de Castiglione, Paris 1^{er} (260.38.08) Angle rue de Rivoli - Parking Vendôme

07/11/2015

	1ère	2ème	3ème
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50	
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70	
IMMOBILIER	48,00	56,45	
AUTOMOBILES	48,00	56,45	
AGENDA	48,00	56,45	
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64	

ANNONCES CLASSEES

	1ère	2ème	3ème
ANNONCES ENCADRÉES	40,00	47,04	
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10	
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45	
IMMOBILIER	31,00	36,45	
AUTOMOBILES	31,00	36,45	
AGENDA	31,00	36,45	

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Une entreprise mondialement connue leader sur les marchés de loisirs et de bricolage, recherche pour son

Département MARKETING CHEF DE PRODUIT

- formation supérieure ESSEC - HEC - ESCP;
- expérience de 2 à 4 ans dans les produits de petits équipements (électronique, bricolage);
- pratique courante de l'anglais;
- esprit créatif, il travaillera avec les services de Recherche pour mettre au point les produits nouveaux et trouver des améliorations techniques;
- il aura la capacité et les compétences pour analyser les marchés et les réseaux de distribution, pour définir les plans d'action et proposer les moyens promotionnels des publicitaires destinés à vendre le produit.
- en liaison constante avec les services commerciaux et financiers, il contrôlera ses résultats en termes de prix et de marges.

Envoyer CV, photo et prétentions sous No 22.085 à
CONTEXTE PUBLISSE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

EUROPE ETUDES GECTI
GENIE CIVIL (Effectif 200 personnes - C.A. 50.000.000 F)

recherche pour son
AGENCE REGION PARISIENNE

UN JEUNE INGENIEUR formation Grande Ecole

CENTRALE - ENPC - ESTP

La connaissance de l'ANGLAIS est indispensable

Adressez lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à :
EUROPE ETUDES GECTI - Direction du Personnel
66, Route de la Reine - 92100 BOULOGNE

DANS LE CADRE DE LEUR DEVELOPPEMENT
LES PARFUMS BOURGEOIS

recherchent

UN TECHNICIEN DU LABORATOIRE PILOTE COSMETIQUES

De formation TECHNICIEN SUPERIEUR ou équivalent, il aura déjà exercé soit dans une fonction similaire, soit en formulation ou en fabrication cosmétiques. Il aura la charge de l'étude et du développement industriel des nouveaux produits cosmétiques.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à
BOURGEOIS, Direction des Relations Humaines,
B.P. 173, 93501 PANTIN Cedex.

BANQUE

proximité Saint-Lazare
recherche

COMPTABLE

Il doit posséder une formation du niveau DECS (ou au minimum un BTS Comptable) et pouvoir faire état d'environ 5 ans d'expérience dans un poste de Comptabilité Générale.

Après une période de formation aux techniques comptables BANCAIRES, il aura à superviser une équipe d'une dizaine de personnes au sein d'un département Comptable Informatisé.

Adressez C.V., photo et prétentions, no 39.975
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 Paris.

BUREAU D'ETUDES
et de REALISATIONS EXPERIMENTALES
EN COMMUNICATION

- filiale d'un grand groupe national - recherche

INGENIEURS

intéressés par les usages de l'informatique
en formation

Lieu de travail : PARIS ou LYON, avec déplacements fréquents en France et éventuellement à l'étranger.

Ces postes conviendraient particulièrement :

- à des INFORMATIENS EXPERIMENTES ayant, après quelques années passées dans des travaux informatiques, envie d'appliquer leurs techniques dans un domaine d'avenir. *Ref. MIE*
- à des RESPONSABLES DE FORMATION, connaissant l'informatique, souhaitant élargir leur champ d'expérimentation et d'action en EAO. *Ref. MRF*

Adressez curriculum vitae, prétentions et disponibilité sous réf. correspondante à H.J. Cottin chargé de cette recherche.



SINORG RECRUTEMENT

7 RUE ROYALE 75008 PARIS

LE MINISTRE
DES RELATIONS EXTE-
RIEURES
Recrute pour Paris et Nantes

ANALYSTES

(Titulaire d'un diplôme d'ens. sup. en informatique, ou avec C.V. + prétentions. Ministère des rel. extérieures Division de l'informatique 21 bis, rue de La Pérouse 75016 Paris.

Commissaire aux copies, Paris

Recherche

ASSISTANT REVEUR EXPERIMENTE

Adressez C.V. et prétentions sous n° 7.031.528 M, à
REGIE-PRESSE,
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Société Services recherche

INGENIEURS
INFORMATIENS

Expér. 1 à 2 ans ou débutant.

Poste 2 :

Fortran, calcul scientifique.

Poste 1 :

Mini 6, assembleur.

53, rue Fondary,
B.I.O. Paris-15° - 577-93-66.

emploi régionaux

emploi régionaux

emploi régionaux

emploi régionaux

COOP CAN

COOPÉRATIVE CENTRALE AGRICOLE DE NORMANDIE

Céréales - Approvisionnement - Productions Animales
600 millions de chiffre d'affaires.

RECHERCHE UN

DIRECTEUR COMMERCIAL

Formation :

- Agro - Grande Ecole ou expérience équivalente.

Mission :

- En liaison avec la Direction Générale, il déterminera la politique commerciale et en assurera l'application.
- Responsabilités des achats : Engrais, Phytos (150 millions de C.A.).
- Sera chargé de la détermination des budgets commerciaux et de leur réalisation ainsi que de l'animation.

Expérience :

- Expérience du milieu agricole indispensable.
- Connaissance du secteur coopératif souhaitée.
- Poste important nécessitant des qualités de diplomatie et de rigueur.
- Le poste sera confié à un homme de terrain, bon animateur pour encadrer une équipe de vendeurs.

Le poste est basé à CAEN, dans une région agréable, proche de la mer. Nous vous remercions d'adresser vos lettres de candidature, C.V., photo et prétentions à :

COOP-CAN
Service du Personnel
à l'attention de Monsieur AUTIN
B. P. 5.016,
14021 CAEN CEDEX.

ou téléphoner au : (31) 93-43-43.

Le caractère confidentiel des candidatures est garanti.

MSL international

3, place de Valois 75001 PARIS - Tél. (1) 261.81.61.
94, rue Servient Le Mercier 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.73.
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tél. (20) 73.71.70.

Ingénieur électronicien

Affaires export



MERLIN GERIN PROVENCE

conçoit fabrique et commercialise des matériels et des équipements électroniques de radioprotection. Dans le cadre de son développement, elle crée en Provence la fonction d'ingénieur commercial à l'export. Utilisant la synergie du groupe, il devra accroître les ventes de matériels sur catalogue et celles des produits nécessitant des études complexes auprès de clients spécifiques (ingénieries internationales, instituts de recherche et producteurs d'électricité). Ce poste s'adresse à un ingénieur électronicien ou électrotechnicien ayant une spécialisation génie atomique ou physique nucléaire, possédant au moins 5 ans d'expérience dans l'industrie. Plus qu'une expérience commerciale, la capacité à comprendre et à répondre en termes techniques aux besoins des clients sera prépondérante. Des déplacements sont à prévoir et bien sûr, l'anglais est nécessaire. Ecrire à Joël Bernard - Réf. M 12018 (Lyon).

Discretions totale assurée.

Ville de 160.000 habitants

recherche

Un secrétaire général

Un secrétaire général adjoint

Transmettre candidatures

accompagnées d'un curriculum vitae détaillé.

Ecrire s/m 7.736 le Monde. Publicité,
service ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

IMPORTANT CABINET
JURIDIQUE ET FISCAL
recherche pour
PROVINCE

UN FISCALISTE confirmé

Expérience minimum 2 ans,
- soit dans l'administration fiscale,
- soit dans un cabinet conseil fiscal,
- soit dans les services d'une grande entreprise.

Possibilité de situation évolutive.

Ecrire sous réf. 3251 à INTER PA - BP 508
75056 PARIS Cedex 02 qui transmettra

chef du département méthodes: votre avenir !

Vous êtes un ingénieur diplômé AM ou équivalent et votre expérience réussie de la fonction Méthode dans un secteur de biens d'équipement industriel vous amène à repenser votre situation actuelle, et à rechercher une société où vous pourrez rapidement accéder aux plus hautes responsabilités.

Ce tournant dans votre carrière, nous sommes prêts à vous aider à le négocier. Notre société, filiale d'un grand groupe international leader dans sa spécialité en France (fabrication mécanique) envisage d'accroître son évolution vers le CAO, FAO, dans son usine de fabrications unitaires et moyennes séries, située en Basse Normandie.

Pour ce faire, nous recherchons un homme comme vous. Nous saurons satisfaire votre dynamisme et votre ambition.

La connaissance de l'usinage et des machines à commande numérique, du soudage TIG et MIG, de la robotique, est indispensable. L'usage de la langue anglaise est souhaitée.

Pour atteindre ce nouveau cap professionnel, vous voudrez bien nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) qui sera étudiée avec la plus grande discrétion, sous référence 120 à C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 Paris



Chantal Kenvyn

Mobil Plastics Europe

recherche pour la vente
de film élastique pour palettisation

ATTACHE(E) COMMERCIAL(E)

Diplômé (e) et ayant quelques années d'expérience dans la vente de l'emballage industriel.

Anglais exigé.

Après formation à Paris, il (elle) se verra confier la partie Nord de la France.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à l'attention de Monsieur SULLY
Tour Septentrion - Codex 9
92081 PARIS LA DEFENSE.

P.M.L. Région BOURGOGNE

C.A. 40 millions, 200 salariés.

Fabrication de bagages

Recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

expérience direction

indispensable.

Ecrire sous n° 7.031.528 M, à

REGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

emplois internationaux

SERCOM recrute pour ses clients internationaux :
chefs de carrières miniers (permis de travail), conducteurs de sucrerie, conducteurs de travaux (génie civil et T.P.), conducteurs de travaux hydrauliques des sols, chefs de chant. ferrail., chefs de chantier béton armé, mécaniciens dieselistes long. caterpillari., chefs ayut. mdc. (contrôles concassage formation gisement), doct. indust. chefs d'équip. Ec. M. CANO Michel, directeur export.
B.P. 174 84008 Aubignas Cedex.

Etabl. soins priv. att. isère recrute attaché administratif gestion personnel. Double logement sur place. Ecr. s/m 7745 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RECTORAT DE REIMS

recherche

pour poste à REIMS

UN (E) CHARGÉ (E)

D'ETUDES

analyse de gestion

Niveau exigé :

soit diplôme NEC, ESSEC, ESCP,

soit DEA, DESS St. des ou gestion

Rémunération de départ :

84.000 F environ.

Adr. C.V. + photo à : Rectorat

de Reims, secrétaire général,

1, s. Nevers, 51084 Reims Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE MAGASINAGE

recherche pour son entrepôt

REGION LYONNAISE

1 ASSISTANT CHIEF DE DÉPOT

Niveau I.U.T. ou équivalent.

Expériences souhaitées 8 à 10 ans.

Connaissances en transport

appréh., mais non indispensables.

Rémunération en fonction de

l'ancienneté, au min. 90.000 F/an.

Env. C.V. et photo s/m 22.221,

CONTEXTE Publiété,

20, av. de l'Opéra, Paris 1^{re}.

Chef de personnel

« Son rôle : concevoir et mettre en œuvre la politique humaine et sociale pour un établissement de plus de 2000 personnes ; en étroite liaison avec le Directeur de ce centre dont il dépendra et l'équipe de Direction, il aura à animer les relations industrielles avec les partenaires sociaux, le développement des ressources humaines (gestion des effectifs, recrutement, mobilité interne, formation), la gestion des rémunérations ainsi que les conditions de travail (hygiène-sécurité), et l'information interne. Il devra également être capable de proposer les solutions permettant de faire face à un redéploiement industriel important.

De formation supérieure (si possible Droit ou Sciences Eco), l'homme qui prendra cette fonction a déjà une pratique de 8 à 10 ans de la Fonction Personnel pour l'avoir exercée soit en qualité de Responsable de Personnel d'une unité moyenne de production, soit comme adjoint à un Directeur de Personnel.

Anglais souhaité.

Adressez votre CV sous référence 4187 M à DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui nous le transmettra. Merci de préciser le nom des entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas donner suite.

Je suis intéressé

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER	48,00
AUTOMOBILES	48,00
AGENDA	48,00
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00

ANNONCES ENCADREES	DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER	48,00
AUTOMOBILES	48,00
AGENDA	48,00
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

Chief des Ventes Paris
Maintenance, Rénovation, Ascenseurs

De formation supérieure, commerciale ou technique, vous avez, à service 35 ans, une première expérience de la vente de services (assurances ou autres) puis acquise l'habitude de l'encadrement d'une force de vente et des négociations à haut niveau.

Vous avez une connaissance du milieu bancaire et/ou du bâtiment. Vous avez un sens poussé de l'organisation et êtes gestionnaire, plus soucieux des résultats que d'augmentation spectaculaire du C.A.

Dans ce cas, vous pouvez, au sein d'une Direction Régionale d'une société française, filiale d'un groupe multinational, animer une équipe de 10 personnes et être entièrement responsable d'un budget de vente de plus de 60 millions.

La dimension de la société permet d'envisager des ouvertures intéressantes pour un candidat motivé et qui veut évoluer.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 82509M à Michel BARBEY qui prendra contact avec vous garantissant la confidentialité.

13 bis, rue Henri Moinier
75009 PARIS
Tél. : 285.15.53

formation créative
s'agrandit et recherche un

CONSEILLER EN FORMATION

Nous sommes :
Une Société de Formation,
Une petite Equipe Performante, avec 10 ans d'expérience.

Nous avons 3 spécialités :
- marketing-vente,
- nous concevons et réalisons nous-mêmes des films de formation dans ces 2 domaines pour l'animation de nos stages,
- notre marché : les 100 premières de FRANCE.

Vous êtes :
Un homme d'au moins 30 ans,
Un passionné de pédagogie,
avec une formation supérieure,
avec une expérience du METIER de 3 ans minimum.

Nous offrons :
Un travail varié :
- rencontre de clients,
- analyse, diagnostic, animation de stages, suivi des résultats,
- une pédagogie axée sur des méthodes et des films exclusifs,
- une participation à la politique de la Société sous tous ses aspects,
- une situation de 150.000 F. selon vos compétences.

Ecrivez-nous en joignant C.V., photo :
22, rue de Turin - 75008 Paris.

Recrutement en ligne

2 INFORMATIENS CONFIRMES

coût, assembleur, mini, Niveau D.I.T. Après formation spécifique, le développement des applications en technologie avancée.

1 A/P IBM CCI confirmé
Service et Développement Informatique. Ecrire ou tél. 78, avenue Gallieni, 93174 Bagnolet Cedex, 93 08 01.
Tél. : 350-12-54.

Sé T.T.P.L. Versailles

AIDE-COMPTABLE DACTYLO

dans bâtiment 4 ans expér. Téléphone pour RV 951-85-08.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT

PARIS - LA DEFENSE
Recherche pour nouv. investiss.

INGENIEUR
Arts et Métiers, Centrale, Mines
Pratique cour. de l'anglais, goût des responsabilités.

Ecr. av. C.V., photo à n° 21564
20, av. de l'Opéra 75004 Paris
codex 01, qui transmettra.

ECA AUTOMATION
S.S.C.I. en forte expansion
(500 personnes), recherche

INGENIEURS INFORMATIENS
- expérience 1 à 4 ans,
- dans les domaines de :
• micro-informatique
• logiciel de télécommunication
• logiciel temps réel.

Ad. C.V., photo et présent. à la référence 1.010 au Service du Personnel 315, bureau de la Cotline, 92213 St-Cloud Cedex.

Entreprise de chauffage et climatisation recherche

INGENIEURS
CONFIRMES thermiciens avec notions électrotechniques
Adresser C.V. et présentations à A.M.P., sous la réf. 4072/JR, 40, rue Olivier-de-Serre, 75015 PARIS, qui transmettra.

S.S.C.I.
recherche

INGENIEURS
2 à 5 ans expérience
- Gold de la conception,
- pratique d'un assembleur,
- expér. télécom. appréciée.

Ecr. C.V., photo et présent. à :
35, rue des Berges, 75015 PARIS.

INFORMATIQUE
CERCI recrute
INGENIEURS INFORMATIENS
Temps réel, connaissance de l'assembleur, est. très intéress. - 542-00-73.

A VENDRE Spécialiste de la communication

Annonces multinationales : 5 ans.
Expérience Agence de publicité : 7 ans.
H. 37 ans.

Je maîtrise parfaitement toutes les techniques publicitaires ainsi que les relations publiques. Je cherche un Chef d'Entreprise dynamique qui croit à la valeur d'une communication efficace. Je parle un très bon anglais et j'ai une bonne culture technique. Ecrire à racc. carrières 48 rue Saint Ferdinand 75017 PARIS sous réf. AV

DIRECTEUR des RELATIONS SOCIALES
(3.000 pers.) 40 ans. Format. Supér. Ecole de Commerce et Psycho. Posséd. 12 a. expér. de la fonction Personnel, maîtrisant tous les aspects de la fonction (détermination et application politique sociale, méthodes actuelles de gestion Ressources Humaines, Formation, Relation avec partenaires sociaux...) rech. situation similaire Paris ou Province, région indifférente. Ecrire sous n° 22136 à Contax Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES
CHERCHE EMPLOIS pour EMPLOYÉS (EES) de service commercial connaissant la comptabilité usuelle et la dactylographie. Disponibles fin janvier. Téléphonez au 547-18-30 poste 86.

POUR VOTRE RECHERCHE D'EMPLOI
INGENIEURS-CADRES
Le C.C.P.C. (Comité des Cadres de Paris, région parisienne en Châmage) met à votre disposition son réseau d'entraide professionnelle bénévole.

Ecrire à J. BOUVIER (C.C.P.C.), B.P. 220, 3, rue de l'Arrivée, 75149 Paris Cedex 13 (ou vous contacter chaque mardi de 17 h. à 19 h. Salle Importers, 13, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris, métro Saint-Paul).

MANAGER
Espagne - France - Italie

• 39 ans - Formation supérieure (droit, ec. Pol)
• connaissance plurilinguistique, gestion des affaires, commercial, publicité, marketing, export et marchés étrangers.
• Expérience de directeur P.M.E. + 50 personnes.
• Capable d'organiser et gérer filiales à l'étranger.
• Anglais + Espagnol + Connaissance Allemand + Italien.

En France, recherche :
P.-D.G. ou D.G. dans P.M.E. ou grande société française ou internationale, en Espagne ou Italie, gestion, filiale.
Ecr. s/n° 6.253 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGENIEUR INFORMATIEN. SPECIALISTE A.P.L.
Cherche tous travaux d'étude, analyse et programmation. Tél. : 209-21-47.

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretions absolues.

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS RENOMME
réalisant des biens d'équipement destinés à des industries diversifiées : énergie, chimie, agro-alimentaire... et fortement exportateur (plus de 50% du C.A.) renforce ses structures commerciales et offre plusieurs postes à des candidats négociateurs et animateurs.

• **Chief des ventes France et exportation**
Responsable d'une gamme de produits standard, commercialisée par un réseau de revendeurs, il développera un C.A. qui est actuellement de 80 millions.
Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, ayant 10 ans d'expérience professionnelle et maîtrisant l'habitude de travailler avec des agents stockistes. Anglais courant indispensable.
référence UK 321 CM

• **Ingénieur d'affaires exportation confirmé**
Il animer une petite équipe d'ingénieurs d'affaires chargés de négocier et de suivre les contrats de vente de matériels de génie chimique. Il aura une formation d'ingénieur, l'expérience de la vente de biens d'équipement et si possible la connaissance des industries pétrolières et chimiques. Anglais courant indispensable.
référence VI 322 CM

• **Deux ingénieurs débutants**
Diplômés grandes écoles (AM, NSA...) l'un parlant couramment allemand, l'autre anglais, ayant le goût de la gestion et des contacts. Ils seront formés pour assurer la bonne réalisation des contrats et joueront un rôle important de coordination.
Evolutions possibles vers des fonctions commerciales, fabrication...
référence WM 323 CM

• **Ingénieur de ventes France et exportation**
De formation technique, ayant de préférence une première expérience de vente de biens d'équipement, il sera chargé de commercialiser une gamme de matériels sur une partie de la France et une zone à l'étranger. Connaissance de l'anglais souhaitable.
référence XN 324 CM

Tous ces postes sont basés au siège à Paris et permettent des évolutions de carrière dans le groupe.
Ecrire en précisant la référence.

La G. CAM - S.S.C.I. du Groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations - recherche pour ses centres de traitement de la Région Parisienne (Séances Temps Réel et procédures par lots)

INGENIEURS COMMERCIAUX

Expériences vente :
- prestations en service Bureau
- mise à disposition de configurations
- pratique de la négociation d'applications importantes : études lourdes
- logiciels puissants.

La forte croissance des activités de la Société (35 % par an depuis plusieurs années) permet d'envisager une intéressante évolution de carrière.

Adresser C.V. et présentations sous référence 189/M à Marie-Françoise ALLIOT - G. CAM - Tour Maine-Montparnasse - B.P. 185 - 75755 Paris Cedex 15.

G. CAM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CONSIGNATION - TRANSIT BANQUE NORD recherche

HOMME, 22 ANS MIN.

NIVEAU B.T.S. COMPTABLE Anglais courant. Pour tenue comptabilité et administration du département Agence de lignes régulières.

Une première expérience est exigée. Ecr. C.V., photo et prêt. sous réf. 5476, à L.T.P., 31, boulevard Berthelot-Neuville, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Sté expertises comptables tech. COLLABORATEUR CONFIRMÉ NS Ecr. av. C.V. et présent. SODIP, 60, r. Rappaport, 12^e.

FIVES-CAIL BABCOCK
Division Chaudières recherche pour ses bureaux d'études situés en Seine-Saint-Denis

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

(Formation ECP, AM, IDN, ENSMA)

Expérience confirmée en bureau d'études et fabrication.

Cet ingénieur prendra la responsabilité des problèmes de R.D.M. relatifs aux appareils à pression. Il sera chargé d'analyser et de faire appliquer les règles et les codes de construction français et étrangers. Il participera à la fonction « Assurances qualité » et représentera notre société auprès des organismes extérieurs. A terme, il pourra évoluer vers d'autres activités dans le cadre d'un important B.E. Ce poste exige une bonne connaissance de l'anglais et la pratique des petits ordinateurs.

Ecrire avec curriculum vitae à F.C.B., 80, rue Emile-Zola, 93123 La Courneuve.

CLINIQUE ARGENTEAUX recherche

GOVERNANTE ÉCONOME
séjournera références exigées. Téléphone : 982-08-85.

VILLE DE NOISY-LE-GRAND VILLE-NOUVELLE, 40.000 HAB. Créé pour son CENTRE D'ACCUEIL et d'INFORMATION JEUNESSE ouverte le 1^{er} MAI 82 :
- un attaché communal ou animateur de première classe, chargé d'assurer la gestion du centre.
Ce poste conviendrait particulièrement à une personne ayant reçu une formation administrative et de gestion publique, connaissant les collectivités locales et ayant expérience du contact avec les jeunes.

RÉMUNÉRATION DE DÉBUT : (collaborateur sans enfant) 6.500 F/mois + prime équivalente au 13^e mois.

Envoyer curriculum vitae à : Madame le Maire, secrétariat général, 93180 NOISY-LE-GRAND

travail à domicile
Dactylo à domicile IBM 82 C, ch. tous travaux de copie, rapide. Tél. : 306-08-88.

travaux à façon
ENTREPRISE. Sér. réar. effectuée rapidement travaux peinture, menuiserie, décors, coordonné. Tous corps d'état. Devis gratuits. Tél. : 368-47-04 - 893-35-02.

traduction offres
Traductions techniques Anglaise-Française pour FRET LANCEE par l'industrie. Exp. lettre et CV manuscrites à BP-DAMBOISSE BP20 - ANDREY-78670.

automobiles
de 5 à 7 C.V.
Part. avec Renault 5 TL, 1978. Roue, 12^e, vitres teintées. 48.000 km, première main. 18.000 F. Tél. 274-55-88 ou 278-41-58 (soir).

de 8 à 11 C.V.
VENDS
ALFETTA 2000 OCT. 81 MOULE 82 4.500 km, gris métall. int. velours noir, vitres teintées électro-ques, auto-radio cassettes, stéril. auton. élect. 54.800 F. Tél. : 331-39-91 après 18 h.

UN PROFESSIONNEL CONFIRMÉ GÉNIE CIVIL, OUVRIER D'ART

Nous sommes une Entreprise de Travaux Publics implantée dans l'Ouest de la France (CA 300 M.). Nous recherchons le PATRON de notre département Génie Civil :

- C'est un ingénieur, mais aussi un commercial de talent et un meneur d'hommes.
- Si basé à NANTES, il assurera la gestion et l'animation d'une équipe de 80 personnes et développera les activités tant dans leurs diversités que sur le plan géographique, y compris à l'étranger.
- En téléphonant à notre Conseil : P. COQUARD, vous pourrez prendre connaissance de façon détaillée de cette offre, en toute discrétion, et convenir d'une future rencontre.

APPELEZ LE (40) 89-61-51.
RÉF. : 102/DL.

BANQUE PARISIENNE
Effectif 350 personnes filiales incluses recherche

UN CADRE SUPÉRIEUR DE DIRECTION

Rattaché à la DIRECTION GÉNÉRALE il sera responsable du DÉVELOPPEMENT du DÉPARTEMENT D'ORGANISATION COMPTABLE et INFORMATIQUE et de la MISE EN ŒUVRE de NOUVELLES PROCÉDURES de TRAITEMENT.

Ce poste implique :
• une formation supérieure grande école de gestion ;
• une haute qualification comptable (niveau DEC) ;
• une expérience (10 à 15 ans) des problèmes d'organisation bancaire ;
• une réelle connaissance de l'exploitation et des relations avec la clientèle ;
• le sens de travail en équipe et des qualités d'animateur.

Adresser lettre et curriculum vitae à : O.C.B.P., 66, rue de la Claupe-d'Antin, 75009 PARIS, qui transmettra, sous référence 6.700 M.

Ponts, ECP, Mines + MBA

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS recherche pour filiales, un ingénieur grande école, ayant une expérience professionnelle en entreprise et diplômé d'une école de gestion.

Il assurera des responsabilités de Directeur Général.

Ce poste de haut niveau conviendrait à un candidat, minimum 35 ans, ayant de très grandes qualités de contact et le profil d'un patron d'entreprise.

Poste à Paris.

Ecrire sous référence 2.176 M à PUBLIPANEL, 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmet.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

secretaires
ECCO
TRAVAIL TEMPORAIRE
RELATIONS EXTERIEURES recherche pour 7^e 7^e.

SECRETAIRE

Série réar. réar. réar. présentation, ordre et méthode, 30 ans minimum.

Possibilité d'évolution rapide du poste selon compétence.

Ad. lettre manusc. C.V. dét. photo et prêt. à ECO T.T. direction commerciale, 16, bd des Invalides 75007 Paris.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES
296-15-01

information divers
EMPLOIS et CARRIERES de la FONCTION PUBLIQUE à partir de 100 F HT/mois 603-27-77.

propositions diverses
Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Canada, Afrique, Amérique, Asie) dem. la revue spécialisée MIGRATION (UM), 3, rue Montyon, 75429 Paris Cedex 09.

capitaux propositions commerciales
Domiciliation - Secrétariat Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F HT/mois 603-27-77.

Recherche
CABINET IMMOBILIER Activités diversifiées, poss. associat. ou reprise progressive. Ecrire sous le n° 031.556 M RÉGIE-PRESSE 55 bis, r. Rappaport, 75002 Paris.

Domiciliation - Secrétariat
Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F HT/mois 603-27-77.

Domiciliation - Secrétariat
Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F HT/mois 603-27-77.

Domiciliation - Secrétariat
Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F HT/mois 603-27-77.

Domiciliation - Secrétariat
Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F HT/mois 603-27-77.

Domiciliation - Secrétariat
Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F HT/mois 603-27-77.

Domiciliation - Secrétariat
Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F HT/mois 603-27-77.

Domiciliation - Secrétariat
Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F HT/mois 603-27-77.

Domiciliation - Secrétariat
Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F HT/mois 603-27-77.

Domiciliation - Secrétariat
Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F HT/mois 603-27-77.

Domiciliation - Secrétariat
Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F HT/mois 603-27-77.

Domiciliation - Secrétariat
Champs-Élysées - Boulogne à partir de 100 F HT/mois 603-27-77.

Le Monde

économie

ÉNERGIE

LES NÉGOCIATIONS GAZIÈRES
ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

Encore deux points de désaccord

Les négociations franco-algériennes sur le prix du gaz ont été suspendues dans l'après-midi du 26 janvier pour permettre à la délégation de la Sonatrach de rentrer à Alger consulter les autorités sur les questions en cours en suspens. Gaz de France a précisé qu'il s'agit d'une simple suspension de séance et que « de nombreux problèmes ont été réglés à l'exception de deux points dont la solution doit être trouvée, d'ici la fin de la semaine ».

On reste optimiste à Paris sur la conclusion d'un accord dans les délais qui étaient impartis les deux ministères des affaires étrangères à la veille du Noël, soit le 31 janvier. Une solution n'a-t-elle pas été trouvée à l'apaisement de la question de l'indexation comme aux précédentes échéances, en cas de retard dans la livraison ? Les deux points de désaccord qui restent à surmonter avant une signature qui symboliserait le rapprochement des deux pays n'en sont pas moins fondamentaux et nécessitent un arbitrage politique.

On sait que les deux ministères des affaires étrangères s'étaient mis d'accord au mois de décembre sur un prix global qui intégrait tout à la fois le paiement du gaz et une dotation à un organisme de développement. Ce prix serait, dit-on, de l'ordre de 5,15 dollars par million de B.T.U. à comparer au 3,70 dollars par million de B.T.U. payés par Gaz de France depuis le 1^{er} janvier (à la suite d'une baisse des prix des produits pétroliers sur lesquels sont indexés les cours du gaz algérien).

Sur cette somme, qui correspond actuellement à une facture de l'ordre de 9 milliards de francs à l'égard de l'Algérie et toutes les quantités contractuelles (9,15 milliards de mètres cubes) étaient livrées en 1982, une partie devait donc être prélevée pour un fonds de développement. Un arbitrage a été rendu en France la semaine dernière sur le point « gaz » qui serait réglé par Gaz de France à la Sonatrach et sur la part « développement » qui serait affectée à cet organisme à partir du budget de l'Etat français.

Or cette répartition ne satisfait toujours pas la Sonatrach qui aimerait recevoir, outre le montant versé par Gaz de France, une partie de l'affectation budgétaire. Il s'agit pour l'entreprise algérienne de présenter le prix le plus élevé possible à ses autres clients (et notamment aux Italiens avec lesquels elle est actuellement en négociation) (le Monde du 19 janvier).

A cela s'est ajoutée — alors que l'on approche d'un accord — la question de la rétroactivité. Voilà deux ans pratiquement que la Sonatrach facture un prix nouveau à Gaz de France qui continue de payer le prix contractuel. C'est dire que la date à laquelle entrera en vigueur cet accord et qui, pour les Algériens, devrait remonter dans le passé est d'une importance financière non négligeable.

B. D.

(1) British Thermal Unit : 1 million de B.T.U. = 293 kwh.

PLAN

ANCIEN COMMISSAIRE GÉNÉRAL

M. René Montjoie est mort

M. René Montjoie, ingénieur général des mines, ancien commissaire général au Plan, est mort à Neuilly, le 25 janvier, à l'âge de cinquante-cinq ans, après une longue maladie.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

M. René Montjoie n'était pas de ceux qui aiment que l'on clame leur mérite. D'une rare discrétion, il avait aussi que le service de l'Etat n'a pas besoin de ces facades alambiquées que certains croient devoir adopter pour impressionner celui qui n'est pas sorti d'un grand corps. L'homme était toujours à l'écoute de son interlocuteur, il n'employait que les mots qu'il fallait pour donner son sentiment, aussi bien sur ses travaux, sur l'horizon économique que sur les joies du tennis, qu'il pratiquait jusqu'à ce que, sous l'impulsion de la maladie, il cessât de jouer.

En cas d'intervention soviétique en Pologne
la France suspendrait le contrat gazier

affirme-t-on à l'Élysée

Loi de constituer un alignement sur l'U.R.S.S., le contrat franco-soviétique d'achat de gaz sibériens par la France à la Pologne, d'après un moyen de pression supplémentaire sur Moscou, affirmait-on le 26 janvier à l'Élysée.

La France, comme l'Allemagne fédérale, a clairement indiqué qu'elle n'approuvait pas la politique de sanctions économiques tant que l'U.R.S.S. n'intervenait pas directement et massivement en Pologne, ajoute-t-on de même source.

Dans l'hypothèse d'une telle intervention, la France suspendrait le contrat gazier et l'ensemble des contrats avec l'U.R.S.S. préexistants dans l'entourage de M. Mitterrand.

Pour progresser sur la voie de son indépendance énergétique, indique la même source, il faut que « la France se libère du couple pétrole-dollar ». Or, le contrat gazier franco-soviétique est libellé en francs français et ne sera donc pas affecté par des fluctuations erratiques de la devise américaine semblables à celles qui ont été constatées dans un passé récent.

Le souci principal de la France en matière énergétique est la diversification de ses sources d'approvisionnement et de ses fournisseurs. Lorsqu'on regarde le bilan énergétique de la France et les perspectives à l'horizon 1990, on a le sentiment d'aller le plus loin possible en matière de charbon, d'économie d'énergie, d'énergies nouvelles et de nucléaire. Les choix qui restent à la marge sont le gaz et le pétrole, ajoute-t-on.

Constatant, que le Proche-Orient, qui « dans son ensemble constitue une région à problèmes », fournit déjà quelque 80 % du pétrole consommé en France, il faut dès lors « choisir entre un peu de gaz soviétique et une dépendance accrue à l'égard du pétrole du Proche-Orient ».

D'autre part, M. Jobert, ministre d'Etat chargé du commerce extérieur, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 26 janvier, que « à l'horizon 1990 et peut-être même plus tôt, il y aura beaucoup de gaz disponible dans le monde ». « Nous pourrions, a-t-il ajouté, compléter nos approvisionnements gaziers, nous constituer des stocks qui nous permettraient de nous libérer de la dépendance énergétique ».

Gaz de France, enfin, a annoncé qu'il prévoyait de doubler au moins sa capacité de stockage dans les six années à venir. « Nous sommes, M. Edmond Maire, qui se rendait le 26 janvier à l'Élysée pour la première fois depuis le mois de juin, a répété à M. Mitterrand que ce contrat

était un « acte politique ». Il a estimé que, dans les relations avec les pays ayant un régime d'assistance aux droits de l'homme (pays de l'Est, certains dits d'Amérique latine, Afrique du Sud), « la solution doit se situer entre le blocus économique et le laissez-faire ».

D'autre part, le collectif parisien Solidarité avec Solidarnosc affirme notamment : « C'est un coup porté à tous les travailleurs polonais qui résistent à la dictature militaire et dont l'isolement se trouve ainsi accru. (...) C'est un acquis pour la justice du général Jaruzelski qui constate que ses agissements ne troublent guère les négociations commerciales internationales. C'est un acte de mépris pour les très nombreuses personnes et forces sociales qui ont manifesté, en France même, leur soutien au syndicat Solidarnosc ».

De son côté le comité parisien pour le respect de l'acte final d'Helsinki « s'interroge sur ce que pourraient être désormais les débats de la conférence de Madrid et sur l'efficacité dont la France pourrait bien se prévaloir pour demander non seulement la cessation de violations particulières mais la levée de l'état de siège en Pologne, le retour aux libertés fondamentales et la libération de tous les captifs ».

La majorité sénatoriale réclame un débat. Enfin, mardi 26 janvier, au début de la séance de nuit, les sénateurs ont été saisis par M. Chauvin (Val-d'Oise), président du groupe de l'Union centriste et de l'intergroupe U.D.F., d'une demande de débat public sur le récent accord signé entre R.D.F. et Sovyngaz.

Sous forme d'un « rappel au règlement », M. Chauvin s'est référé à l'article 45 de la Constitution, qui exige, a-t-il dit, la ratification des traités ou accords qui engagent les finances de l'Etat.

Dans un communiqué, le groupe centriste avait protesté contre cet accord, et constaté que « les libertés fondamentales et la dignité du commerce prime sur des considérations humanitaires ».

Répondant à M. Chauvin, M. Leclercq, député U.R.S.S., chargé des relations avec le Parlement, a souligné que le débat réclame ne pouvait s'inscrire dans le cadre d'une session extraordinaire déjà fixée par décret.

Le groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale a demandé, mardi 26 janvier, que le gouvernement s'explique, avant la fin de la session extraordinaire du Parlement, sur le contrat d'approvisionnement en gaz avec l'U.R.S.S. M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a formulé la même demande. Il estime que signer un tel accord est « dangereux et indécent ».

AFFAIRES

LES POUVOIRS PUBLICS
ONT APPROUVÉ
LA CESSON D'UGINE-ACIERS
A SACHOR PAR PUK

La cession par le groupe PUK de sa filiale UGINE-ACIERS à la société sidérurgique Sachor (le Monde du 21 janvier 1982) a été approuvée par les ministères de l'Industrie, de l'Economie et des Finances. Un protocole financier prévoit que Sachor contrôlera 75 % du capital d'UGINE-ACIERS, PUK en conservant 25 %.

L'accord passé par les pouvoirs publics implique une aide accrue pour la restructuration d'UGINE-ACIERS, très lourdement déficitaire depuis quatre ans, et dont les pertes totales avoisinent 3 milliards de francs. La restructuration complète de l'industrie française des aciers spéciaux, longtemps retardée, va être rendue possible par cette cession.

À la tête du Plan, peu avant l'explosion de mai 1981, M. Montjoie en sort peu après le déclenchement de la grande crise pétrolière. Il aura vraiment connu, de Martignac les heures chaudes de l'économie française.

PIERRE DROUIN.

KUWAIT
INTERNATIONAL
FAIR CO.(S.A.K.)

invites companies, specialized in the construction of exhibition partitions and other related materials used in exhibition grounds, to submit their products amply specified with price lists along with any other relevant information, addressed to:

Kuwait International Fair Company (S.A.K.)
P.O. Box 658, Safat, Kuwait.
Tél. : 23540 IMFAIR KT.

MARCHÉ COMMUN

La Commission européenne propose
d'augmenter légèrement les taux d'intérêt
des crédits accordés à l'U.R.S.S.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La reconquête du marché intérieur français la politique à l'égard de la Pologne et de l'U.R.S.S., le budget européen, la politique extérieure textile, les conditions d'achat du sucre aux pays A.C.P. (Afrique, Caraïbes, Pacifique), tels sont les dossiers ouverts, le 26 janvier, par les ministres des affaires étrangères des Dix.

La reconquête du marché intérieur. — Les plans sectoriels de restructuration industrielle (meubles, jouets, chaussures, machines-outils) mis en œuvre par le gouvernement français préoccupent plusieurs autres États au premier rang desquels figure l'Italie. Ils redoutent que ces programmes ne créent des distorsions de concurrence au profit des entreprises françaises.

M. Chandonnager, ministre chargé des affaires européennes, s'est efforcé de les rassurer : son gouvernement veille à ce que cette politique ne suscite aucune entrave aux échanges intra-communautaires. Au reste, la C.E.E. est tenue au contraire de ce qui est entrepris et M. Mauroy s'est entretenu du dossier avec M. Davignon, vice-président de la commission chargée de la politique industrielle. M. Andriessen, commissaire chargé de la politique de concurrence, a indiqué qu'effectivement il n'avait constaté aucune entrave à la libre circulation.

Le ministre français a rappelé que ses suggestions en faveur d'un renforcement de la préférence communautaire, d'une politique plus rigoureuse en particulier à l'égard du Japon, et d'une meilleure utilisation de l'espace extérieur européen, étaient restées sans réponse. De même, a-t-il ajouté, la Communauté ne peut guère d'efforts d'ingénierie pour lutter contre le chômage. D'où la nécessité, en attendant, d'opérer les restructurations industrielles les plus urgentes sur le plan national.

La politique à l'égard de la Pologne et de l'U.R.S.S. — Les 35 millions d'ECU encore disponibles, afin de rendre possibles des livraisons de produits agricoles à la Pologne à des prix inférieurs de 15 % aux prix mondiaux, seraient utilisés pour effectuer des livraisons gratuites de produits alimentaires à la population polonaise par l'intermédiaire d'organisations caritatives.

En revanche, il n'y a pas de décision définitive concernant les crédits à l'exportation. La Commission suggère comme position commune à proposer lors de la prochaine réunion des pays de l'O.C.D.E. signataires du « consensus » que l'U.R.S.S. soit traitée comme un pays industriel, et non plus comme un pays en développement. Les Français ont émis une réserve, l'administration, ou les administrations compétentes voulant avoir un délai de réflexion. Il ne semble pas que Paris souhaite bloquer l'affaire.

Le budget européen. — Un mini-conflit budgétaire avait surgi en décembre lorsque Mme Veil, alors présidente de l'Assemblée européenne, avait arrêté le budget de la Communauté pour 1982 à un niveau légèrement inférieur à celui que le conseil considérait comme le maximum possible. Les ministres s'orientent vers la solution suivante : les États verseraient leur quote-part en plus et le budget tel qu'il a été arrêté par l'Assemblée. Mais, dans le même temps, parce qu'il estime avoir le droit pour lui, le conseil introduit un recours contre l'Assemblée de Strasbourg devant la Cour de justice de Luxembourg. Le conseil manifeste en outre son intention d'engager une

concertation afin de régler le différend concernant la classification des dépenses dans le budget ; ce différend est à l'origine de l'actuel conflit.

La politique extérieure textile. — Il a été décidé de tenir un conseil spécial le 11 février, avec à l'ordre du jour l'adoption d'un règlement régissant le « trafic de perfectionnement passif » (exportation de tissu d'un État membre vers un pays tiers où il est transformé puis réexporté vers ce pays expéditeur sous forme d'habillement) ; la fixation de plafonds globaux pour les importations de produits sensibles en provenance des pays à bas prix de revient ; l'examen par le conseil des résultats de la négociation sur la renouveaulement de l'accord « multi-fibre » (A.M.F.).

Dans l'esprit de plusieurs délégations (France, Italie, Royaume-Uni), le feu vert ne sera donné à la signature par la Communauté du protocole d'extension pour quatre ans de l'A.M.F., dont la négociation est achevée depuis la fin décembre — que dans la mesure où les plafonds globaux d'importation, considérés comme les meilleurs garde-fous contre un déplacement de la politique d'importation, seront adoptés.

Le sucre A.C.P. — Les Britanniques ont accepté que le prix du sucre roux acheté à des conditions préférentielles aux producteurs A.C.P. soit relevé de 8,5 %, c'est-à-dire du même montant que le sucre de betterave produit dans la C.E.E. En avril, les Dix avaient fixé l'augmentation pour le sucre roux à 7,5 %, ce qui avait été refusé par les partenaires A.C.P. Les raffineries britanniques, principaux acheteurs (1,3 million de tonnes) et qui voient ainsi le coût de leurs matières premières relevé plus que prévu, ont obtenu une contrepartie : une compensation correspondant à la différence de prix sera accordée à la production de sucre roux des départements d'outre-mer français.

PHILIPPE LEMAITRE.

CONJONCTURE

LES PRIX DE DÉTAIL
ONT DOUBLÉ EN SIX ANS

Les prix à la consommation ont augmenté de 8,5 % en décembre, après s'être accrus de 0,9 % en novembre et de 1,2 % en octobre. Selon les chiffres détaillés publiés par l'INSEE, l'indice des deux cent quatre-vingt-cinq postes s'est établi à 301, au lieu de 280 en 1976, ce qui correspond à une hausse de 14 % en 1981 contre 13,6 % en 1980. Il s'agit de l'augmentation la plus forte de la vie la plus forte depuis 1974 (+ 15,2 %). Ainsi le prix de détail ont triple en six ans : ils ont doublé en six ans, l'indice s'établissant à 150 en mai 1973.

En décembre, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 1 %, ceux des produits manufacturés de 0,5 % et ceux des services de 0,4 %. En un an, les hausses ont été de 16,5 % pour les produits agricoles, de 12,5 % pour les produits manufacturés (+ 10,4 % pour le seul secteur privé) et de 14,4 % pour les services (+ 15,7 % pour les services privés). Les augmentations les plus fortes ont concerné les légumes et les fruits frais (+ 20,9 %), la viande de porc et les charcuteries (+ 20,7 %), les corps gras et le beurre (+ 19,2 %), les produits laitiers (+ 18,5 %) et les tarifs publics (+ 17,7 %).

Le taux d'inflation a été, en 1981, sensiblement plus élevé que celui des principales partenaires de la France. La hausse des prix de détail aura été voisine de 3,5 % au Japon, de 6,5 % en Allemagne fédérale, de 10 % en Grande-Bretagne. Seule l'Italie aura enregistré un résultat plus mauvais, avec une augmentation du coût de la vie d'environ 17,9 % l'an dernier.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	à bas + haut	à bas + haut	à bas + haut	à bas + haut
\$ U.S. ...	5,9000	5,9000	5,9000	5,9000
\$ can. ...	4,3276	4,3428	4,3428	4,3428
Yen (100) ...	2,5915	2,5940	2,5940	2,5940
DM ...	2,5480	2,5495	2,5495	2,5495
Fl. (100) ...	2,3230	2,3230	2,3230	2,3230
P. (100) ...	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350
£ (100) ...	2,9250	2,9250	2,9250	2,9250
₹ ...	11,0220	11,0220	11,0220	11,0220

TAUX DES EURO-MONNAIES

	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/32	10 1/64
\$ U.S. ...	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/32	10 1/64
Fl. (100) ...	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/32	10 1/64
P. (100) ...	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/32	10 1/64
£ (100) ...	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/32	10 1/64
₹ ...	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/32	10 1/64
₹ ...	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/32	10 1/64
₹ ...	10 1/8	10 1/16	10 1/32	10 1/64	10 1/32	10 1/64

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

NEUBAUER

PEUGEOT - TALBOT

Conditions exceptionnelles jusqu'au 30 janvier 1982

VOTRE TALBOT 82 MOINS CHÈRE

RACHAT DE VOTRE VOTURE PLUS CHER

M. DENOLF - Tél. : 270-35-82

RICHE COMMUN

La Commission européenne propose
d'augmenter légèrement les taux d'intérêt
des crédits accordés à l'U.R.S.S.

De notre correspondant
L'augmentation des crédits de la Commission européenne pour l'U.R.S.S. est de 100 millions de francs, soit 10 % de plus que l'année dernière.

La Commission européenne a décidé d'augmenter les crédits accordés à l'U.R.S.S. de 100 millions de francs, soit 10 % de plus que l'année dernière. Cette décision a été prise par le Conseil des ministres de la Commission européenne.

La Commission européenne a décidé d'augmenter les crédits accordés à l'U.R.S.S. de 100 millions de francs, soit 10 % de plus que l'année dernière. Cette décision a été prise par le Conseil des ministres de la Commission européenne.

La Commission européenne a décidé d'augmenter les crédits accordés à l'U.R.S.S. de 100 millions de francs, soit 10 % de plus que l'année dernière. Cette décision a été prise par le Conseil des ministres de la Commission européenne.

CONJONCTURE

LES PRIX DE DÉTAIL
ONT DOUBLÉ EN SIX ANS

Les prix de détail ont doublé en six ans, selon une étude de l'Insee. Cette augmentation est due à l'inflation et à la hausse des coûts de production.

Les prix de détail ont doublé en six ans, selon une étude de l'Insee. Cette augmentation est due à l'inflation et à la hausse des coûts de production.

BOURSE DES MONNAIES

Monnaie	Cote
Franc suisse	1,48
Mark allemand	1,36
Yen japonais	163,50
Coron norvégien	136,50
Escudo portugais	200,48
Escudo espagnol	166,64
Escudo grec	340,75
Escudo turc	1,36
Escudo indonésien	1,36
Escudo philippin	1,36
Escudo thaïlandais	1,36
Escudo vietnamien	1,36

Monnaie	Cote
Franc suisse	1,48
Mark allemand	1,36
Yen japonais	163,50
Coron norvégien	136,50
Escudo portugais	200,48
Escudo espagnol	166,64
Escudo grec	340,75
Escudo turc	1,36
Escudo indonésien	1,36
Escudo philippin	1,36
Escudo thaïlandais	1,36
Escudo vietnamien	1,36

L'EXPLOIT.

1982
RALLYE MONTE-CARLO



RALLYE MONTE-CARLO: 1^{er} OPEL ASCONA

"La preuve est faite que nous pouvons nous battre avec les meilleurs...
et même être devant! Bravo Opel!" - ROHRL-GEISTDORFER.
(vainqueurs du Rallye de Monte-Carlo 1982 sur Opel Ascona 400).

OPEL

Opel Ascona

SOCIAL

La lutte contre les emplois précaires

(Suite de la première page.)

De plus, il sera interdit à un employeur d'utiliser un travailleur temporaire (ou une personne munie d'un contrat à durée déterminée) sur un même poste, avant que ne se soit écoulé le tiers du temps de la mission précédente. En clair : si un chef d'entreprise a employé un intérimaire pendant six mois sur tel poste, il ne pourra pas faire appel à un autre travailleur précaire, sur ce même poste, avant deux mois.

Ces mesures ont pour objectif d'inciter les entreprises à « capter » à leur service des personnes. Ainsi, il leur en coûtera plus cher pour engager des travailleurs temporaires, car ces derniers devront être rémunérés d'une façon différente. Le salaire minimum ne devra pas être inférieur au salaire d'embauche, après période d'essai, d'un travailleur permanent de l'entreprise utilisatrice. D'autre part, la prime dite de « précarité » passera de 10 % à 15 %. Elle ne restera que 10 % que si l'intérimaire retrouve, dans les trois jours qui suivent la fin du contrat, une autre mission à qualification égale. Actuellement,

selon le ministre du travail, les deux tiers des personnes qualifiées qui travaillent en intérim perçoivent des salaires réels inférieurs de 20 % à 30 % à ceux des travailleurs permanents sur les mêmes postes. Les diverses obligations qui sont instaurées permettront un « rattrapage » : les E.T.T. (entreprise de travail temporaire) qui continueront de rémunérer leurs intérimaires, répercuteront les hausses dans les factures fournies aux entreprises utilisatrices, d'un coût plus élevé pour ces dernières.

LES MODALITÉS DE CONTRÔLE

Mesures salariales, mais aussi meilleure protection sociale : les travailleurs temporaires doivent bénéficier de tous les avantages de la convention collective appliquée dans l'entreprise où ils sont affectés. Ils devront également être traités, dans l'entreprise, comme les « permanents » et avoir les mêmes droits (durée du travail, congés, restauration, transport, etc.). En matière de droit syndical, ils pourront désormais transmettre leurs revendications aux délégués du personnel de l'entreprise utilisatrice.

C'est dans le même esprit, bien sûr, qu'a été établie l'ordonnance relative aux contrats à durée déterminée (institués par la loi du 3 janvier 1979). Alors que, jusqu'à présent, les employeurs pouvaient utiliser cette formule pour n'importe quel motif d'embauche, les cas de recours à ce type de contrats sont maintenant les mêmes que pour le travail temporaire. Leur durée est réduite à six mois pour « survol d'activités » et à un an (sans dérogations) pour les autres motifs. De plus, une prime de « précarité », payable à la fin du contrat, est instaurée. Elle sera calculée en fonction de la rémunération du salarié et de la durée du contrat. Un décret en fixera le montant minimum.

Quant au contrôle de toutes ces dispositions, il sera d'abord assuré, avant l'inspection du travail, par les membres des comités d'entreprise et les délégués du personnel des entreprises utilisatrices, qui pourront désormais se faire connaître tous les contrats temporaires ou à durée déterminée. En outre, les chefs d'entreprise devront dresser, chaque année, un bilan du travail précaire dans leurs établissements.

D'autre part, les sanctions pénales seront, en cas d'infraction, renforcées, et deux nouvelles sanctions sont introduites. La première concerne l'entreprise utilisatrice : elle se verra mise dans l'obligation d'embaucher définitivement le travailleur intérimaire, si elle ne respecte pas, par exemple, les recours légaux à l'intérim et aux contrats à durée déterminée, ou si elle établit des missions plus longues que celles prévues par les ordonnances. La seconde touche l'entreprise de travail temporaire : sa fermeture, provisoire ou définitive, sera ordonnée, en cas de violation de la loi.

Enfin, une commission mixte, composée des représentants des pouvoirs publics, des syndicats et de la profession de l'intérim, doit prochainement examiner d'autres aspects sociaux du travail temporaire : indemnisation en cas de maladie ou d'accident du travail, délégation syndicale dans les E.T.T., etc. Les ordonnances instituent une période de trois ans, au terme de laquelle un bilan sera dressé sur l'ensemble des questions relatives à l'intérim et aux contrats à durée déterminée.

MICHEL CASTAING.

LE P.D.G. CONDMNÉ A 137 AMENDES :

La société Dubigeon-Normandie n'était pas concernée

Contrairement à ce que nous avions indiqué sur la foi d'une dépêche d'agence, ce n'est pas le président-directeur général des chantiers Dubigeon-Normandie, à Nantes, qui a été condamné le 18 janvier, par la cour d'appel de Rennes, à cent trente-sept amendes pour infractions à la législation du travail (la *Monde* du 21 janvier). Il s'agissait en fait de M. Pierre Casali, P.D.G. de la société Gardella, de Marseille, spécialisée notamment dans la protection des produits chimiques.

En 1979 et en 1980, alors qu'il agissait en sous-traitant des chantiers Dubigeon-Normandie de Nantes, et pour respecter les délais contractuels d'un important marché, il avait fait dépasser la durée hebdomadaire légale du travail par quatre-vingt-dix-huit de ses employés et en avait fait travailler dix-huit de nuit et vingt-deux le 1^{er} mai, sans avoir demandé les autorisations préalables. Le 8 mars 1981, le tribunal de police de Nantes, tout en retenant la culpabilité de M. Casali, l'avait dispensé de peine.

Le P.D.G. de la société Gardella avait en effet invoqué les retards subis notamment à la suite d'une grève sur les chantiers de l'urgence d'un marché portant sur 20 millions de francs, dont auraient bénéficié des sociétés étrangères si la sienne n'avait pas honoré son contrat.

A la suite de l'appel formé contre cette décision par le procureur général, la cour d'appel de Rennes a estimé que « la persistance des infractions, l'importance des dépassements de la durée hebdomadaire du travail et le non-respect du repos hebdomadaire sont des facteurs favorisant les accidents du travail, indépendamment du caractère inconnu qu'ils peuvent présenter aux yeux de nombreux travailleurs qui ont effectivement été blessés ».

Pour sa part, le P.D.G. des chantiers navals Dubigeon-Normandie M. Michel Perreau, n'a nullement été mis en cause.

Chômeuses de marque

Une jeune femme de vingt-neuf ans, docteur en géologie à l'université de Nice, a entamé une grève de la faim parce qu'elle est au chômage depuis plus de trois ans et désespère d'obtenir enfin le poste auquel elle prétend.

Sur son lit, indique le correspondant de l'A.F.P., outre sa thèse, Mme Jacqueline Romain conserve un autre dossier : un classeur de centaines de lettres de candidature ou de demande d'emploi et les quelques réponses, toutes négatives, qui lui ont été renvoyées.

« J'ai écrit à peu près six cents demandes d'emploi, explique-t-elle. Au début, je cherchais dans ma branche, bien sûr. Immanquablement on me répondait, directement ou indirectement, que ce n'était pas un travail de femme. Puis j'ai écrit en signant « J. Romain », sans préciser. On me répondait : « Cher monsieur, votre proposition nous intéresse. » Mais, évidemment, dès qu'on apprenait que j'étais une femme, mon cas ne les intéressait plus. »

Mme Romain n'est pas plus tendre envers les organismes d'Etat ou l'université. En 1979, elle est candidate à Nice. Malgré son élection par la commission des spécialistes, son poste est attribué à un autre.

« Dix fois, cent fois, s'exclame-t-elle, on m'a répondu, presque reproché, que j'étais mariée, donc que je n'avais pas « besoin » de travailler. Je tiens absolument à poursuivre mes recherches. Je refuse de les

laisser à ce stade d'avancement, après avoir tant souffert pour y parvenir. Alors j'ai jusqu'au bout. »

Autre chômeuse de marque, celle que nous signalons notre correspondant à Orléans. Mme Monique Fallier, ancienne déléguée régionale à la constitution féminine, a été licenciée le 1^{er} janvier. Les services du premier ministre et leur ministre de tutelle viennent de mettre fin, en effet, aux fonctions des vingt-deux déléguées régionales nommées par M. Giscard d'Estaing. Si la plupart, fonctionnaires, ont été réaffectées dans leur corps d'origine, trois d'entre elles, contractuelles, dont Mme Fallier, se retrouvent au chômage.

« M. Mitterrand, précise Mme Fallier, avait pourtant déclaré qu'aucun contractuel ne serait demandeur d'emploi du fait de son accession au pouvoir. Je n'ai jamais été membre d'un parti politique. A deux reprises, lorsque Mmes Pasquier et Pelletier se sont déplacées dans le cadre d'une campagne électorale, j'ai tenu à ne pas les accompagner. Mon poste n'était pas politique mais technique. »

La méthode de licenciement, dans un style tout à fait patronal, a choqué, y compris chez les socialistes. Mme Fallier a refusé un poste d'assistante sociale de secteur que lui a proposé la préfecture du Loiret, qui lui aurait fait perdre, dit-elle, 40 % de son salaire. Mme Fallier, qui habite un pavillon coquet à Olivet (Loiret), est mère de six enfants et son mari enseigne à l'université d'Orléans-La Source.

● **Immigrés turcs : non au visa.** — La fédération Hacutex (habillement, cuir, textile, C.F.D.T.), faisant état de six mille adhérents turcs, a demandé, dans un communiqué publié lundi 25 janvier, la suppression du visa d'entrée pour cette catégorie d'immigrés. C'est le 1^{er} octobre 1980, deux semaines après le coup d'Etat militaire en Turquie, que le gouvernement de M. Barre avait instauré unilatéralement ce visa.

« Dans le contexte politique de la Turquie, déclare la C.F.D.T., cela aboutissait à fermer les frontières aux réfugiés politiques turcs. »

● **S.N.C.F. : Grève au dépôt de Trappes.** — Les cheminots du dépôt de Trappes (Yvelines) ont déclenché lundi 25 janvier, à l'appel de la C.G.T., une grève — avec préavis — qui doit durer jusqu'au 30 janvier, à 24 heures. Selon la direction de la S.N.C.F., ce mouvement affecte uniquement le trafic des trains de marchandises. Les grévistes considèrent que les nouveaux tableaux de roulement de quatre cents conducteurs remettent en cause plusieurs avantages acquis, malgré l'application des trente-neuf heures.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

La barre des trois millions de chômeurs est franchie

De notre correspondant

Londres. — Le nombre des chômeurs a franchi la barre des trois millions en Grande-Bretagne (nos dernières éditions datées 27 janvier). C'est la première fois depuis qu'existent des statistiques sur le chômage, même si le gouvernement considère que la situation était pire pendant la grande crise des années 30. Ainsi 3 070 821 personnes sans emploi ont été recensées en janvier, soit 12,7 % de la population active.

Leur nombre a augmenté de près de 130 000 en un mois. Corrigé des variations saisonnières, le chiffre de chômeurs est inférieur à 3 millions, 724 600 personnes sans emploi depuis plus d'un an, contre un peu plus de 400 000 en janvier 1981. En un an le chômage a augmenté de 750 000, mais de 1,1 million depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs en mai 1979.

Les régions les plus touchées sont l'Irlande du Nord, où la proportion de chômeurs par rapport à la population active est de 19,7 %, suivie de l'Angleterre (18,4 %), du Pays de Galles (18,2 %) et de l'Ecosse (15,3 %).

Violentement mise en cause par l'opposition travailliste à la Chambre des Communes — un orateur l'a surnommée « le destructeur de Westminster » —, Mme Thatcher a « déploré » le « tragique chômage ». Elle a cependant surtout insisté sur les lieux d'espoir : le volume des heures supplémentaires s'accroît, le chômage partiel diminue, les offres d'emploi augmentent, bref la reprise est là, depuis le dernier trimestre de 1981, estime le gouvernement, comme le montre encore le substantiel excédent de la balance des paiements en décembre : 600 millions de livres, soit 8 milliards pour toute l'année (contre 65 milliards de francs) et la hausse de la productivité.

Mais cette amélioration n'aura pas de conséquences immédiates sur le chômage qui, dans un premier temps au moins, devrait continuer à augmenter. Les syndicats demandent un programme immédiat de 5 milliards de livres d'investissement tandis que la Confédération de l'industrie bri-

tannique réclame des allègements fiscaux et une augmentation de 2 milliards de l'état des dépenses publiques.

Les statistiques du chômage devraient donner des arguments à tous ceux qui préchent depuis des mois pour un assouplissement de la stratégie monétariste du gouvernement. Le cabinet doit examiner jeudi 28 janvier le projet de budget qui sera présenté le 9 mars. Les ministres classés parmi les « nous » vont relancer leur offensive en faveur d'une réduction de la pression fiscale et d'une relance massive. Mais il n'est pas certain qu'ils soient entendus par Mme Thatcher, qui a récemment regretté de ne pas pouvoir mener une politique économique aussi dure qu'elle le souhaiterait.

DANIEL VERNET.

L'ESPAGNE POURRAIT COMPTER DEUX MILLIONS DE PERSONNES SANS EMPLOI FIN 1982.

Madrid (A.F.P.). — Le nombre des personnes sans emploi en Espagne a augmenté de 23,15 % en 1981, pour s'établir à 1 743 780 (357 780 de plus qu'en 1980, selon l'Institut national de l'emploi (INEM). Le vice-président du gouvernement chargé des affaires économiques M. Juan Antonio Garcia Diaz, a reconnu que ce chiffre pourrait atteindre les 2 millions à la fin de cette année. A la fin de 1981, le nombre des chômeurs représentait 13,57 % de la population active.

Malgré l'aggravation prévisible du chômage, le vice-président a fait preuve d'un certain optimisme pour les prochains mois. Il a estimé que l'inflation pourrait revenir à 12 % en 1982 (contre près de 15 % en 1981) et que l'économie connaîtrait une croissance d'environ 3 %.

M. Garcia Diaz a encore assuré que le gouvernement ne modifierait pas de suite sa politique économique, mais qu'en 1982, malgré la proximité des échéances électorales,

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNIBAL

Le Conseil d'administration s'est réuni le 23 janvier 1982 et a constaté l'augmentation du capital social de 153 787 000 à 154 358 700, par suite de la conversion de 5 717 obligations au cours de l'exercice 1981, en actions de conversion étant, comme les années précédentes, mise en réserve.

Le Conseil a ensuite entendu un rapport sur l'évolution du secteur financier de la situation au 31 décembre 1981, d'où ressortent les chiffres caractéristiques suivants :

- Chiffre de l'actif global : 27 millions
- Valeur d'entrée des immobilisations : 350 millions
- Valeur nette comptable : 308 millions
- Taux d'occupation : 97,7 %

Une estimation prudente établie par les services de la société au 31 décembre 1981 donne à ces immobilisations une valeur vénale de 40 millions, la valeur d'entrée du portefeuille de contrats de crédit-bail (732 millions).

A la clôture de l'exercice, le capital-boursier s'élevait à 423 millions.

Les SICAV BNP au 31 décembre 1981

SICAV et orientation générale.	EPARGNE VALUEUR : Portefeuille diversifié	EPARGNE OBLIGATIONS : Obligations françaises dominantes	EPARGNE CROISSANCE : Valeurs françaises et étrangères de croissance	EPARGNE INTER : Valeurs étrangères dominantes	NATIO INTER : Valeurs étrangères loi du 13/7/1978	NATIO INTER : Valeurs internationales dominantes
Actif net (en millions de F)	2.273	3.235	429	814	3.708	389
Répartition en %						
Obligations françaises	38,32	69,89	24,04	22,02	22,55	25,42
Actions françaises	25,07	4,85	7,62	1,08	55,13	1,59
Obligations étrangères	0,44	23,12	6,81	1,25	0,09	68,63
Actions étrangères	27,37	0,48	52,09	63,90	8,11	0,96
Bons du Trésor	—	—	—	—	6,20	—
Autres éléments de l'actif net	8,80	1,66	9,44	11,75	7,92	3,50
Valeur liquidative de l'action (en F)	236,80	136,16	855,76	417,22	348,75	582,88
Parier dividende global (en F)	14,58	12,85	42,24	15,35	18,76	40,00
Dernier le	31/3/1981	31/3/1981	25/9/1981	31/3/1981	31/3/1981	6/4/1981

Les actions des SICAV BNP, à l'exception de Natio-Inter, peuvent être souscrites en PLAN AVENIR (Placement automatique ou Placement sans impôts).

1) Créée et gérée par le BNP, le Crédit du Nord et Lazard Frères. 2) Actions susceptibles d'être souscrites par les Fonds Communs de placement constitués en application de la loi sur la participation des salariés.

L'ombre du dollar

(Suite de la première page.)

C'est dans ces circonstances qu'à la mi-janvier la Banque d'Angleterre a suivi par la Bundesbank et la Banque nationale des Pays-Bas dans un mouvement concerté ou pas, abaissé leurs propres taux. C'était donner le signal que, dans un premier temps au moins, devrait continuer à augmenter. Les syndicats demandent un programme immédiat de 5 milliards de livres d'investissement tandis que la Confédération de l'industrie bri-

qu'elle ne favorise aussi l'inflation importée par le biais d'un enchevêtrement des produits achetés à l'étranger. C'est pourquoi la Bundesbank et d'autres banques centrales interviennent vigoureusement depuis quelques jours sur les marchés des changes en vendant des dollars priérés sur leurs réserves respectives afin d'en freiner l'ascension. Il s'agit pour l'instant de la répétition des événements du printemps et de l'été 1981, mais depuis lors la situation d'ensemble s'est détériorée tant du point de vue économique que du point de vue financier avec l'aggravation des déficits budgétaires tant dans les pays qui en prennent leur parti, comme la France de M. Mitterrand que dans les pays tels les Etats-Unis de M. Reagan, qui avaient fait du retour à l'équilibre des finances publiques une des pièces maîtresses de leur programme. Les énormes besoins d'emprunts des trésors publics vont peser lourd sur le coût du crédit, tandis que les marchés des changes sont sous l'influence de l'évolution des taux d'intérêt.

PAUL FABRA.

une gamme de placements adaptés à vos besoins

SICAV INDOSUEZ

Siege social : 96, boulevard Haussmann 75008 Paris - Tél. 561.20.20
Siege central : 44, rue de Courcelles 75008 Paris - Tél. 561.20.20

	INDOSUEZ F	INDOSUEZ F	INDOSUEZ F	INDOSUEZ F	INDOSUEZ F	INDOSUEZ F	INDOSUEZ F	INDOSUEZ F
actif net au 31 dec. 1981 (en millions)	750	451	914	806	271	382	1104	658
valeur de l'action au 31 dec. 1981	369,33	232,22	358,68	300,37	300,16	231,64	597,38	295,14
revenus distribués (crédits d'impôt compris) du 31 dec. 1976 (ou depuis la date de création) au 31 dec. 1981	62,82	53,09	98,75	131,44	81,57	51,44	37,01	32,65
100 F investis le 31 dec. 1976 (ou depuis la date de création) au 31 dec. 1981 (2)	257,85	267,21	228,74	174,31	214,96	206,24	315,73	262,97

Ces SICAV sont gérées par l'UNION FINANCIERE DE FRANCE, 5, rue de Tilsit Paris 8^e Tél. 733.49.54
(1) SICAV "Memory"
(2) dividendes et crédits d'impôt inclus

une documentation peut être obtenue sans frais auprès des établissements chargés du placement.

UN 032

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ÊTRE JUIF : « L'année commence bien... », par Daniel Pak ; « La mémoire de Georges Vaide (1908-1981) », par André Cagnot ; « Le grand défi de Maxime Rodinson », par Gilbert Comte.

ÉTRANGER

3. L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN POLOGNE ET SES REPERÇONS. — La Diète approuve l'action du général Jaruzelski. — La rencontre Hoig-Gromyko.
4. EUROPE. — Après la disparition de M. Soslov.
4. PROCHE-ORIENT. — La visite de M. Haig à Jérusalem.
5. AMÉRIQUES. — États-Unis : le message sur l'état de l'Union de M. Reagan.
5. ASIE. — 5 et 7. AFRIQUE. — MAROC : la visite du roi Hassan II à Paris. — La Maghreb entre le modernisme et l'intégrisme : l'Algérie (III), par Daniel Janqua.

POLITIQUE

- 8-9. Le nouveau projet de nationalisation à l'Assemblée nationale.
10. La campagne pour l'emploi. M. Rocard affirme que le gouvernement a « trop négligé l'explication ».

SOCIÉTÉ

12. Selon l'UNICEF, deux millions d'enfants sont victimes d'une exploitation sexuelle.
- EDUCATION : un « appel pour la recherche en éducation ».
25. MÉDECINE. — DÉFENSE. — RELIGION.

ARTS ET SPECTACLES

13. « Amadeus ou Théâtre Marigny : Un blanc à remplir », par Michel Cournot ; « Œuvres de cinéma inédites », de Jean Rascio ; « Un grand voyage vers d'autres rivages », par Jacques Siclier.
14. « Pina Bausch au Théâtre de la Ville », par Hervé Guibert ; « Ariadone », au Carré Saint-Maurice, par Marcella Michel ; « Viviane Reel dans Harlem années 30 », par Colette Gardier.
15. « A la Royal Academy de Londres : la Japon au superlatif », par Paul-Marie Grand ; « Les films d'Ozu en France », par Louis Mercet.
16. UNE SÉLECTION. — PROGRAMMES EXPOSITIONS.
- 17 à 20. RADIO-TELEVISION : « Des morceaux d'anthologie », par Matthilde de la Bardonnie.
- 21 à 24. PROGRAMMES SPECTACLES.

EQUIPEMENT

25. TRANSPORTS : les compagnies aériennes proposent de nouveaux tarifs sur l'Atlantique nord.

ECONOMIE

30. ÉNERGIE : « En cas d'intervention soviétique en Pologne, la France suspendrait le contrat gazier », affirme-t-on à l'Elysée.
32. ÉTRANGER : en Grande-Bretagne, la barre des trois millions de chômeurs est franchie.
- SOCIAL : chômeurs de maroc.

RADIO-TELEVISION

- (17 à 20) INFORMATIONS. — SERVICES : (29) Mode : les collections de printemps ; Mots croisés ; Météorologie ; « Journal officiel ».
- Annouces classées (98 à 281) ; Carnet (24) ; Bourse (183).

Le numéro du « Monde » daté 27 janvier 1982 a été tiré à 547 685 exemplaires.

SOLDES D'HIVER
DE VRAIES TROUVAILLES
ET DES BONNES AFFAIRES !
TISSUS "COUTURE" ET "DÉCORATION"
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LUNETTES service
Si vous avez cassé, perdu ou simplement oublié vos lunettes, il y aura, pour vous, chez Leroy, une solution ultra-rapide.
Dans les centres Leroy répartis dans Paris, 50 spécialistes, hautement qualifiés, vous attendent.
CLEROY
OPTICIEN
du lundi au samedi inclus. 30, bd Barbès
Rayonn. spécialisés : A. acoustique médicale. O. verres de contact. M. travaux phoriques

POUR METTRE EN ŒUVRE UNE NOUVELLE POLITIQUE

M. Alain Savary réorganise le ministère de l'éducation nationale

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a présenté aux directeurs de son administration, ainsi qu'à une centaine de syndicats, réunis le mardi 28 janvier, en comité technique paritaire, un projet de réorganisation de l'administration centrale.

Dans le nouvel organigramme proposé par M. Savary, on distingue trois types de structures : des directions et services responsables de la gestion et du fonctionnement d'une partie du système éducatif ; des directions et services à vocation générale ; des missions chargées de coordonner et d'« imaginer ».

CATASTROPHE FERROVIAIRE EN ALGÉRIE

Quatre-vingt-deux morts, plusieurs centaines de blessés

Alger (A.F.P.). — Quatre-vingt-deux personnes au moins ont été tuées et plusieurs centaines blessées après le déraillement, dans la nuit du 26 au 27 janvier, du train régulier Alger-Oran.

L'accident, dont la cause n'a pas encore été déterminée, s'est produit à une centaine de kilomètres à l'ouest d'Alger, dans la wilaya (département) de Chlef (ex-Al Assam), dans une région montagneuse.

Le président Chaddi a délégué sur les lieux une commission d'enquête de haut niveau, disent les milieux officiels.

En Inde

LE PRÉSIDENT DE L'UNION DÉNONCE LA MONTÉE DE LA VIOLENCE

New-Delhi. — Treize personnes y compris des enfants appartenant à une famille d'intouchables d'un village de l'est de l'Inde, ont été brûlés vifs et décapités par des membres de castes dominantes hindoues, a annoncé l'Agence United News of India. Le crime a eu lieu le dimanche 26 janvier. Dix-sept personnes ont été arrêtées et quatre policiers suspendus. Depuis novembre dernier, quarante-huit personnes appartenant à des castes inférieures ont été tuées dans ce village.

Le président de l'Union indienne, N.S. Reddy, a fait allusion à ces incidents dans l'allocation qu'il a prononcée à l'occasion de l'anniversaire, le 26 janvier, de l'accession de l'Inde à la souveraineté. Il a déclaré : « Ce qui se passe est l'antithèse du noble esprit qui a animé notre nation. Les fruits du développement sont hors d'atteinte pour une large partie de la population. Si nous ne prenons pas des mesures immédiates pour mettre fin à ce mépris pour les valeurs morales, la confiance des gens dans notre système politique sera sapée et cela pourrait avoir des conséquences effrayantes à imaginer ».

Le président Reddy, qui fut élu, sous le gouvernement du Janata, le plus bas des la société indienne ont été massacrées.

Autre objectif de la réorganisation : mettre fin à des dysfonctionnements.

DIRECTIONS ET SERVICES FONCTIONNELS

Dans cette catégorie, on peut classer quatre directions maintes fois sous leur forme précédente : celles des écoles, des collèges (dont le titulaire devait être remplacé au conseil des ministres de ce 27 janvier), des lycées et des personnels enseignants des lycées.

A ces quatre directions s'ajoute, c'est une création, une direction générale des enseignements supérieurs et de la recherche qui aura autorité sur les directions et services situés dans les locaux de l'ancien ministère des universités.

Le directeur général « régnera » ainsi sur la direction des enseignements supérieurs et la direction des personnels qui sont maintenus ; la direction de la recherche universitaire, scientifique et technique ; la direction de la recherche ; la direction de l'information, des bibliothèques et des musées et le service financier des universités et de la recherche, tous deux issus de transformations.

DIRECTIONS ET SERVICES À VOCATION GÉNÉRALE

Sept autres directions et services sont créés soit en remplacement de structures qui disparaissent soit par le regroupement d'activités imposé par la réunification du ministère.

Tous ont, dans l'esprit du ministre, une vocation générale. La direction des affaires générales s'occupera par exemple des problèmes sociaux, juridiques, de l'enseignement privé, et de tout ce qui n'est pas traité d'autre part.

La création d'une direction administrative et des personnels administratifs, ouvriers et de service

marquer la volonté d'une réflexion sur l'organisation de l'administration centrale, des rectors, des inspections académiques dans la perspective de la décentralisation ; elle devra aussi gérer les 170 000 emplois de personnels non-enseignants.

Parmi ces structures à vocation générale, trois directions réunissent des fonctions de même type dans les domaines scolaire et universitaire : il s'agit de la direction de la coopération et des relations internationales, de la direction des affaires budgétaires et statutaires, et de la direction des équipements et des constructions.

D'autre part, le service des études statistiques et de l'information de gestion regroupera notamment les activités informatiques, de la formation, de la recherche et de l'expérimentation pédagogique ; des enseignements artistiques ; de l'enseignement professionnel et technologique ; de la formation continue des adultes ; de l'action culturelle en milieu scolaire et universitaire, cette dernière mission, qui existait auparavant, voit, en fait, sa portée élargie à l'enseignement supérieur.

MISSIONS D'IMPULSION

M. Savary crée, dans cinq domaines auxquels il veut donner une importance particulière, des missions chargées de « coordonner », d'« imaginer », d'« impulser ». Il y aura donc des missions de la planification ; des technologies nouvelles, de la formation, de la recherche et de l'expérimentation pédagogique ; des enseignements artistiques ; de l'enseignement professionnel et technologique ; de la formation continue des adultes ; de l'action culturelle en milieu scolaire et universitaire, cette dernière mission, qui existait auparavant, voit, en fait, sa portée élargie à l'enseignement supérieur.

Réunification

Comme les précédentes réformes, la réforme de M. Savary a pour objectif de donner au ministère les moyens de mettre en œuvre une nouvelle politique.

Il s'agit d'abord de faire entrer dans les faits la réunification du ministère de l'éducation nationale et de l'ex-ministère des universités.

Tout en rationalisant le fonctionnement des directions et services qui faisaient double emploi, M. Savary a souhaité tenir compte de la situation précédente, et au nom de la « dignité » et de la spécificité des universités, il leur conserve une certaine autonomie par l'intermédiaire d'un directeur général ayant autorité sur l'ensemble des activités de l'ancien ministère. Il convient de remarquer que l'ancien directeur des enseignements supérieurs, M. Courson, même s'il n'avait pas le titre de directeur général, remplissait déjà cette fonction.

Autre objectif de la réorganisation : mettre fin à des dysfonctionnements.

On remarque ainsi la disparition de la direction générale de la programmation et de la coordination qui, précédemment, était devenu un Etat dans l'Etat, se trouvant en conflit permanent avec le cabinet, et qui n'a plus sa raison d'être.

Enfin, la création de missions directement rattachées au ministre et chargées de faire preuve d'innovation permet, peut-être, de dégaucher ce qui pourrait être des objectifs prioritaires du ministre.

Cette réorganisation ne pouvait avoir lieu qu'après la rentrée et avant la préparation du budget 1983. Mais le maintien des directions par ordre d'enseignement (écoles, collèges, lycées) n'est peut-être que provisoire. Le ministre n'a encore fait aucun choix sur les futures structures de la scolarité obligatoire : école fondamentale, « grand second degré », ou formule à inventer. La question se pose.

CATHERINE ARDITTI.

Nouvel avertissement de la C.G.T.

M. HENRI KRASUCKI DÉNONCE « L'IMMOBILISME SOCIAL » CHEZ RENAULT

« Ce n'est pas le changement mais l'immobilisme qui est à l'ordre du jour à la Renault. Un grand nombre de travailleurs ont le sentiment d'avoir été trompés », écrit M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T. dans une lettre du 26 janvier au premier ministre.

Rappelant des conversations de juillet et septembre 1981 à l'occasion du cours desquelles M. Mauroy avait envisagé un contrat de solidarité chez Renault et dénonçant l'isolement des négociations à la Régie et du fait de la direction, le dirigeant cégétiste adresse ensuite une sorte d'avertissement au gouvernement : « Trop de temps a été perdu en trop de faux calculs ont eu lieu dans cette affaire ». Ajoutant qu'une solution « dépend pour une part de l'impulsion et même des décisions gouvernementales ».

Le malaise du monde agricole

LE PRÉSIDENT DE LA F.N.S.E.A. SERA REÇU LE 2 FÉVRIER PAR M. MITTERRAND

M. François Guillaume, président de la F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), sera reçu le mardi 2 février, à 16 heures, par M. Mitterrand. Au moment où le monde agricole semble se réveiller et le pouvoir semble se tenir à l'écart — les deux hommes se sont vus — revêt une importance particulière. Le principe de la rencontre avait été arrêté à la demande de M. Guillaume.

Dépendant, les manifestations de courtoisie des syndicats correspondront à l'Assemblée nationale le 21 janvier des camions espagnols chargés de légumes, retenus la veille à la frontière, ont pu reprendre la route, sous escorte de la police.

Mardi les gendarmes mobiles avaient dû intervenir aux lances incendie pour faire dégager l'autoroute.

A Quimper (Finistère), une centaine d'agriculteurs ont perturbé ce même jour dans l'après-midi le conseil général du Finistère qui était en séance. Ils protestent contre le prix « trop bas » du porc.

Commentant les manifestations de ces derniers jours, M. André Cellard, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, a estimé que la situation (viticole et agricole) ne justifiait pas « la prise de mesures identiques à celles décidées durant l'été dernier ».

Un meeting de défense de la liberté de l'enseignement privé

NOTRE PÈRE, AIDEZ-NOUS

Ah ! S'il suffisait de prier Dieu pour que tout s'arrange... Ce mardi soir 26 janvier, la grande salle de la Mutualité à Paris, qui en a vu d'autres, retentit d'un « Notre Père » respectueux et pénétré. Les voici donc, deux mille, debout et mains croisées, recueillies et convaincues. Et parmi eux, le Père Paul Guibertau, secrétaire général de l'enseignement catholique. Organisée par « Evangile et société », un mouvement chrétien créé en 1973, notamment par des membres de la Confédération française des travailleurs chrétiens (C.F.T.C.), cette soirée de défense de la « liberté de l'enseignement » était, en effet, remise « entre ses mains », celles de celui « dont nous vient toute paternité au Ciel comme sur terre ». Si cela suffisait... Mais le réel est parfois, les logiques que ne maîtrise pas le spirituel, et puis, ce n'est pas toujours simple : « Dieu, personne ne l'a jamais vu », avouera, au passage, l'un des orateurs...

Car le danger serait là, à nos portes. On le dit, on le répète, on l'assène même : péril en la demeure ! Pêtil depuis le funeste 10 mai 1981, depuis que se profile ce « grand service public unitaire et laïque » voulu par les socialistes. On s'attache donc à en démontrer la gravité. Les arguments sont ceux de toujours. Premier axiome : le droit imprescriptible des parents sur l'éducation de leurs enfants. C'est à eux, dira M. André Jozan, « père de famille naissant » qu'il revient « d'imposer à l'enfant un système de valeurs ». Corollaire : l'enseignement scolaire « doit être en cohérence avec l'éducation reçue à la maison, (car) l'enfant (...) a besoin d'unicité ».

On le précisera, pour prévenir l'ironie des adversaires : « Il ne s'agit pas de faire des maths catholiques ou du latin chrétien » mais de choisir « une atmosphère (...) où la pédagogie s'ordonne à la fin ».

Seconde règle, énoncée par le même M. Jozan : « Il n'y a pas de liberté sans moyen d'exercer ses libertés ». A l'Etat donc d'être débiteur s'il veut prouver son respect des grands principes. Fonds publics à l'école publique ? La formule est ici brocardée sous des applaudissements nourris : ces fonds, « ce sont nos impôts ils sont donc toujours et en fait des fonds privés ».

Cependant, l'énonciation d'un

argumentaire connu ne suffit à dissiper les doutes. Car il en est, semés, par-ci-là, par ce pouvoir habile et prudent. N'est-il pas « très aimable, peut-être trop aimable », ce ministre de l'éducation nationale, s'interroge M. Jacques Tessier, président d'honneur de la C.F.T.C., qui s'inquiète des tactiques ébauchées « en haut lieu » : « Le recours au tisonnement chorégraphique afin d'insensibiliser, d'endormir... ». Aussi certaines exhortations ne trompent-elles pas sur l'état réel de la mobilisation : M. Tessier fustigea ces chefs d'établissements privés qui seraient prêts à négocier « pour leur propre compte ». Et tel instituteur « libre » de Bagnolet, plus jeune que le gros de l'assistance, admettra qu'il n'est « pas tellement inquiet » : « Pas la peine de paniquer, pour le moment ». Ou tel parent critique, en aparté, ces « curés » qui « nous disent de ne pas bouger, pour ne pas gêner les discussions ». Surtout ne pas agir « en ordre dispersé », telle est alors la consigne. Il faut, dira-on, constituer « un front monolithique ».

Tolérance ou sectarisme

Et c'est ainsi que, dans ce combat mené au nom de la tolérance, se glisse le sectarisme. M. Alain Lanavère, maître assistant à la Sorbonne et à l'Institut catholique de Paris, ne veut pas être réduit « à l'état d'ecclésiastique laïque ». Et son combat, mené « en tant que catholique français », au nom d'une « école missionnaire », « maison de Dieu » franchit les limites d'usage. Sus à Montaigne, « ce maître en tergiversation, en équivoque, en subterfuge », auquel les programmes scolaires « accordent tant de place ! » Sus à Albert Camus, cette œuvre d'une « étonnante pauvreté littéraire, d'une singulière légèreté philosophique ! » Sus à Boris Vian, « qui n'aurait jamais dû quitter les bibliothèques de garçons ».

Qu'importe ces excès ! Une liberté qui marche peut faire des faux pas, dira Mme Marie Joëlle Guillaume, professeur agrégée, l'essentiel, c'est que ça marche. « Avec Jean-Paul II, le vous salue Marie ! », lancera, pour finir un assistant, relayant la prière, point d'orgue de ce que M. Tessier baptisera une « rencontre d'état-major ».

EDWY PLENEL.

La magie du **BYBLOS**
"On croirait un vrai village"
"C'est un luxueux palace"
à ST TROPEZ
PHONE: (04) 92 00 64 / TÉLEX: 70 235

UN CHOIX ESSENTIEL. L'ENCEINTE ACOUSTIQUE.
elipson
sur simple demande
Les conseils qu'il est indispensable de connaître avant de choisir les enceintes HI-FI qui transformeront votre chaîne. Ce document est disponible chez votre revendeur HI-FI ou vous sera envoyé gratuitement par Elipson.
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code Postal : _____

LE 58° PRIX D'AMÉRIQUE ET LA LOTERIE NATIONALE
Le 58° Prix d'Amérique va se disputer le 31 janvier. Ce championnat mondial des trotteurs peut permettre à l'idéal du Gazeau de remporter un deuxième succès dans ce classique tant convoité. En 1979, l'idéal du Gazeau a triomphé à son dernier départ Jorjy et l'Américain Glissolli Way.
Les numéros gagnants seront tirés au sort le samedi 30 janvier. Un ou plusieurs chevaux dont l'adresse à chaque série de billets, c'est la série du cheval gagnant qui déterminera également le gagnant du gros lot de la Loterie nationale. Il y aura donc une double suspense : le samedi permet de connaître les numéros gagnants, le dimanche permet de savoir quelle est la série gagnante en fonction des résultats de la course.
Pour le prix de 25 F le dixième ou de 230 F le billet entier, vous pouvez avoir une chance de gagner un des nombreux lots offerts par la Loterie nationale pour ce week-end : un gros lot de 1 000 000 F, 2 lots de 200 000 F, 2 lots de 100 000 F, 6 lots de 70 000 F, 5 lots de 40 000 F, 31 lots de 20 000 F, 100 lots de 10 000 F, sans compter de nombreux lots moins importants mais tout de même substantiels qui seront attribués à cette occasion au soir du 31 janvier prochain.